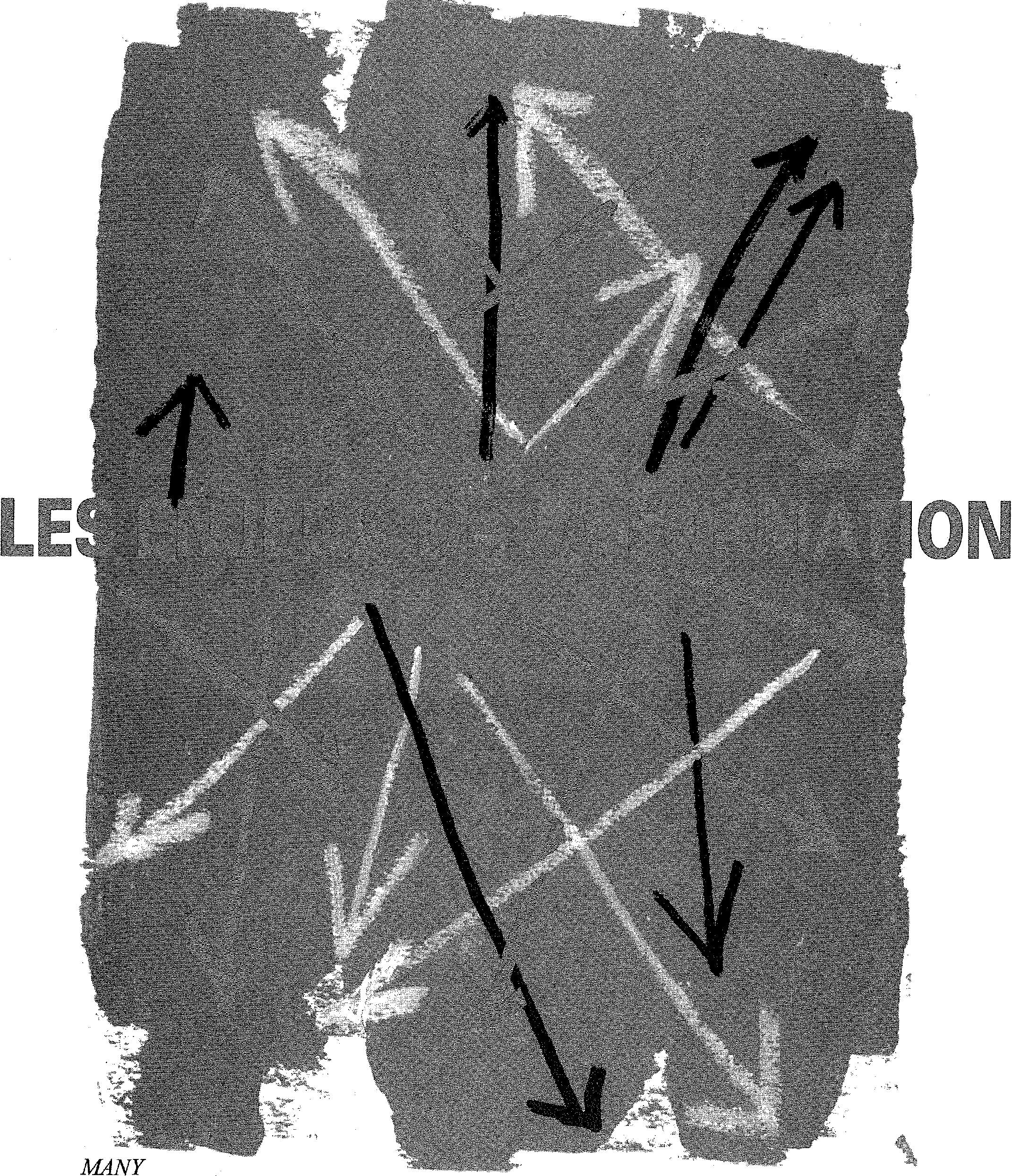
**ET PRATIQUES SOCIALES**

**PEPS No 45 - 40 F - janvier/mars 1994**



**LE**

**ON**

*MANY*

|  |  |
| --- | --- |
| **Qui casse Qui** Hugues Bazin  **Interview avecîobie Nathan** Damien Mabiala | Des vraies-fausses raisons  **de réformer la formation** CAS 69 - CONCASS  **Défendre les centres de formation 35**  Coordinaion Régionale des Centres de Formation |

La boutique **37**

**De Vichyà la Libératon** Pcti:

Armelle Mabon-Fall **Un après-midi** à **«la boutique» 38**

Zubebe Guelaiem

**Saddam-City, ou «désespoir- ci**ty»
  
Alice Bsereni

**DOSSIER**

**Introducrion**Mehdi Farzad

**Le travail social aujourd'hui**

**ou l'art de "bricoler"**

Didier Martin

**Etrange formation**Jean Jacques Dei,che

**Une formation en transversalité** 23

Marie Françoise Gerard, Joëlle Garbarini, Michel d'Aspe, Yves Ballanger

La Garanderie :

un atout pour la formation professionnelle ?

Patrick Tapernoux'

Eurire comme moyen d'auto-formation Chantal Brun

**Diplomes étrangers 39**

John Ward

**Moniteurs-Éducateurs... 40**

**c c** .11 naion Régionale des Centres de Formation

**Le mouvement des correspondants 41**

Catherine Cha'ir

Le travail social en **colloque 42**

Chhstin?, n Hobets

Au **risque de vous plaire sur grand ecran** G Jy Jouannet

**Mégalopole, tag et Mégalomanie** Etienne Racine

La revue des livres Annonces

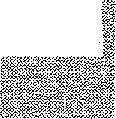
De l'éducateur au formateur 3e Les nouvelles solidarités **52**

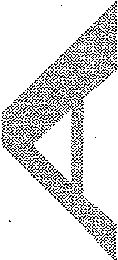
Joël Besnard

**PÈPS -** Trimestriel édité par l'Association Paroles Et Pratiques Sociales - Loi 1901 - J.O. du 11.04:82 -
  
163, rue de Charenton 75012 PARIS -Tél: 16 (1) 40 02 09 56

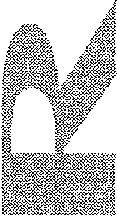
Directeur de publication : Eric AUGER - Rédacteur en chef : Mehdi FARZAD - Comité de rédaction : Eric AUGER, Hugues BAZIN, Patrick BRUYAS, Catherine BOULENGER, Laurent DEFOSSE, Jean-Luc DUMONT, Mehdi FARZAD, 'Guy JOUANNET. Damien MABIALA, Max MANNIEZ - Nous remercions pour leur participation à ce numéro :Tobie Nathan, Airelle tv1abon•Fall, Alice Bsereni, didiér, Martin, Jean Jacques Deiuchey, Marie Françoise Gemmi, Joëlle Garbarini, Michel d'Aspe, Yves Ballanger, Chantal Brun. Joël BeSnard, Perlette Petit Zubekle Iskender, Anouar Guefaiem, John tAlard, Catherine Charbonnier. Etienne Racine, CAS 69 CONCASS, Coordinalon régionale des centres de formatiOri,

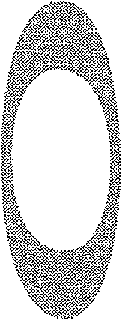
Illustration : Many • Imprimerie Rotographie 48.57.03.21 - Reproduction des articles et illustrations autorisée avec mention de leur origine et adresse. CPPAP 64819 - ISSN 0754-8761 - Dépôt légal : avril 94

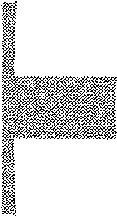




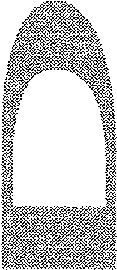
Il







I1



La revue Paroles et Pratiques Sociales change de forme. Douze ans après sa première parution, PEPS entend rester fidèle à ses objectifs initiaux : faire parler les travailleurs sociaux de leurs pratiques profession­nelles et faire de la revue un lieu d'interrogations des mesures sociales souvent décidées d'en haut.

Quels que soient les thèmes à développer, il s'agit pour PEPS d'être un lieu de réflexions et d'échanges sur les décisions prises dans le champ du travail social et leur application sur le terrain.

Ce 45 ème numéro de PEPS consacré aux enjeux de la formation, se présente avec un nouveau rubricage et cette nouveauté vise plusieurs objectifs :

* répondre aux demandes des lecteurs qui souhaitent pouvoir davantage s'exprimer et par là-même, utiliser l'écriture comme mode d'auto-formation.
* répondre aux travailleurs sociaux qui, à la lecture descriptive et analytique des actions réalisées, cherchent à trouver du sens à leur investissement professionnel.
* répondre sur un plan rédactionnel, aux différents praticiens qui veulent assurer une large communication transversale entre les diverses catégories professionnelles de l'action sociale.

Le nouveau rubricage de PEPS confirme aussi la nécessité pour les travailleurs sociaux d'avoir une revue qui leur appartienne. La légitimité de cet outil découle d'au moins deux constats :

* l'absence de vision politique générale dans le travail social et pour les travailleurs sociaux.
* la naissance de plus en plus d'actions auto organisées par des populations démunies, ne trouvant pas de réponses à leur situation dans les mesurs sociales ou auprès des travailleurs sociaux (1).

C'est dans cette perspective qu'en réactualisant sa raison d'être, PEPS va publier systématiquement sa charte (2). Elle constitue sa carte d'identité.

Outre le dossier, les rubriques consacrée à la *«Mémoire du travail social»* ou *«Rencontre avec...»* peuvent nous servir de lien entre la parole et la pratique d'hier et aujourd'hui. Il s'agit de comprendre dans le temps et dans l'espace la mémoire présente de certaines actions dont la visivilité ne prend sens que si elles se situent dans leur contexte socio-politique.

Plusieurs rubriques telles que *«Regard sur les professions», «Pratiques sociales», «Regard sur l'actualité»* ou encore *«Le travail social à l'étranger»,* peuvent compléter cette recherche du sens.

Qu'elles prennent la forme d'enquêtes de terrain, d'entretiens avec des acteurs sociaux ou d'autres initiatives rédactionnelles, l'accent sera mis sur le développement des démarches innovantes et des dynamiques à créer face aux situations sociales d'aujourd'hui.

Ces questions ne constituent-elles pas des enjeux de la formation ?

Mehdi Farzad

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. On peut citer l'exemple des mal logés qui procèdent aux actions d'occupations des logements vides,   ou bien de certains toxicomanes qui essayent de gérer leur situation par eux mêmes.  Voir aussi l'annonce du prochain numéro de PEPS consacré aux nouvelles solidarités...   1. Voir la charte de PEPS en page 51 |

|  |  |
| --- | --- |
| ***1Z eget?"*** C) ***et*** 7- | *1 a*  c *tu* a i i *t* é |
| **Oui CASSE QUi ?**  *Les mouvements des jeunes contre le Contrat d'Insertion Professionnelle mettent à jour les zones de fracture de la société.* |  |
| Manifesation du 25 mars à Paris |

Le 23 février 1994 sont publiés au journal officiel deux décrets d'ap­plication de l'article 62 de la loi quinquennale sur l'emploi. Le CIP, Contrat d'Insertion Professionnelle, est né. Ce "SMIC-jeune" (80% du SMIC soit 3700 F) est compris comme une insulte aussi bien pour les "bac+2" que pour les filières professionnelles. Tout au long du mois de mars se dérouleront des manifestations organisées ou spon­tanées, émaillées de violences et de répressions.'

Après des refus, des modifications, des reculades, le gouvernement se résigne le 30 mars à abroger les décrets. Mais en enterrant la me­sure c'est l'ensemble du plan quin­quennal sur l'emploi qui semble remis en cause.'

A la place du CIP, la reprise de la formule "exo- jeunes" qui avait été mise en place par le gouvernement

*4* précédant, signe le retour à la case
  
départ de la politique d'insertion en faveur des chômeurs de moins de 25 ans au nombre de 746600 en février.

Dans le cadre que nous venons d'esquisser, nous poserons notre attention sur ce que révèle le déve­loppement d'un mouvement qui dépasse de loin la question du CIP.

**NORMALISATION
  
MEDIATIQUE**

Nous assistons, à propos des ma­nifestations étudiantes et lycéen­nes contre le CIP et leurs déborde­ments violents, au retour du dis­cours "anti-casseurs". Sur la scène parisienne, la station Montpar­nasse, constituerait symbolique­ment la première halte, avant l'arri­vée d'une déferlante sur tout le pays.

Le système des médias opère par focalisation du regard et amène à une vision dichotomique cherchant à différencier les "bons" des "mé­chants".

Les bons seraient des jeunes étu­diants bien sous tous rapports mais inquiets de leur avenir. Dans le rôle des méchants, les hordes venues de ces contrées lointaines et in-

connues appelées "banlieues" sac­cageant tout sur leur passage.

On nous apprend que s'ils sont méchants, c'est parce qu'ils sont désespérés et exclus du système scolaire. Tout de suite est fait le rapprochement avec des émeutes qui se déroulèrent au nord de la région parisienne à Garges Les Gonesses : il s'agirait de jeunes semblables. Mais on n'en saura pas plus. Aucun reportage digne de ce nom ne sera réalisé. Le vieux mythe des "classes dangereuses" apparaît.

A défaut d'offrir une compréhen­sion des événements ou même de décrire les faits avec exactitude, les médias nous apportent de bons matériaux pour analyser leur fonc­tionnement?

Les journaux Infomatin puis Libé­ration reprennent les chiffres des interpellations. Après vérification, il s'avère que certains jeunes ne sont pas exclus du système sco­laire; ils ont même de bons résul-tats4, d'autres sont salariés, d'autres SDF. Les choses se com­pliquent !

3 mars 15.000 lycéens et étudiants à Paris ; 4 mars premières violences (Lyon) ; 10 mars multiplication des défilés surtout en province, actions spontanées de lycéens ;12 mars, à l'appel de la CGT 60.000 personnes manifestent à Paris, 200.000 en province ;17 mars 230.000 manifestants dans toute la France ; 18 mars manifestations spontanées, pour la première fois depuis longtemps les syndicats appellent à une manifes­tation unitaire ;19 mars interpellation à Nantes ; 23 mars mouvements spontanés à Toulouse, Nantes et Lyon ; 24 mars idem Valence, Nancy, Caen, Auch, Reims, Puy-en-Velay, la Ferté Bernard,...,25 mars 30.000 étudiants et lycéens dans les rue de Paris, 20.000 à Lyon ; 31 mars manifestation d'enterrement du CIP 30.000 à Paris, 20.000 à Nantes, 10.000 à Rennes, 6.000 à Marseille, 5.000 à Lyon, 4.000 à Brest, 3.000 à Toulouse, 2.500 à Montpellier, 2.000 à St Brieuc, 1.600 à St Nazaire, etc, etc.

2 Les missions locales ont failli disparaître dans le "plan pour l'emploi" et connaissent une réduction de leurs programmes de formation (cf article

p41 dans ce numéro), les Centres d'Hébergement et de Réadaptation sociale (CNRS) doivent affronter de sévères coupes budgétaires et la Fédération Nationale des associations d'Accueil et Réadaptation So­ciale appelle à la mobilisation.

'Au même moment, deux chaînes du service public (France 2 et France 3) relatent les mêmes faits violents intervenus à la fin de la manifestation du 21 mars à Nantes. A partir des mêmes images, nous obtenons deux versions radicalement opposées. Sur France 3, il s'agit de jeunes "dont la majorité sont de banlieues" nous assène une "voix off'. L'interview de deux jeunes manifestants désabusés est censée confirmer cette con­damnation de la violence contenue implicitement dans le commentaire. Sur France 2, il s'agit "majoritairement des étudiants" et dans les interviews, des jeunes soutiennent l'idée d'une violence légitime.

4 Sur les 77 interpellés déférés devant le parquet le 10 et 17 mars 83% sont français, 88% vivent dans la grande couronne parisienne, 70% habitent au domicile familial, 70% sont dans le circuit scolaire.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

eegarà *s zs* 7' c *tu* et *I* i *té*

On ne sait toujours pas ce qui anime ces jeunes. A côté du terme de "casseurs" le quotidien "Libération" parle "d'enragés". Quant au "Monde", il réussit la pirouette de rassemblertout le monde dans une "génération sacrifiée".

Nous entrons dans un autre schéma dichotomique qui sépare la "rage", mouvement d'affirmation volontaire et inorganisé auquel cer­tains aimeraient bien accoler une revendication politique, et le "sacri­fice" procédure socialement rituali­sée et subie par des "victimes", ce qui permet de légitimer un discours moral.

Mais "enragés" ou "sacrifiés", les jeunes ne sont pas plus entendus par les responsables politiques.

**MENACES
  
AUTORITAIRES**

"J'ai l'impression d'être dans une société qui exclut, au lieu de se poser des questions."5

D'abord ce fut la reprise du thème très classique de la "récupération" tenu par M Léotard, ministre de nos armées. Thème "récupéré" par M Bayrou. Le ministre de l'éduca­tion qui resta silencieux tout au long des événements, sortit de son silence pour invoquer les "tentati­ves de déstabilisation". M Giraud, ministre du travail emboîte le pas et parle de "révolution médiatico poli­ticienne. Des discours qui firent long feu face aux regroupements spontanés des jeunes dans les centres urbains.

Ensuite, ce fut l'essai tout aussi classique d'invoquer la "chienlit" en dénonçant les "voyous et les délinquants". Puis un virage s'opère le week-end du 19/20 mars. Le discours politique change. M Pasqua renvoie la responsabi­lité aux parents et à l'école qui ne sauraient pas tenir leurs troublions : "les parents devraient se préoc­cuper un peu plus de ce que font leurs enfants" et s'interrogeant "Mais que font les chefs d'établis­sement ?" Le prétexte est tout trouvé : les manifestants seraient de plus en plus jeunes, ils auraient, en quelques jours subi un rajeunis­sement surprenant passant du sta­tut de jeune à celui d'enfant, entre 13 et 15 ans, c'est à dire l'âge du collège.

Ce serait donc la faute des parents si leurs enfants désespèrent de l'avenir, et celle des chefs d'éta­blissements scolaires si la pers­pective d'un diplôme soldé au SMIC n'appelle pas des débordements de joie mais de révolte.'

Ces propos de notre ministre de l'Intérieur servent avant tout à légi­timer la mise en branle de la ma­chine répressive.7Quand les seuls "interlocuteurs" sont représentés par la police alors la confrontation s'engage dans le cycle de la vio­lence.

Selon le nouveau code pénal, dès l'ordre de dispersion donné, tout manifestant est considéré "émeu­tier" et réprimé comme tel. De nom­breuses interpellations ont lieu (338 le 25 mars dont 50 déférées au parquet, 150 le 26 mars, 320 le 31

mars à Paris) et conduisent à des peines lourdes passibles d'empri­sonnement' et des expulsions du territoire français sans autre forme de procès suivant la mesure dite "d'urgence absolue"9par"nécessité impérieuse pour la sécurité publi­que" en principe réservée aux ter­roristes. La justice à la lenteur si décriée semble prise de folie expé­ditive.

**NON-REPONSE
  
POLITIQUE**

Malgré cetarsenaljuridico-policier, impossible de séparer les "bons manifestants" des "dangereux dé­linquants". Ce ne sont pas quel­ques bris de glace qui mettent en danger l'état de droit. Mais le ren­voi d'une responsabilité politique, celle du gouvernement face à l'in­sertion professionnelle des jeunes, à la société civile, pose de sérieu­ses questions quant à la haute considération que ces politiques ont de leur engagement dans une démocratie.

Ce changement d'attitude du gou­vernement n'intervient pas au ha­sard. Fort du résultat électoral au premier tour des cantonales (44,5%), la droite balladuriène se trouve renforcée. Meilleure réponse affirme la majorité gouvernemen­tale à notre questionnement dé­mocratique. La France est con­servatrice nous dit-on, cela de­puis toujours, d'autant plus dans les moments de crise (cf. Vague électorale de droite après mai 1968).

5 propos d'une jeune étudiante, Paris, 30/03/94.

6 Au discours politique "80% de bacheliers", le CIP fait correspondre dans un raccourci symbolique saisissant "80% du SMIC".

Des dispositifs impressionnants sont mis en place lors des manifesta­tions 3300 policiers pour celle du 25 mars à Paris. Les méthodes utilisées parlent d'elles-mêmes: tir tendu de grenades lacrymogènes blessant au visage des manifestants, utilisation exeptionnelle des "gre­nades à effet de souffle" pouvant provoquer des traumatismes au tympan et des incidents cardio-ventilatoires, tabassages de manifes­tants maîtrisés et maintenus au sol, confusion entre les missions des policiers en civil "banalisés" et ceux en tenue, détournement de photos d'agence de presse récupérées et affichées dans les commissariats, perquisitions aux sièges de TF1 et France 2 et saisies de cassette vidéo des manifestations,...

Incarcération sans l'attente du jugement, procédure de comparution immédiate dénoncée par le syndicat de la magistrature, port des menottes au mépris de la présomption d'innocence alors que "seule la réalité des risques (personnes dangereuses pour autrui ou pour elle-

même)" justifie le port des entraves, témoignage des policiers évasif pour reconnaître les "casseur", difficulté pour les avocats d'organiser une défense (connaissance des dossiers quelques minutes avant l'audience sans possibilité d'appeller des témoins), peine allant jusqu'à 6 mois d'emprisonnement ferme...

Mouloud Madaci et Abdelhakim Youbi ont été expulsés du territoire français le 24 mars, après une manifestation à Lyon le 21 mars, par simple arrêté ministériel sans contrôle de l'autorité judiciaire. Présenté en comparution immédiate le 21 mars, le tribunal les libère le 22 mars en attendant le jugement fixé le 11 avril. La police les place immédia­tement en centre de rétention. Le juge refuse de considérer qu'ils constituent un danger pour l'ordre public et les remet en liberté le 23 mars. Le ministère de l'intérieur poursuit néanmoins l'exécution de l'expulsion. Ils ont été privés du droit de se défendre et le tribunal des référés de Lyon a condamné le 25 mars le préfet pour "voie de fait". Il se fonde sur l'article 6 de la convention européenne des droits de l'homme, affirmant que "toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal".

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*e t é*

Cette vision fait office d'analyse sociologique alors que la sociolo-

gie nous révèle une réalité toute autre : la France d'aujourd'hui est une société non seulement urbaine mais multi-culturelle tandis que le mode de pensée politique et la grille électorale restent attachés au monde rural et à la tradition. La répartition des cantons favorise une sur-représentation du vote des campagnes habituellement plus conservatrices. Cette inégalité est renforcée par la faible participation des jeunes et des banlieues peu sensibles aux empoignades des notables locaux qui pigmentent ce genre d'élection. S'ajoutent encore les jeunes de moins de 18 ans et les immigrés, vivant essentielle­ment dans les villes, et qui ne pos­sèdent pas le droit de vote.

Non seulement il n'existe pas de prise en compte des aspirations de ceux qui font la société d'aujourd'hui et de demain mais nous observons l'incapacité chronique des respon­sables de ce pays à répondre de manière politique à une question politique, glissant sur la pente pa­ternaliste (réponse actuelle') ou s'embourbant dans le sociocultu­rel (cf. politique de la ville depuis les 15 dernières années).

C'est pour cela que la gauche, même si le retour des jeunes dans la rue lui offre un bain de jouvence, reste néanmoins en difficulté pour transformer en projet politique ces mouvements de révolte. Et la droite accorde beaucoup de pouvoir au parti socialiste en dénonçant à mots couverts un "chef d'orchestre clan­destin" du mouvement.

Des "casques blancs" se propo­sent d'observer les irrégularités po­licières. SOS Racisme et Harlem Désir en tête, en sont réduits tels les "casques bleus" à constater les violences de part et d'autre ; leur discrète présence entérine de fait la perte d'influence des mouve­

ments associatifs des années 80 sur les mobilisations actuelles. Les syndicats ne sont pas en posi­tion de dialogue avec les jeunes. Ils avaient dans un premier temps fait le deuil de leur revendication sur l'abrogation du CIP. Leur opposi­tion au plan quinquennal dont fait partie le CIP n'avait d'ailleurs pas été très virulente lors des concerta­tions avec le gouvernement l'automne dernier. La poursuite du mouvement anti-CIP les placèrent en position de "soutien" humain et logistique, signant par là-même leur faible représentativité auprès des jeunes.

Quant aux travailleurs sociaux, en tant qu'observateurs et acteurs pri­vilégiés, n'ont-il pas en premier lieu à témoigner, en pointant par exem­ple ces zones de fracture et d'in­compréhension qui traversent le corps social ? Les colonnes de PEPS sont à leur disposition... "Qui casse qui ?" Les seuls vérita­bles casseurs sont ceux qui, par leurs décisions économiques et politiques, brisent la vie de millions de gens par le chômage, l'exclu­sion, la précarité et la répression."11

**CITOYENNETE
  
MANIFESTEE**

Pour conclure sur une note opti­miste, espérons que 1994 annon­cera l'émergence de nouveaux rap­prochements qui semblent se des­siner chez les jeunes, accompa­gnée d'une prise de conscience de leur poids politique.

Ceux de 1968, élites bourgeoises estudiantines, promouvaient la vie libre contre la "culture de masse", contre une société bloquée et pe­sante, et cherchaient une jonction avec la classe ouvrière. Ceux de 1994, "se battent dès 15 ans pour un travail", appartiennent à tous les milieux, partent d'une frustration individuelle, une angoisse existen-

tialiste, qu'ils découvrent partager massivement. Ils redonnent vie aux droits et devoirs politiques fonda­mentaux du citoyen.

Ceux de 1986 manifestaient contre la "sélection" de la "loi Devaquet" et croyaient encore en la valeur des diplômes. Comme le mouve­ment d'aujourd'hui celui de 1986 marquait une rupture de communi­cation entre la jeunesse et la droite gouvernementale" dans un con­texte de cohabitation. Cependant 8 ans après, un retour éventuel de la gauche ne représente plus pour eux une alternative politique et la dégradation des conditions de vie qui touche aussi les cadres et les classes moyennes ont exacerbé les tensions.

Ceux de 1990, lycéens, manifes­taient sous le slogan "du pognon pour l'éducation" exprimaient dans des revendications matérielles les signes insistants du désarroi, éta­blissant pour la première fois une jonction entre les centre-villes et leurs périphéries ; la province prend une place déterminante. Le terme "casseurs" apparaît et les journa­listes les recherchent dans les ban­lieues. M Mitterrand dit alors "qu'une société qui n'écouterait pas sa jeunesse préparait mal son ave­nir" et M Jospin en guise de ré­ponse lâcha 4,5 milliard de francs. Aujourd'hui, des catégories jusqu'à maintenant cloisonnées se sont retrouvées dans la rue et des soli­darités virent le jour entre ceux qui s'expriment par les pavés et ceux par les banderoles, entre étudiants, lycéens, jeunes sans logis et chô­meurs, entre français et immigrés.13 Il semble que les étiquettes de gé­nération "cocooning", pragmatique, sans idéal, apposées sur la jeu­nesse des années 90 par des qua­dragénaires nostalgiques ont val­sées dans la tourmente.

**Hugues BAZIN**

1° C'est l'attitude de la carotte et du bâton, le discours se voulant tantôt menaçant, tantôt rassurant, c'est la politique des petits cadeaux, 5.000F pour une voiture neuve, 2.000F pour un nouveau jeune embauché...

11 Etudiant anonyme, Nantes, 24.03.94

12 Rappelons l'énorme dénégation de M Balladur dans sa très paterna­liste "lettre aux jeunes" (Libération du 17 mars) : "Si nous n'avons pas souhaité vous faire du mal, qu'avons-nous recherché en créant le dispositif du CIP ?" Ce qui veut dire : "Qu'avons-nous cherché en créant

le dispositif du CIP, si ce n'est vous faire délibérément du mal I"

13 Beaucoup de manifestants ont refusé la discrimination entre "bons étudiante et "mauvais casseurs" ; des marques spontanées de solida­rité se sont développées le long des mobilisations anti-CIP en faveur de Mouloud Madaci et Abdelhakim Youbi expulsé du territoire : une ré­ponse en écho au 74éme congrès de la Ligue des Droits de l'Homme qui estime que les "les attaques contre les droits des étrangers ont pris une ampleur sans précédent au point de mettre en cause l'état de droit".

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*c o z t r* e V *e C*

I**NTERVIEW**

**AVEC TOBIE NATHAN**

*Professeur de psychologie clinique et pathologique à l'Université de Paris VIII et directeur du Centre Georges Devereux d'ethnopsychiatrie. Il est aussi anthropologue. Il dirige la Nouvelle revue d'ethnopsychiatrie, et travaille depuis une quinzaine d'années avec des populations migrantes, d'origine non-occidentale. Enfin, il a publié plusieurs ouvrages et de nombreux articles.*



*PEPS : Existe-il un lien entre le travail social et ton travail d'ethnopsychiatre ?*

T. N : Il y a beaucoup de liens, puisqu'on travaille avec des tra­vailleurs sociaux. Les familles qu'on voit ont des problèmes so­ciaux, financiers, culturels et psy­chologiques. On a un premier prin­cipe de travail qui est : quand on reçoit une famille, on invite tous les intervenants sociaux concer­nés par cette famille à assister à la consultation; celle-ci se déroule avec un groupe de thérapeutes d'origines diverses parlant géné­ralement la langue des familles qu'on reçoit. Il peut arriver que la famille vienne accompagnée du médecin, de l'assistante sociale, de l'éducateur etc.

On travaille avec eux pour leur restituer ce qu'on a fait pendant la

séance, et après on reste en con­tact. Nous pensons qu'il est très important aussi que la représen­tation de la famille se modifie dans la tête des travailleurs sociaux. Souvent, les travailleurs sociaux ont une idée très tranchée sur la famille, et cela a des conséquen­ces considérables.

Si un travailleur social pense que cette famille est mauvaise pour les enfants il fera tout ce qu'il faut pour que ses enfants soient pla­cés par exemple, et avec la meilleure volonté du monde. Il se débrouillera pour faire placer les enfants, sauf si on arrive, durant les séances, à faire comprendre que cette famille a peut-être des problèmes qui ont une significa­tion, une dynamique familiale. On pourrait voir après s'ils modifient leur opinion sur la famille.

*PEPS N'y-a-t-il pas là un pro­blème, au niveau de la formation dispensée dans les écoles de tra­vailleurs sociaux ?*

T. B : Certainement, c'est le gros problème de la formation des tra­vailleurs sociaux : ils ont été for­més à des théories psychologi­ques et sociologiques qui ont eu cours à un moment donné;qu'ils gardent. A cet époque où on disait : une famille, c'est un père, une mère et les enfants. Qu'une fa­mille sans père, est une famille éclatée etc. On arrive à des situa­tions scandaleuses. Prenons le cas de l'excision des Maliennes : les travailleurs sociaux sont for­més dans l'idée qu'excision signi­fie : «retirer le plaisir aux filles», ils n'ont rien compris au film. Ils ne se posent pas de questions, il arrive même qu'ils dénoncernt des fa-

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***Kencontre*** V *e* G'

milles à la police avec tout ce qui s'ensuit ...

En outre, ils ont très peu de forma­tion sur le système de parenté africain. Ils ont le désir de rendre cette population blanche, leurfaire oublier leurs mode de penser tra­ditionnel, leur faire adopter la pen­sée française, et ils sont très actifs pour cela. On devrait les inviter à mettre plus d'eau dans leur vin, à être plus souple. Par exemple, j'ai constaté que ceux qui étaient plus souples sur le terrain étaient les juges pour enfants, parce que les juges sont habitués à discuter des textes de lois (sujets à interpréta­tion), ils tiennent compte de la jurisprudence etc... Alors que les travailleurs sociaux ou assistan­tes sociales pensent que les lois qu'ils ont dans la tête, sont des lois de la nature, indiscutables.

Ils donnent aux familles une re­présentation des travailleurs so­ciaux qui s'imprime et reste dans leur esprit des années durant.

*PEPS : Les travailleurs sociaux ont-ils tant de pouvoir ?*

T. N : Moi, je ne sais pas très bien. Les familles pensent que tout dé­pend des travailleurs sociaux. Ceux qui sont sur le terrain font un rapport aux décideurs, l'assistante sociale fait une enquête sociale au juge, c'est ce dernier qui dé­cide. Le rapport est donc orienté dans un sens ou dans un autre, et le juge, sauf s'il a envie d'appro­fondir, suit généralement l'avis de l'assistance sociale. De ce point de vue-là, ils ont un pouvoir fara­mineux. Quand une assistante sociale arrive dans une cité, les gens disent : «attention elle va voler nos enfants»! Cette politique de placement coûte très cher à l'état et tout le monde le sait. Elle a des conséquences gravissimes pour les enfants.

*PEPS : C'est ce que tu qualifies «d'acte de guerre» dans ton der­nier ouvrage ?* (1)

T. B : Sur le plan philosophique c'est comme cela. Prenons le cas d'un enfant Zaïrois : dans sa fa­mille on parle français, mais aussi le lingala et une autre langue d'ori­

gine (dialecte), ces langues sont présentées dans l'esprit de l'en­fant, si on le met dans un foyer ou dans une famille d'accueil, en un an il aura tout oublié. Quand il revient, il est complétèment modi­fié, sa famille ne le reconnait plus et vice et versa. Cette chose là, c'est irréparable.

Placer un enfant de migrant est un rapt culturel. Et , c'est beaucoup plus grave que de placer un enfant d'un français, puisqu'on ne fait pas que le retirer de sa famille, mais aussi de sa culture d'origine. Les familles ne le supportent pas, et le vivent très mal mais elles ne peuvent rien faire puisqu'elles sur le plan administratif, ils sont sou­vent dans une situation illégale (carte de travail, etc.).

Elles éprouvent un dégoût de la societé française. Elles disent qu'elles peuvent être des mauvais parents, mais elles ont des frères, des oncles, des grand-parents etc., pourquoi on ne place pas nos en­fants dans nos familles disent-el­les. On ne fait jamais ça, on prend un enfant, on le place dans une famille de culture différente.

Par exemple un Zaïrois dans une famille maghrébine, c'est un dé­sordre absolument épouvantable !

*PEPS : Concernant la formation, tu critiques les psychiatres blancs et africains (blanchis dans les uni­versités occidentales) exerçant en Afrique et reproduisant un discours occidental inadapté au contexte. Peux-tu expliquerles bases de ces distorsions ?*

T. B : Le moteur de toute cette affaire est une théorie psychologi­que. La pensée psychiatrique dé­coule d'une pensée médicale, c'est-à-dire, ton corps fonctionne de la même manière que tu sois noir ou blanc. Cela est une appro­che médicale et transculturelle, sauf pour certaines maladies ré­gionales typiques(en parasitolo­gie). Cette approche ne tient pas compte des différences culturel­les. Je veux dire par là que le fonctionnement psychique est basé sur les représentations et personne n'a jamais vu la photo­

graphie de l'inconscient. Les cons­tructions théoriques sont mar­quées culturellement, c'est là où l'on voit qu'il y a un conflit psycho­logique et psychopatholog igue qui est la pensée coloniale qui dit : «nous détenons la réalité sur le fonctionnement de toutes les po­pulations». Or, chaque population a ses représentations, ses pro­pres guérisseurs, sa façon de faire... Ces choses sont balayées d'un trait, surtout avec les psycha­nalystes (les pires) qui disent : «nous avons la clef pour com­prendre le fonctionnement psy­chique de l'humanité toute en­tière», c'est le complexe d'Oedipe. Selon nous, ce qui «drive» l'en­semble des comportements des travailleurs sociaux sont des théo­ries psychiatriques et psychanaly­tiques. Ce qu'il y a à remettre en cause, ce sont ces théories «uni­verselles», c'est ce que j'essaie de faire, c'est là la forteresse.

*PEPS : Sur l'intégration des étran­gers, ton discours diverge de celui qu'on entend habituellement. Tu prônes presque un modèle com­munautaire. Serait-il proche du modèle anglo-saxon ?, Comment en es-tu arrivé à cette formula­tion ?*

T. B : Sur le plan technique, suis-je proche du modèle anglo-saxon ? Un petit peu oui ! Les Américains sont comme cela depuis long­temps, c'est une terre de migra­tion, ça se fait d'une manière spontannée. La position de la France y compris dans ses colo­nies est une politique consistant à attirer les élites de ces pays, leur faire un lavage de cerveau et d'en faire des instruments de conquête des ethnies, c'est-à-dire, on pre­nait les gens les plus brillants, on les formait, avec leur Baccalau­réat, leur service militaire (fran­çais) etc. Ils revenaient Présidents chez-eux et avaient pour mission de transformer leur culture popu­laire.

Les Anglais avaient une politique coloniale différente ; laisser fonc­tionner les ethnies et s'informer sur leur fonctionnement culturel et éventuellement utiliser leurs dis-

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***Kencoptte*** *e* **et *e c***

sensions à des fins politiques comme en Inde. Entre ces deux politiques opposées, l'anglaise était la plus efficace. Je ne me situe pas du tout sur le plan politi­que, mes raisons sont techni­ques. Lorsqu'on mélange une eth­nie, en HLM par exemple, on met un Maghrébin, un Ivoirien, un Malien ensemble, ils ne vont pas se rencontrer sur leurs bases cul­turelles, ils vont se rencontrer sur le plus petit dénominateur com­mun. La plupart du temps, c'est une culture de pacotille.

Par exemple, la toxicomanie, la révolte, etc., qui n'est pas une culture élaborée. C'est une es­pèce de pellicule de culture. Si tu mets un enfant avec des gens qui proviennent de la même origine culturelle, ils vont établir des liens communautaires, tout comme les parents vont tenir leurs jeunes parce qu'ils ont des choses à leur transmettre. A ce moment-là, les jeunes ne se sentiront pas obligés d'aller chercher ailleurs des subs­tituts, des ersatzs, une sorte de simplification culturelle. C'est un peu le problème dans les métro­poles africaines où l'on parle une langue simplifiée, avec un avan­tage, quand ça ne va pas, on te dit : rentre au village ! On te donne un bain culturel d'origine. En France, que peut-on faire ?

Lorsque je parle des ghettos, je ne suis pas pour qu'on parque les gens. Mais qu'on favorise le fonc­tionnement communautaire, plu­tôt que d'investir dans les services sociaux qui n'ont pas de pensée sur la population qu'ils veulent assister. Pourchanger ce système, il faudra admettre qu'en France, il y a des citoyens de différentes natures, exemple, un Mukongo et un Breton.

Ce qui fera décider le pouvoir pu­blic, c'est qu'un jour quelqu'un publie les chiffres catastrophiques sur les jeunes concernant la toxi­comanie, l'échec scolaire (classe de réadaptation), la délinquance en Seine St-Denis par exemple, là où il y a des populations migrantes (bien entendu sur la France en­tière les chiffres sont moins forts). Donc, on peut soit aider ces popu­

lations, soit les laisser s'auto-dé-truire. C'est la guerre ! Il faut entendre les assistants sociaux : un tel est mort d'overdose, l'autre a été tué par la police, un de plus comme s'ils étaient au front, c'est hallucinant ! C'est pour cela on a intérêt à se réveiller avant que cela ne devienne Los-Angeles.

*PEPS : Lorsqu'on parle de l'échec scolaire ou l'échec social, l'un des efforts entrepris a été d'individua­liser l'enseignement. Penses-tu qu'il serait souhaitable dans la for­mation des travailleurs sociaux, qu'on prenne en compte cet as­pect ?*

T. B.: Il faudrait que les travailleurs sociaux fassent attention aux fa­milles dont elles s'occupent, ils devraient avoir une formation sur la culture des familles migrantes. Ce n'est pas du racisme, au con­traire, c'est la connaissance qui permet d'apprécier la culture de l'autre.

En France, on est laïc. Je pense qu'on s'est trompé sur la définition du mot, moi j'avais compris que «laïc», c'était admettre toutes les religions, or, à l'heure actuelle, «laïc» c'est, faire en sorte qu'il n'y ait aucune religion, ce n'est pas pareil! On devrait laisser toutes les représentations se dévelop­per. Pour l'école, le système pé­dagogique en France mélange tout

le monde. On peut trouver quinze nationalités dans une classe de trente élèves.

Ce sont des classes où ça se passe très mal. Quant on va leur apprendre le français, on devrait être en mesure en même temps de leur proposer les mécanismes de traduction (langues maternel­les et langues étudiées).

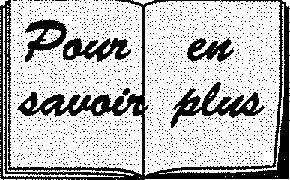
*PEPS : Qu'est ce que tu penses de la revue PEPS ?*

T. B: J'ai jeté un coup d'oeil, je n'ai pas tout lu, je trouve qu'elle est dynamique, j'ai trouvé le contenu extrêmement intéressant et les textes sont assez fouillés. Mais il faudrait travailler sur une présen­tation plus diversifiée car en géné­ral, on ne lit pas les revues des travailleurs sociaux. Il ne faut pas s'enfermer dans un genre, il ne faut pas non plus avoir peur de remettre en cause les travailleurs sociaux ; ne pas se limiter à des congratulations.

Il faut que vous fassiez état dans une rubrique, des situations où l'intervention des travailleurs so­ciaux a produit une catastrophe (la majorité d'entre elles se passe mal) et dire pourquoi ...

Propos recueillis par

**Damien Mabiala**



(1) Tobie Nathan, L'influence qui guérit, éditions Odile JACOB, Paris, 1994.

Voir aussi du même auteur :

- Fier de n'avoir ni pays ni ami, quelle sottise c'était ... Principes d'ethnopsychanalyse, Grenoble, La pensée sauvage édition, 1993.

- Le Sperme du diable, Elements d'ethnopsychothérapie, Paris, PUF, 1988.

- Psychanalyse paienne, Essais ethnopsychanalytiques, Paris, Dunod, 1988.

- La folie des autres, Traité d'ethnopsychiatrie clinique, Paris, Daunod, 1986.

- Psychanalyse et copulation des insectes, PUF Grenoble, La pensée sauvage, 1983.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***Mémoire du travail social***

**DE Vichy**

**À LA LibÉRATk)**

**I «USIONS ET RÉALITÉS d U SERVICE SOCIAL°**

*Encensé par le régime de Vichy, le service social a préféré occulter de sa mémoire ce passé considéré honteux. Or, à mi-chemin entre les services sociaux clandestins, légataires de la résistance et les services sociaux officiels, héritiers d'un régime déchu, les assistances sociales ont su utiliser leur appartenance institutionnelle pour protéger les victimes de la répression. Evoquer la répétition de ces comportements illégaux ou de dissidence semble réducteur et le questionnement sur le concept de «Résistance» s'impose.*

**ENTRAIDE
  
ET SOLIDARITE
  
DANS LE MILIEU
  
RESISTANT**

Alors que l'effigie de Pétain et sa doctrine conservatrice condition­nent la légitimité des assistantes sociales, la répression à l'encon­tre des indésirables provoque un inévitable cortège de drames fa­miliaux. Ainsi très tôt, des mili­tantes du parti communique clan­destin se mobilisèrent et organi­sèrent des actions sociales de masse pour venir en aide aux familles de résistants. A la libéra­tion, les responsables de l'Union des Femmes françaises pour la défense de la famille et la libéra­tion de la France, relevées par une presse de gauche, vilipen­dèrent les assistantes sociales, stigmatisant leur origine bour­geoise et leur ralliement appa­rent à la cause de Vichy.

**LE TEMPS DES
  
CONVERGENCES**

Avec l'instauration du régime de Vichy, un nouvel ordre moral pour le relèvement de la France appa­raît et le corps des 5000 assis­tantes sociales est perçu par les instances dirigeantes comme un élément de cohésion sociale. Avec cette doctrine d'Etat basée sur les vertus de la famille saine,

les assistantes sociales purent se forger une élimination.

Effectivement, l'administration, par la voix du secrétariat général à la famille, élabore un projet d'Union nationale dans le cadre de la «charte du travail» afin qu'el­les bénéficient des mêmes pré­rogatives que les médecins pour la défense des intérêts matériels et de l'honorabilité de la profes­sion. Ce projet ne faisait pas l'unanimité chez les médecins.

Grâce à une assistante sociale qui deviendra une des grandes figures de la résistance féminine : Berty Albrecht, une autre chaîne de solidarité fut mise en place au sein du Mouvement «COMBAT» pour venir en aide aux familles de résistants incarcérés. Le qua­lificatif de «clients» attribué tradi­tionnellement aux usagers du service social devient ici sérisoire car la distinction entre aidants et aidés est gommée par les mê-

PEPSn°45janvier-mars1994

***Mémoire travail social***

mes risques encourus et et l'in­dispensable confiance absolue faisant apparaître un nouvel or­dre social.

Sous l'égide de l'U.G.I.F (Union Générale des Israélites de France) instituée le 2 décembre 1941, l'oeuvre de secours aux enfants (O.S.E) et les éclaireurs israélites de France (E.I.F.) ont pu s'occuper de la population juive étrangère pendant les gran­des rafles de 1942. Les déporta­tions massives et l'occupation de la zone Sud contraindront le personnel de ces institutions à rejoindre la clandestinité. Au sein de ces institutions, de nombreu­ses assistantes sociales sauvè­rent beaucoup de jeunes.

**LE POUVOIR
  
DES ILLUSIONS**

Alors que l'entraide oecuméni­que a pu être mise en exergue pour le sauvetage de la popula­tion juive rien n'a été dit de façon officielle sur la contribution des assistantes sociales dans cette lutte pour la survie.

Partout en France, au sein du Secours National, sont apparues des duplicités par le biais des aides vestimentaires et des sou­pes populaires administrées par les assistantes sociales. Des fa­milles juives ou des prisonniers évadés ont pu être cachés avant de quitter le territoire. Mademoi­selle Fuglesan, assistante so­ciale du Secours National de Sedan aura été un maillon d'une de ces chaînes d'évasion avant de mourir à Ravensbruck.

Des assistantes sociales proches de la ligne de démarcation se servaient de leur laissez-passer pour tromper l'occupant et facili­ter le passage de «voyageurs» particulièrement menacés. De même les assistantes sociales clandestines du circuit GARREL

ont pu poursuivre leurs tâches auprès des enfants juifs parce qu'elles émargeaient sur la liste du personnel du Secours Natio­nal. Ce n'est pas l'institution qui dérogeait aux lois du gouverne­ment de Vichy, mais des indivi­dus isolés qui profitaient de la légalité de leur employeur pour mener des actes clandestins et dissidents dont la mise en oeuvre était facilitée par l'apparente sou­mission et adéquation au régime. C'est par leur conscience pro­fessionnelle que les assistantes sociales parvenaient à assumer ce double-jeu, aidées par un sen­timent de solidarité de leur corps professionnel.

L'action de Mademoiselle Trillat, assistante sociale au Service so­ciale d'aide aux émigrants (S.S.A.E.) éclaire particulière­ment cette ambivalence entre la fonction officielle et l'apparition d'actes clandestins nécessaire à la poursuite de l'activité profes­sionnelle. Travaillant pour les étrangers particulièrement vul­nérables ou internés, elle put collaborer avec le régime de Vi­chy pour obtenir le maximum d'autorisations de sorties tout en cachant des familles juives avec l'aide des organismes clandes­tins. Comme toutes les respon­sables du S.S.A.E., elle fut arrê­tée parla Gestapo quelque temps avant la libération. Torturée, Mademoiselle Trillat fit du secret professionnel, un adage auquel on ne déroge pas.

Cinquante années après ces tra­giques évènements, elle résume ainsi l'ambivalance de sa tâche : «Je ne prétends pas avoir fait de la résistance. Je prétends avoir fait mon travail aussi bien que je le pouvais. Une assistante so ciale qui travaillait pour les étran­gers devait les protéger au maxi­mum. Il fallait qu'on fasse des démarches officiellement et clan­destinement ... Ce n'était pas de la résistance, car on a maintenu des familles entières en vie» (2).

La spécifité de cette profession a été utilisée à bon escient par les réseaux et les mouvements de résistance sous l'impulsion d'as­sistantes sociales engagées dans la lutte contre l'occupant. Ainsi Mademoiselle Sivadon, alors directrice de l'école des Surintendantes d'Usine prêta ses locaux avec discernement au Mouvement «COMBAT» afin que les réunions puissent s'y tenir en toute sécurité. Certains respon­sables de l'armée secrète accor­deront leur confiance à des as­sistantes sociales sous prétexte que leur formation les avait ren­dues aptes à l'investigation. De même que le secret profession­nel permettra à Madame Girou, assistante sociale à la «Petite Gironde» de recevoir les consi­gnes secrètes du Général de Gaulle. Dans ce contexte, la fonc­tion d'assistante sociale a pré­disposé ces femmes à devenir des résistantes authentiques.

Cette résistance fonctionnelle émane de la contradiction atta­chée à cette profession et aux paradoxes qu'elle engendre. Tra­vailler pour les réprouvés au sein d'un cadre institutionnel et politi­que qui produit ces exclusions et instaure la répression implique non pas une soumission à l'ordre établi mais un refus délibéré de la résignation en pratiquant la ruse en silence et dans l'ombre. Ainsi ont pu se créer des prati­ques professionnelles à plusieurs facettes où les faux-semblants et les trompe-l'oeil devinrent des outils indispensables.

**Annelle Mabon-Fall**

(1)Cet article est issu d'une maîtriseA.E.S, obtenue en 1991 àl'Université Paul Valéry Montpellier.LaFédérationNationaledes Dé­portés Internes Résistants et Patriotes (F.N.D.I.R.P.)luidécemale2èmeprixMAR-CELPAULen1993.

(2) I ntenÀew de Mademoisel le Tri Ilat,

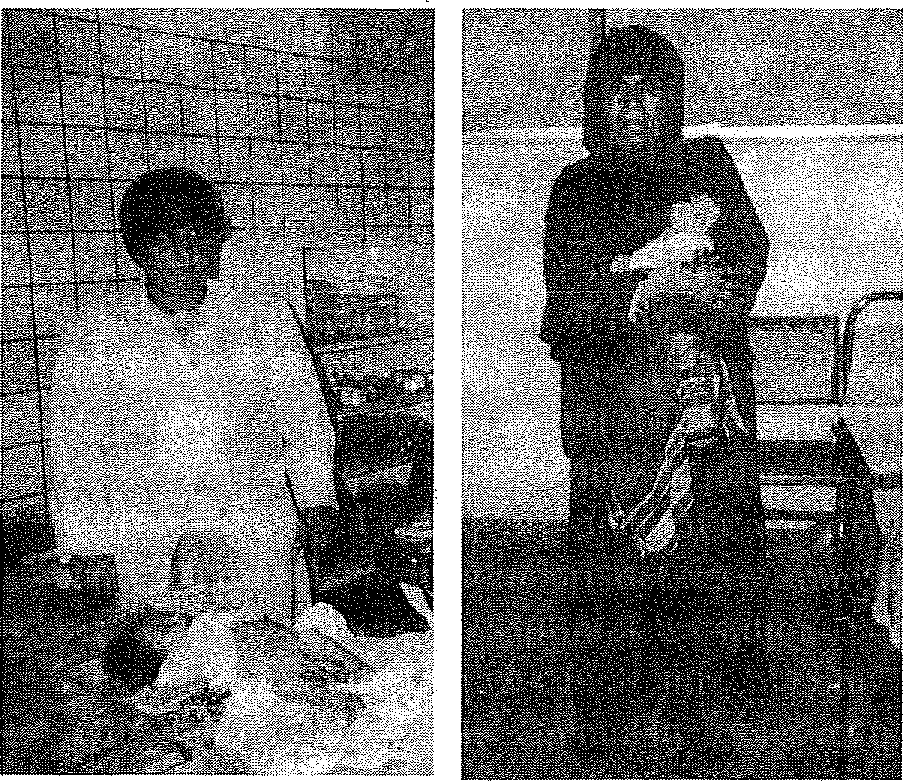
17février 1989.

PEPSn°45janvier-mars1994

***Travail social à l'étrastge****r*

SAd d AM iTy,

OU C<CI ÉS ES p0 Ty»



*En tant qu'assistante sociale et en tant qu'occidentale, j'ai voulu comprendre la situation sociale de l'Irak après la guerre déclenchée à l'aube du 16 janvier 1991 par les Occidentaux sous la direction des Etats-Unis.*

Mes impressions lors de mes qua­tre voyages en Irak peuvent être considérées comme un appel criant à la justice. Mais qui se soucie de justice ?

Comme le signale Pierre Rossi, «On sait depuis Oedipe que les crimes des Etats sont expiés par les peuples ; que la publicité est devenue la reine du monde et que, même si la vérité finit par l'empor-tersur l'esbrouffe, momentanément et pour un temps, c'est la vérité qui craque ; on la hait jusqu'à la bannir

12 de nos sociétés trop civilisées pour
  
être honnête. L'histoire est coutu­mière de ce renversement des va­leurs» (1).

**42 MOIS DE BLOCUS ET UNE ECONOMIE DU MARCHE NOIR...**

Lors de mon premier voyage en Irak, en août 91, le dollar se chan­geait au cours parallèle à moins de 20 dinars irakiens. Deux ans après il se changeait à 80 dinars, six mois plus tard il se changeait à 200 dinars, il a pu monter à 300, au terme de la dernière mission d'EKEUS en février 94, concluant à un maintien des sanctions et à la nécessité d'une période probatoire supplémentaire. En période de pré­paration du Ramadan où tout se

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

stocke et se vend à prix d'or, phé­nomène banal en pays arabe mais dont l'Irak était épargné jusqu'alors, ces déclarations ont produit un ef­fet immédiat de spéculation sur la monnaie locale et le prix du dollar. Les salaires varient entre 400 et 1500 dinars, soit l'équivalent de 2 à 7 dollars, alors que les prix des produits courants subissent une hausse effrénée. On paie un pla­teau d'oeufs le tiers d'un salaire, de même que le kilo de viande, le lait comme le kilo de farine ou de riz se vendent à 150 dinars, les vête­ments usuels : jupes, corsages, chaussures absorbent chacun un mois de salaire, si ce n'est plus. A la question : «Mais comment faites-vous?», l'on répond :

«Chacun est devenu commer­çant». Il faut entendre «trafiquant», tant il est impossible dans ce dé­sordre généralisé de maintenir une éthique de vie devenue meurtrière dans l'asphyxie orchestrée du pays. Chacun survit par le cumul de deux emplois minimum, quand on en trouve la possibilité, mais aussi grâce à la distribution par l'Etat des produits de première nécessité. Elle s'organise à prix subventionné, c'est-à-dire dérisoire, par un sys­tème de tickets de rationnement, mesure vitale pour la population reconnue à l'unanimité, et porte sur la farine, le riz, le sucre, les

savons, la lessive, les cigarettes, l'huile, la viande et le poulet selon les arrivages et la production agri­cole, d'autres produits usuels comme les allumettes. Il n'est pour­tant pas rare de voir des enfants revendre sur les bords des routes au prix du marché «libre» ces pro­duits distribués par l'Etat. Ainsi, dès leur plus jeune âge, les enfants sont-ils initiés aux règles du mar­ché «double», à moins qu'ils ne soient contraints par leur famille à travailler ou à mendier et ne rentrer le soir qu'avec une somme conve­nue de dinars.

**SADDAM,CITY, OU e<DESESPOIR, CITY»**

Une visite inopinée de Saddam-City, le quartier le plus pauvre de Bagdad au sud de la ville, fait pren­dre la mesure de la détérioration de la vie populaire. La ville étale la misère de ses souks en plein air, de ses marchés de légumes et d'alimentation très peu achalan­dés, submergés de détritus, de sachets de plastique accumulés en tas par le vent le long des canivaux ou sur les bas-côtés des avenues. Le nettoyage des ordu­res n'est-il point assuré? On nous explique que les incitations munici­pales restent vaines auprès d'une population réfractaire à tout soin

*T****ravail social à l'étranger***

de la cité. 500 000 habitants y vivent agglutinés, tous shiites d'ori­gine, isolés maintenant de la ville par le manque de transports en commun, surchargés avec de trop rares fréquences de passage et de véhicules personnels impossibles à entretenir.

Nous sommes intrigués par une vaste tente dressée le long d'une avenue centrale. Grâce à la pré­sence de Najeh, journaliste de lan­gue arabe, nous sommes intro­duits avec Paul, journaliste zéelandais Free Land, sur les ban­quettes de la tente par un hôte qui explique sa raison d'être. Il s'agit d'un tente dressée pour une veillée funèbre, pendant trois jours consé­cutifs selon la tradition sacrée, ob­servée quelles que soient les cir­constances, même en temps de guerre. Une trentaine d'hommes et de garçons, exclusivement, y écou­tent la lithanie d'un homme en­deuillé, en attendant le repas rituel servi selon la tradition. Les fem­mes, elles, sont rassemblées dans les maisons limitrophes dans une même pièce, toutes vêtues de noir, assises à même le sol, accroupies dans la même posture pendant trois jours, avec leurs fillettes et leurs bébés. La tradition impose une stricte séparation des sexes. On y pleure la mort d'une jeune femme de 22 ans, Ouda HAMID, victime d'une brûlure mal soignée, nous dit-on. L'explication surprend à peine quand on connaît l'état de vétusté actuel des hôpitaux et du dispositif de soins, l'impossibilité de trouver ou d'acheter des médi­caments, depuis le blocus et l'étran­glement économique du pays. «Nos enfants rentrent vivants à l'hôpital, ils en ressortent morts». Aussi n'est-ce point étonnant de consta­ter les chambres presque vides, envahies de mouches l'été, pri­vées de produits d'entretien et de climatisation qu'on ne peut répa­rer. Il s'agit de produits et de maté­riels frappés d'embargo par l'O.N.U...

La présence de Najeh permet à la conversation de se poursuivre de façon plus confiante. Il ne s'agis­sait point en fait d'une brûlure, mais d'un suicide par le feu. La jeune femme excédée par sa vie de mi­sère et de privations s'en est prise

à son mari pour lui reprocher son impotence. La dispute s'est enve­nimée, elle n'en pouvait plus, elle a pris le parti de s'asperger de pé­trole et de s'immoler par le feu. Elle laisse un bébé de six mois...

Les mots défaillent pour rendre compte de l'horreur et désigner la limite que les êtres franchissent, happés par le néant et par le dé­sespoir. Cette jeune femme s'est immolée avec le pétrole que l'Irak ne peut plus exporter. Ce déses­poir est-il audible, est-il recevable dans nos contrées civilisées et re­pues?

**LA QUESTION
  
DE DIGNITE**

Nous ne quitterons pas nos hôtes sans avoir consommé le repas ri­tuel préparé et servi selon la tradi­tion, du riz, un peu de viande, quel­ques légumes et du pain, réduit à un seul plat en raison du blocus. Gauchement, je propose du cho­colat pour les enfants présents. L'hôte rétorque alors : «Ce n'est pas du chocolat que je veux pour mes enfants, c'est ma dignité». Cette situation socio-économique de l'Irak a même été dénoncée par les religieux qui ne trouvent aucune justification morale.

Au colloque des Droits Humanitai­res organisé du 6 au 8 février 1994, à Bagdad, un orateur Chrétien a demandé aux hommes religieux de quitter leurs églises et leurs mosquées pour aller dire l'injustice de cette guerre sans précédent dans l'histoire. Moralité... de la finance.

Pendant ce temps, industriels et hommes d'affaires européens et français grouillent à l'hôtel Rasheed. La toute nouvelle sec­tion des intérêts irakiens, ouverte à Paris sous drapeau marocain, dé­livre à tours de bras les visas d'en­trée en Irak aux gens de la finance qui attendent toujours le feu vert politique de nos gouvernants. Ils mesurent l'incompétence des dé­cideurs politiques qui continuent d'isoler l'Irak de tout échange éco­nomique et technologique avec le monde, par le gel des avoirs ira­kiens dans les pays occidentaux et le verrouillage des procédures ban­caires. Les Américains, eux, ont

pris le soin de réouvrir une section de leurs intérêts à Bagdad, et guet­tent en rapaces les marchés et les transactions commerciales, sans concurrents sérieux. L'annonce d'une délégation de pétroliers ira­kiens reçue en France dans les prochains jours a même déclen­ché une protestation véhémente de l'ambassade américaine auprès du Quai d'Orsay, «au nom de la solidarité de la coalition»... Pen­dant ce temps, les Américains né­gocient un tarif préférentiel de 10 dollars inférieur au cours du mar­ché officiel sur la totalité de la pro­duction pétrolière irakienne à ve­nir... Jusqu'à quand les politiques français, de droite comme de gau­che, resteront-ils sourds au drame du peuple irakien et aux effets de leur engagement servile à une cause américaine revêtue des ori­peaux onusiens?

La logique de ce parti-pris semble se confirmer avec le choix politique affiché de privilégier les relations d'amitié avec Israël. Espère-t-on là les marchés et les transactions commerciales susceptibles de réa­nimer l'économie française, après avoir en vain tenté de courtiser les marchés saoudiens? Un banquier libanais me confie au retour : «De­puis l'effondrement de l'empire soviétique, un seul dieu règne sur le monde : le dieu américain. Le monde arabe est définitivement foutu.»

Aussi ne faut-il pas être surpris d'entendre çà et là des discours fermes, voire menaçants, en Irak et ailleurs, ni de voir se généraliser les violences et le radicalisme «in­tégristes» dans les pays du Sud et le monde arabo-musulman. Autant que le retour à une morale, il y a lieu d'en déduire la condamnation d'une politique sans morale, selon les dirigeants du F.I.S en Algérie, ana­lysée ainsi par Pierre ROSSI. A lire et à interpréter comme réponse à la violence occidentale, promue sous les prétextes d'ingérence hu­manitaire et de leçons de démo­cratie.

**Alice Bsereni**

Assistante sociale

(1) Pierre Rossi, Préface de Laguerre du Golf abieneu lieu!, elledureencore, Alice E3sereni, ouvrageinéditàparaître.

*13*

PEPSn°45janvier-mars1994

|  |  |
| --- | --- |
|  | **ES EN 011EUX** |

Dire qu'il existe une inadaptation entre les formations initiales et les réalités de terrain, n'est pas une nouveauté ; les intéressés nous l'ont con­firmé à plusieurs reprises. Le fait nouveau réside dans la continuité de ce décalage.

L'objet de ce dossier est de contribuer à clarifier les enjeux de la formation des travailleurs sociaux. Les éléments qui ont servi la réflexion sur le sujet se situent autour des thèmes suivant :

a - les savoirs à enseigner,

b - les pédagogies utilisées en situation de formation,

c les conditions matérielles des lieux de formation.

1. Le contenu des matières à enseigner ne correspond plus totalement aux préoccupations sociales actuelles. Ces matières comprennent surtout les normes de la société, les indicateurs de l'adhésion au système dominant, et constituent essentiellement les éléments normatifs et acceptables au sein de la société.

Tout apprentissage ne rentrant pas dans ce cadre sera vu et interprété comme inapproprié, inacceptable et marginal.

Le rôle essentiel de la formation devient alors important pour autant qu'elle a pour fonction la formation des travailleurs sociaux éduqués par les nor­mes et dans les normes, à qui on confie les situations sociales problémati­ques et non normatisées. Dans cette condition, pourraient-ils exercer leur métier autrement qu'en utilisant les outils de réflexion issues de leur for­mation initiale ? Pourraient-ils avoir un autre langage que celui dans lequel ils ont été formés ?

Comment pourraient-ils pratiquer leur profession sans se référer à ces cri­tères normatifs ? Comment rester dans la légalité en régularisant les situa­tions des personnes dites «clandestines» auxquelles, la loi n'autorise aucune solution sauf l'expulsion ?

Par quel raisonnement les travailleurs sociaux peuvent-ils convaincre les petits dealers ayant accumulé d'innombrables situations d'échec dans leur vie de se mettre dans le «droit chemin», alors qu'ils vivent dans une societé caractérisée par le pouvoir de l'argent gratuite induisant l'idée d'un certain «bonheur gratuit»?

C'est là que se situe l'enjeu des formations : proposer une alternative à la formation de techniciens appliquant des décisions prises par d'autres.

Considérer la hiérarchie comme seule habilitée à penser le pouvoir des choses et des personnes ne peut que renforcer les rigidités organisation­nelles.

1. Sur le plan pédagogique, les formations sont souvent marquées par des courants positivistes et les rapports enseignants/enseignés restent basés sur la reconnaissance du pouvoir de l'enseignant (ici formateur).

Mis à part quelques situations isolées, les connaissances à transmettre, en particulier dans le domaine de la méthodologie, se font au moyen de techniques quantitatives issues de la sociologie standard.

Les technologies d'apprentissage demeurent essentiellement centrées sur la consommation du Savoir et ne prennent pas en compte les acquis des élèves en formation. Ces techniques et ces approches en cours ne favori­sent pas souvent la reconnaissance et la validation des acquis (person­nels) des apprenants.

Or, la naissance des problèmes sociaux «nouveaux» (la toxicomanie, les RMIstes, les SDF, les problèmes propres aux banlieues, etc.) demandent de la part des travailleurs sociaux une compétence se fondant sur l'appro­che qualitative en sociologie.

La compréhension de la problématique des jeunes ne peut se faire qu'en

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**LA FORMATION**

**passant par un travail de terrain de type ethnologique et non par un traite­ment statistique basé sur un dispositif quantitatif.**

**La formation des travailleurs sociaux peut ne pas être limitée à l'école et l'élève/praticien arrive quelquefois à se donner les moyens de dépasser le cadre purement institué de la formation. C'est ainsi que dans l'exemple de l'article «De l'éducateur au formateur ... « (p30)., le travailleur social en de­venant lui-même un acteur permanent, a pu transformer le cadre de son travail en dispositif instituant de la formation continue.**

**Outre la méthode ethnographique ou ethnosociologique (p18), celle de la gestion mentale peut être vue comme une approche intéressante dans la formation des travailleurs sociaux. Elle vise à rendre** l'élève conscient **de son propre fonctionnement intellectuel et** à lui **permettre ainsi d'améliorer ses aptitudes et ses performances (p25).**

**Un autre moyen (cher à PEPS) peut être utilisé pour la formation ou plutôt l'auto formation des travailleurs sociaux : l'écriture.**

**Une écriture non contraignante, non officialisée dans laquelle l'écrivant joue le rôle de porteur de sens (p27).**

**c) Les conditions matérielles quelquefois insuffisantes** et le manque **de moyens, ne facilitent pas non plus un travail social «convenable».** Nous **traversons une période caractérisée par l'absence d'une politique** sociale **aussi bien pour les travailleurs sociaux que pour des populations** dému­nies. **Cette période est dominée par une** baisse **importante des** finance­ments **publics et par une** logique de **traitement social des problèmes.**

**Le manque matériel ne permet pas** un **travail approfondi auprès des usa­gers et ne laisse pas non plus la possibilité aux travailleurs sociaux de se lancer dans un travail d'auto-formation.**

**Différents mouvements** de lutte des **professionnels du social** pour la **re­connaissance** de leur formation **professionnelle et pour une application de la réforme** des diplômes **permettant une promotion sociale, vont** dans le **même sens.**

**La Coordination Régionale des** Centres de **Formation au travail** social du **Nord souligne les problèmes que** pose le manque de moyens. Elle rend **compte du travail social comme gérant une masse de «fantassins» peu payée, mal formée et sans grande garantie (p36).**

**La question de la formation aujourd'hui placée au centre des débats ne pourra véritablement se traiter qu'en intégrant une réflexion sur les en­jeux idéologiques du travail social, sur les contenus professionnels et en­fin sur les statuts des personnels (p34).**

**Un renforcement des actions sociales menées par des personnes bénévo­les et l'encouragement institutionnel du travail social post-bénévolat, ne confirme-t-il pas d'une part les manques de moyens et l'insuffisance des pratiques des professionnels dans le champ social ?**

**Le fait que le dossier des mal logés soit conduit par** L'Abbée **Pierre et non par des travailleurs sociaux, ne confirme pas par ailleurs une certaine inéfficacité des formations ?**

**Mais les enjeux de la formation résident aussi dans les nouveaux textes législatifs qui sont à l'origine** de **modification de programme et de la préoc­cupation de certains autres, annonçant peut-être une refonte globale de la formation.**

**Même si une tendance vers l'élévation du niveau de formation des tra­vailleurs sociaux peut trouver sa légitimité sur un plan statutaire, cela ne tenderait-il pas la construction d'une identité professionnelle davantage coupée des réalités socio-économiques des usagers devenus paralèllement de plus en plus démunis ?**

**Mehdi Farzad**

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **LE TRAVAIL *SOCIAL AUJ***  **C*OU* L'ART DE "BRICOLE** |  | ui |

Les interrogations qui

traversent la formation font

*écho d la crise* du travail

*social et de façon plus*

*générale a la crise*

*sociétale.*

tions obsolètes dans bien des cas parce que créées dans un autre contexte ou en crise organisation­nelle) est de plus en plus grande. Le travail so­cial, dont le mandat par définition se construit dans et sur cette inadéquation, ne peut être que travaillé par de multiples contradictions. Aujourd'hui celles-ci deviennent ou sont ressenties comme des paradoxes, donc ..., indépassables.

L'épuisement professionnel touchant les professions sociales se traduit entre autres par la fuite de cer­tains secteurs parmi les plus exposés comme la polyvalence de secteur ou le milieu fermé. A côté de tels phénomènes émergent de nouvelles pro­fessions (chef de projet dans le cadre du dévelop­pement social des quartiers, responsable de déve­loppement social urbain, chargé de mission etc.), l'ingénierie sociale est présentée comme la solution d'avenir du travail social.

Les centres de formation sont doublement inter­rogés par ces bouleversements sociaux puisqu'ils sont économiquement menacés (baisse de l'enve­loppe budgétaire , en francs constants) , obligés de diversifier leurs activités et situés, de par leur place dans le processus de reproduction sociale, au coeur des enjeux idéologiques et de pouvoir.

Ingénierie sociale, formation universitaire, enjeux européens... constituent autant de maîtres mots qui, tour à tour viennent occuper le champ du débat ; agités comme des remèdes magiques ils tiennent lieu de réflexion .Réflexe techniciste qui transforme le travail social en gestionnaire d'un ordre institué alors qu'il pourrait être un lieu d'ex­périmentations, d'innovations et d'interventions (for­ces instituantes) permettant à termes une institu­tionnalisation donc un mouvement.

Rappelons que gérer revient toujours à adminis­trer l'état des choses alors que l'urgence est aux changements et au risque permanent d'un engage­ment sur lequel il reste à penser.Les demandes sociales fonctionnent comme autant d' analyseurs de nos institutions, «jamais le défi n'avait autant approché la limite du système. L'enjeu, c'est l'uto­pie à marche forcée» affirme J. Pain (2) à propos de l'institution scolaire et nous pourrions aisément

Alors qu'au début du 19 ème siècle s'était posée la. question d'un accroissement du travail humain pour assurer l'essor d'une société industrielle, aujourd'hui sa diminution est à l'ordre du jour. Le capitalisme a trouvé les moyens de dépasser la crise économi­que en structurant son appareil de production sur la haute technologie et la finance. Le résultat im­médiat est la constitution d'un chômage endémi­que dont on ne se demande plus qu'à quel niveau il se stabilisera (25% de la population active en Espagne fin 1994 d'après les études de l'union euro­péenne). Le retour de la croissance ne ferait qu'ac­célérer ce mouvement puisque désormais l'avenir repose sur un pari : la machine (automatique, ro­botique, télématique etc.). La richesse nationale

16 mesurée par le P.I.B. augmente , mais notre sys-
  
tème de redistribution et de transferts sociaux est lié au salariat , à l'activité à but économique. Celle-ci étant en régression, il produit une paupérisation accélérée à l'intérieur de nos sociétés duales (le rapport centre / périphérie est désormais trans­féré à l'intérieur des sociétés développés) et le lien social se délite .

Faute de se confronter à ces causes structurelles, les politiques essaient des remèdes classiques, évi­tant là de scier la branche sur laquelle repose leur domination mais y perdant les derniers éléments de leur crédibilité.

Dans ce contexte de «moyen âge planétaire» (E. Morin)1 , la démocratie (conflictuelle par es­sence) a laissé la place à un ersatz : la «démocratie consensuelle». L'inadéquation entre les demandes sociales émergeant d'une société civile fracturée et les réponses institutionnelles disponibles (institu-

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

the

appliquer ces propos aux institutions sociales, en ajoutant avec R. Castel (3) : «en se cherchant des cautions savantes, l'utopie se monnaye en technicisme».

Le débat qui prend forme ici s'apparente à celui que P. Bourdieu (4) résumait en opposant les so­ciologues aux ingénieurs sociaux : «une bonne par­tie de ceux qui se désignent comme sociologues ou économistes sont des ingénieurs sociaux qui ont pour fonction de fournir des recettes ... ils offrent une rationalisation de la connaissance pra­tique ou demi-savante que les membres de la classe dominante ont du monde social. Les gouvernants ont aujourd'hui besoin d'une science capable de ationaliser, au double sens, la domination, capable à la fois de renforcer les mécanismes qui l'assurent et de la légitimer».

L'enjeu des formations initiale et continue réside dans l'alternative : -former des techniciens capa­bles d'appliquer au mieux les décisisons prises par d'autres, renforçant là les rigidités organisationnel­les où tout s'appuie sur une hiérarchie désignée comme seule habilitée à penser le gouvernement des choses et des personnes (cette centralisation étant par ailleurs aggravée par la décentralisation que d'aucuns appellent le «retour des féodalités lo­cales») - ou former des intervenants sociaux capa­bles d'analyser des situations, d'inventer des répon­ses, d'élucider leurs pratiques et de confronter avec les décideurs le champ des souhaitables et celui des possibles.

Dans cette optique, le double diplôme (option re­tenue actuellement par certains instituts régionaux), professionnel et universitaire (administration éco­nomie sociale) est une piste intéressante pour les travailleurs sociaux par les ouvertures qu'il inau­gure sur les plans théoriques et pratiques.

Il pose cependant quelques problèmes :

* lourdeur des études : effet de superposition plus que de complémentarité entre les deux cursus.
* place exhorbitante des stages.
* la filière universitaire impose sa logique juridi­que, économique... suivant les universités avec les­quelles les conventions sont passées, reléguant les sciences de l'homme et de la société au rang de parents pauvres dans ces montages.

Si un renforcement des pôles juridique et écono­mique était sans doute inéluctable, après un «tout sciences humaines» abusif, le mouvement pendu­laire auquel on assiste correspond davantage à des enjeux politiques, quand le phénomène social, la relation, le changement social ... disparaissent der­rière la gestion technocratique.

Ainsi on ne s'attaque pas à la pauvreté mais on gère la population des pauvres grâce au revenu minimum d'insertion. Il s'agit moins aujourd'hui de construire des réponses nouvelles face à l'émer­gence de demandes sociales urgentes et massives, mais de faire correspondre ces demandes aux ré­ponses existantes, quitte au passage à les modifier quelque peu... ici les professionnels s'usent rapide­ment.

Dans le vide social qui gangrène les espaces ur­bains les plus paupérisés, la question centrale est celle de la désaffiliation sociale dont parle R. Castel (5) et d'une intervention possible des pro­fessionnels supposant compréhension, analyse de l'implication et du positionnement institutionnel et ... action entre la fuite dans une théorisation et l'illusion empirique.

Faute de constituer un espace de paroles et de pouvoirs, les formateurs semblent subir les chan­gements actuels plus que les accompagner...les universitaires dans un tel contexte, sans interlocu­teur réel, sans rapports de force, ne négocient pas mais imposent leurs règles ou à l'occasion se dis­putent du pouvoir.

L'enjeu est pourtant de taille, puisqu'il s'agit de mettre en place des formations théorico-pratiques autour d'un projet associant différents acteurs, à condition de construire des équipes, ce qui sup­pose un travail sur la cohésion (espace de conflit et statut de la différence) et sur la cohérence.

Fréquemment , aujourd'hui les professionnels com­mencent par «faire comme il faut» , puis par «faire comme si» , avant de se retrouver parfois condam­nés à «faire quelque chose quitte à faire n'importe quoi». Le pari est peut être pour tous d' appren­dre à «bricoler» au sens que M. De Certeau (6) donne à ce mot :

«Les usagers «bricolent», avec et dans l'économie culturelle dominante, les innombrables et infinité­simales métamorphoses de sa loi en celles de leurs intérêts et de leurs règles propres. De cette acti­vité fourmilière, il faut repérer les procédures, les soutiens, les effets, les possibilités.»

**Didier Martin**

sociologue et psychosociologue dans un centre de formation de travailleurs sociaux

1. E. Morin , article paru dans Globe.
2. J. Pain , Ecoles : violences ou pédagogie ? , édition Matrice ,1992.
3. R. Castel, Le psychanalysme, 10/18, 1976.
4. P. Bourdieu , Questions de sociologie , les éditions de Minuit, 1980.
5. R. Castel, «De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation» dans Face à l'exclusion, le modèle français, sous la direction de J. Donzelot , éditions esprit .
6. M. de Certeau, L' invention du quotidien : arts de faire ,10/18 ,1980.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | F |  |

Le dispositif *de* formation

*concourt-il* â «épanouir» *les*

formés *ou* au contraire

normaliser *leurs manières*

*de penser et* d'agir, *voire*

*même de conçevoir l'action*

*sociale. C'est* autour *de ces*

*questions que cet article est*

*pensé.*

La formation en travail social, passage devenu quasi-obligé pour tout prétendant à une activité professionnelle en ce domaine, est généralement considérée comme un «moment positif», contri­buant au développement des facultés intellec­tuelles et professionnelles des étudiants, mais aussi de leur esprit critique. Cette appréciation de la formation rejoint celle qui est habituelle­ment portée sur l'ensemble des activités éducati­ves. Selon le sens commun, en effet, l'éducation contribuerait au développement des facultés phy­siques, intellectuelles et morales d'autrui et per­mettrait son épanouissement .

Dans ce dossier , il se trouvera sans aucun doute quelques bons esprits pour soutenir (ou tout au moins tenter de soutenir) ce point de vue, large­ment répandu parmi ceux qui occupent un rôle d'éducatif (qu'il s'agisse de formateurs, d'ensei­gnants, ou plus simplement d éducateurs), qui a pour première conséquence pratique de justifier le bien fondé de l'action éducative .

Adepte de l'époché phénoménologique (activité consistant à suspendre «notre croyance à la réa­lité du monde « (A. Schutz 1987), je m'autorise­rai, ci-après, à interroger cette certitude, en m'ap­puyant plus particulièrement sur deux exemples sectoriels pris dans le cursus de la formation en Service Social .

**L'EXEMPLE DE L'INITIATION AUX METHODES DE RECHERCHE**

Comme le lecteur n'est pas sans le savoir, une des épreuves du Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social consiste en la réalisation d'une re­cherche présentée par écrit (le fameux «mémoire», bête noire des étudiants) et soutenue à l'oral de­vant un jury .

Au cours de la formation, et afin de préparer au mieux les étudiants à cette épreuve, en particu­lier, ainsi qu'à la recherche en sciences sociales, en général, il est prévu et proposé un enseigne­ment à la méthodologie de recherche.

En ce domaine, « la communauté scientifique» s'accorde pour considérer deux grandes orienta­tions :

**L'orientation scientifique**

Initialement élaborée par H. Durkheim, fonda­teur de la sociologie scientifique, celle-ci pour­suit la perspective de cerner les causes profon­des des phénomènes sociaux et d'énoncer si ce n'est des lois, tout au moins des rapports de cau­salité probable entre les «faits sociaux».

Pour ce faire, H. Durkheim (1892) préconisera l'emploi de la méthode hypothético-déductive qui, à l'époque, avait déjà fait ses preuves dans le champ des sciences exactes. Cette dernière étant particulièrement bien connu des étudiants en service social et des travailleurs sociaux (nous reviendrons ultérieurement sur ce point), je me limiterai ici à un bref rappel.

Comme le précisent R.Quivy et L.Van Campenhoudt (1988), cette procédure s'articule autour de la sacro-sainte hypothèse, qui, géné­ralement, prend la forme d'une corrélation cau­sale entre deux éléments (de type si A, alors B) et comprend 7 phases : formulation de la ques­tion de départ/première exploration/ problématisation/formulation de l'hypothèse/col-lecte des données/analyse des données/conclu-sion.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**e»1**

Dans cette procédure, l'hypothèse contraint stric­tement l'ensemble du travail de recherche (en particulier la phase d'enquête) et interdit toute forme d'errance ou dérive au cours de l'investiga­tion.

Cette méthode deviendra rapidement dominante dans le champ des sciences sociales. La domina­tion du modèle estimé scientifique a longtemps cantonné la seconde orientation de recherche aux marges du champ méthodologique .

**L'approche ethnosociologique (ou ethnographique)**

Du fait du peu de publicité dont a bénéficié l'approche ethnosociologique , je profiterai de l'espace qui m'est accordé ici pour en exposer, plus longuement, les principales caractéristiques.

Bon nombre d «experts en méthodologie» con­sidèrent que B. Glaser et A. Strauss (1967) ont introduit un nouveau paradigme en sociologie : la théorisation enracinée ou progressive.

J. Poupart, P. Rains et A. Pires (1983) souli­gnent que l'ouvrage de ces deux sociologues n'a pas pour unique objectif que de légitimer l'em­ploi des méthodes qualitatives, mais propose «un déplacement quant au but fondamental de la re­cherche, qui passe de la vérification empirique des théories à l'élaboration de théories».

Certes, il serait difficile de contester à B. Glaser et A. Strauss la paternité du terme : «théorie enracinée». Cependant, l'idée «de laisser se déve­lopper une théorie à partir de ce qui est observé dans les situations courantes» (G. Lapassade, p. 60, 1991) paraît déjà à l'oeuvre, bien avant la contribution de ces deux auteurs.

En effet, la rupture semble être consommée de longue date entre la procédure hypothético dé­ductive et certains courants des Sciences socia­les. Deux exemples significatifs illustreront cette affirmation :

- W. Dilthey, puis M. Weber, contesteront la pertinence de la démarche scientifique et pro­poseront une alternative : l'approche compréhen­sive. J. Freund en propose la définition suivante : «une méthode logique, orientée vers la saisie du sens d'une activité, ou d'un comportement « (1968, p85).

- F. Laplantine (1987) rappelle que l'anthropolo­gie s'est très tôt différenciée de la sociologie clas­sique, notamment autour des questions métho­

dologiques. Selon ce dernier, la procédure de recherche anthropologique se décompose en deux grands moments :

- Le premier temps est «celui de l'apprentissage par une fréquentation assidue et une véritable imbibation par son [objet. il](http://objet.il) s'agit d'interpréter la société étudiée en utilisant le mode de pensée de cette société, en se laissant pour ainsi dire natu­raliser par elle» (p. 146).

Au cours de cette phase, le chercheur collecte le plus d'informations possibles et s'imprègne des «thèmes obsessionnels d'une société, de ses idéaux, de ses angoisses» (p. 148, 1987).

- Ce n'est qu'à l'issue de ce premier travail ethno­graphique que l'ethnologue/anthropologue s'en­gagera dans la production d'une théorie ; l'ethno­logie étant «une activité résolument théorique de construction d'un objet, qui n'existe pas dans la réalité, mais qui ne peut être entreprise qu'à partir de l'observation d'une réalité concrète que l'on a soi même effectuée» (p. 193, 1987).

S'inspirant de la réflexion épistémologique de B. Glaser et A. Strauss, mais aussi des travaux de A. Lindesmith (1945), D. Bertaux (1988) pro­posera un processus de recherche original :

Au cours de l'exploration, premier moment de l'enquête, l'observateur commencera par entrer sur le terrain et, progressivement, découvrira les processus essentiels, les traits structuraux et les enjeux centraux de «l'objet social considéré».

Il procédera alors à une investigation extensive. Lorsque certains aspects du socius observé se

révéleront déterminants, le chercheur centrera ***1 9***progressivement son intérêt sur ces derniers et passera à une observation intensive.

Le terrain alimentera et orientera en permanence cette phase. Au fil du recueil de données et de leur analyse une représentation mentale émer­gera : c'est à partir des observations, et surtout de leur répétition que s'élaborera la théorie.

Une fois établie, la théorie élaborée devra être mise à l'épreuve, soumise au doute. Le cher­cheur tentera donc de rencontrer des cas, des situations, qui contredisent le modèle théorique construit. Dans cette perspective, le chercheur procédera à une deuxième vague d'investigations auprès de segments du social, peu ou pas consi­dérés durant la première phase d'observation .

En effet toute enquête, à caractère empirique, utilise un mode d'accès au terrain, une entrée.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

IPI!Pell I t.

Celle-ci a tendance à biaiser les données re­cueillies. Il faudra donc trouver une autre voie d'accès.

Dans son étude portant sur les héroïnomanes, A. Lindesmith (1945) a procédé à la recherche de ce qu'il a appelé «les cas négatifs», contredi­sant le modèle théorique construit provisoire­ment, à l'issue d'une première phase d'explora­tion.

Au cours de cette seconde étape, il s'agira de compléter, de consolider la première élabora­tion. Cette démarche aboutira à la construction d'une théorie stable et définitive.

Selon D. Bertaux, cette procédure permet d'éla­borer une construction théorique «qu'il sera dif­ficile de rejeter tant elle sera ancrée dans l'obser­vation» (1988).

Outre le fait que l'approche ethnosociologique rompt définitivement avec la logique hypothético-déductive, celle-ci présente une autre caractéris­tique non négligeable : Là encore, en rupture avec l'approche scientifique, qui préconise une distanciation avec «l'objet de la recherche», les ethnosociologues (ou ethnographes) ont opté, si ce n'est pour l'observation participante, tout au moins pour un mode d'observation privilégiant le rapprochement avec les communautés ou les individus étudiés et s'inscrivant dans la durée.

L'honnêteté intellectuelle voudrait que les étu­diants en Service Social soient initiés aux diffé­rentes méthodes de recherche et qu'ils puissent opter pour l'une d'elles lors de la réalisation de leur travail de recherche.

Par un tour de passe-passe extraordinaire, la di­versité méthodologique paraît totalement occul­tée au cours de la formation , ainsi qu'à l'examen final :

En effet, la plupart des formateurs limitent leur exposé méthodologique à une présentation dé­taillée de la méthode hypothético-déductive, oubliant ou ignorant qu'il existe d'autres orienta­tions et d'autre manières de faire en ce domaine.

Ce choix arbitraire semble, en partie, lié aux exigences s'appliquant à l'épreuve du mémoire : Pour la notation de l'écrit et de la soutenance, il est tout particulièrement demandé aux jurys de vérifier que les étudiants maîtrisent et respec­tent La procédure méthodologique, c'est-à-dire la méthode hypothético-déductive.

Il y a plusieurs années (période durant laquelle je participais régulièrement au jury du Diplôme d'Etat), j'avais adressé un courrier à la Conseillère Technique de la DRASS Ile de France, dans lequel j'émettais le souhait que soit créé un groupe de travail à ce propos. Le temps a passé et visi­blement ce groupe n'existe toujours pas.

Il est vrai que la Conseillère Technique régio­nale a certainement d'autres préoccupations plus urgentes, et que peu de personnes, s'intéressant à la formation, semblent être préoccupées par ces «détails méthodologiques».

Certes le travail social doit faire face, aujourd'hui, à des questions beaucoup plus importantes. Ce­pendant, il n'en reste pas moins choquant de constater que des étudiants, ayant suivi 3 années d'études supérieures dans un domaine qui se veut proche des sciences sociales et humaines, soient intimement persuadés qu'il n'existe qu'une et une seule méthode de recherche.

Pourtant cela est le cas. J'ai encore eu l'occasion de le vérifier il y a quelques mois, lorsque j'ai abordé cette question avec des étudiants ren­contrés à l'occasion d'un stage. Ces derniers m'ont assuré qu'à aucun moment de la formation on ne leur avait présenté cette procédure de recher­che.

L'indifférence du travail social pour cette forme d'observation, qui, comme le rappellent C. Bachmann et J. Simmonin (1981), permet d'appréhender avec précision les pratiques et l'uni­vers d'autrui , s'avère tout à fait surprenante.

Il est, en effet, paradoxal que le travail social prétende oeuvrer dans le respect de la diffé­rence sans au préalable se donner les moyens de cerner les particularités culturelles des commu­nautés ou des groupes auprès desquels il est mandaté pour intervenir.

**L'EXEMPLE DE L'INITIATION
  
AUX POLITIQUES
  
D'INTERVENTION SOCIO-**
  
**SANITAIRE DANS LE DOMAINE
  
DE LA TOXICOMANIE**

Lors d'une récente conférence, O.Ralet distin­guait deux «paradigmes» en ce domaine de Santé Publique. Par égard pour le lecteur, et au risque de déséquilibrer cet article, je me limiterai, ici, à

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

rappeler brièvement ces deux stratégies d'inter­vention (pour plus de détails, Cf les articles pu­bliées dans les numéros 44 et 40 de la revue).

**L'abstinence obligatoire**

Cette première orientation, longtemps dominante selon l'orateur, a pour visée l'éradication du phé­nomène d'»usage de drogues». Comme je l'ai sou­ligné dans un précédent article, cette option est longtemps restée prévalente en France. En ef­fet, jusqu'à une période récente, le dispositif socio-sanitaire spécialisé en toxicomanie se con­centrait uniquement sur l'aide à «la sortie de toxi­comanie».

**La réduction des risques**

Ce second paradigme, à caractère pragmatique, tend à accepter l'usage de drogue comme un fait incontournable et se donne pour objectif d'en réduire les conséquences préjudiciables tant pour les usagers que pour leur entourage. L'éradica­tion est ici abandonnée au profit d'une gestion moins problématique du phénomène.

La Grande Bretagne a été un des premiers états occidentaux à oser expérimenter cette straté­gie : En effet, dès 1926, et à la suite de recom­mandations d'experts (le Rolleston Committee), la prescription de stupéfiants aux «toxicomanes» a été autorisé par les autorités.

Cette politique prendra une plus grande enver­gure au cours des années 1970, et ce, suite à l'extension du phénomène d'usage de drogues émergeant durant la décennie précédente.

A cette même période, les Pays-Bas adopteront une stratégie semblable. Par la suite, la pandé­mie de SIDA amènera la plupart des pays euro­péens, exceptée la France, à s'engager dans cette voie.

Contrairement à une idée répandue dans l'hexa­gone, la politique de réduction des risques n'est en rien une orientation récente et exotique. A contrario, celle-ci s'avère relativement ancienne (datant d'une vingtaine d'années) et proche (puisqu' élaborée par nos voisins européens).

Ces deux caractéristiques auraient dû faciliter, si ce n'est leur introduction en France, tout au moins un examen attentif dans les institutions de formation concernées par les questions socio-sanitaires, et en particulier les Ecoles de Service Social, qui ont, de longue date, prétendu porter

un intérêt pour les expériences innovantes, éla­borées à l'étranger.

Pour avoir fréquenté ces institutions (tout d'abord en qualité d'étudiant, puis de formateur vacataire), je peux confirmer ici que ces ques­tions n'ont pas été abordées jusqu'à une période très récente (ne connaissant que le milieu pari­sien, mon affirmation n'a bien entendu de valeur que pour cet espace géographique).

Encore aujourd'hui, je doute que les moduls ou séquences consacrés à l'usage de drogues et la toxicomanie proposent une étude attentive des différents points de vue et pratiques conséquen­tes en ce domaine.

Là encore, mes dernières rencontres avec de jeu­nes professionnels et/ou des étudiants ont été éclairantes : pour la plupart, ces derniers avaient suivi des enseignements qui s'étaient réduits à une présentation du modèle d'intervention do­minant en France, et ce à l'exclusion de tout autre apport complémentaire et/ou critique.

Bien que cela relève du cas particulier, je citerai l'exemple d'une stagiaire reçue sur mon lieu de travail fin 1992: pour mémoire, il est à rappeler qu'à cette période le débat portant sur la réduc­tion des risques était à son acmé et que pour la première fois, le ministre de la santé (B. Kouchner) avait pris position en faveur de cette orientation. Au sein de l'institution, et depuis plusieurs mois, une partie de l'équipe s'était atte­lée à l'élaboration d'un projet s'inspirant de cette «philosophie»pragmatique.

Par voie de conséquence, cette jeune stagiaire avait bénéficié, in vivo, de cet apport théorico-pratique. Considérant qu'il s'agissait-là du fait le plus marquant de son stage, elle décida de déve­lopper plus particulièrement le concept de ré­duction des risques (qu'elle avait fort bien inté­gré d'ailleurs) ainsi que ses conséquences prati­ques dans un rapport exigé par son institut de formation. Cette initiative fut assez mal appré­ciée par ses formateurs qui évaluèrent sévère­ment son travail, du fait ,en grande partie, du décalage entre les conceptions exposées par l'étu­diante et les croyances, plus traditionnelles, de ses évaluateurs.

Tout comme dans l'exemple précédent, en ce domaine «sensible», les acteurs de la formation ont eu tendance à considérer et présenter une conception et une manière d'agir parmi d'autres

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

comme la seule conception et la seule manière d'agir pertinente.

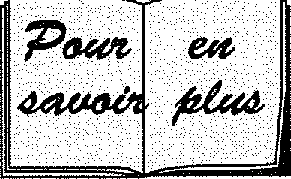
Bien entendu, les instituts de formation ne por­tent pas la totale et entière responsabilité de cet état de fait, qui, d'ailleurs, se modifie lente­ment. Pour ces questions considérées comme «spécialisées», les écoles ont généralement recours à des intervenants extérieurs, généralement re­crutés au sein de la communauté des pseudo-experts de l'intervention en toxicomanie, qui, à la manière des «entrepreneurs de moral» (le terme est entendu dans le sens proposé par H.Becker,1963), se sont souvent limités à la pro­motion, voire à l'imposition de leurs croyances et pratiques.

Bien que les deux exemples retenus dans cet article ne soient pas révélateurs de ce qui s'opère au cours de la totalité de la formation en Service Social, ces derniers amènent tout de même à reconsidérer l'évidente appréciation, généralement portée sur celle-ci, dont nous avons fait état dans l'introduction de cet article.

En effet, et si nous ne retenons que ce qui est à l'oeuvre dans les deux domaines que nous avons considéré, la formation en service social per­drait quelque peu son caractère «positif et épa­nouissant» et s'apparenterait à une activité de socialisation ayant pour perspective d'imposer à autrui (en l'occurrence les étudiants) des repré­sentations et/ou des pratiques jugées pertinen­tes par ceux qui se trouvent en position de déci­der de ce qui présente un caractère de perti­nence pour de futurs professionnels du travail social .

Dispositif de socialisation parmi d'autres, la for­mation concourerait donc, non pas à «épanouir» les «formés», mais bien plus à normaliser leurs manières de penser et d'agir. La notion de nor­malisation étant ici entendue dans l'acception re­tenue par G. Canguilhem (1966), c'est-à-dire «imposer une exigence à une existence».

**Jean Jacques Deluchey**



Bachmann (C.), Simonnin (J.),Changer au quotidien, Editions Etudes vivantes, Paris, 1981. Becker (H.),Outsiders, Editions Métaillié, Paris, 1985 (Edition originale 1963).

Berger (P.) et Luckmann (T.), La Construction sociale de la réalité, Editions Méridien Klincksieck, Paris, 1986.

Bertaux (D.), Fonctions diverses des récits de vie dans le processus de recherche, Revue Société, Paris, mai 1988.

Canguilhem (G.), Le normal et le Pathologique, Editions P. U. F., Paris, 1966.

Durkheim (E.), Les règles de la méthode sociologique, P. U. F., 1937 (Edition originale 1892).

Freund (J.), Sociologie de Max Weber, Editions P. U. F., Paris, 1968.

Lapassade G., L'ethnosociologie, Editions Méridiens Klincksieck, Paris, 1991.

Laplantine (F.), L'anthropologie, Editions Seghers, Paris, 1987.

Lindesmith (A.), Opiate addiction, Editions Aldine, Chicago, 1947.

Poupart (J.), Rains (P.), Pires (A.), Les méthodes qualitatives et la sociologie américaine, Déviance et société, Vol. 7, n° 1, Mars 1983.

Quivy (R) , Van Campenhoudt ( L), Manuel de recherche en sciences sociales, Edition Dunod, Paris, 1988.

Schutz (A.), Le Chercheur et le Quotidien, Editions Méridiens Klincksieck, Paris, 1987. Strauss (A), Glaser (B), Discovery of ground theory, Editions Aldine, Chicago, 1967.

PEPS n°45 janvier-mars 1994

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | E |

*L'Antenne Seine et Marne de* l'IRTS PARIS *a ouvert ses*

portes *en novembre 1992. Son* implantation répondait

*aux directives du schéma*

*directeur régional de la* DRASSIF invitant *au*

*redéploiement des centres de*

formation *de Travailleurs*

*Sociaux dans la grande* périphérie *parisienne.*

Cette délocalisation avait pour objectif, de met­tre «à proximité» du terrain, les formations de travailleurs sociaux afin d'ajuster au mieux les réponses de formation aux demandes des insti­tuts et services.

D'autre part, le schéma régional incitait à la transversalité des formations, afin de décloison­ner les «métiers du social)). Apprendre à se con­naître aujourd'hui en formation inciterait plus facilement à travailler ensemble demain sur le terrain.

L'Antenne Seine et Marne de l'IRTS Paris, im­plantée depuis peu, tente de répondre à ces deux objectifs : délocalisation et transversalité des fi­lières (Assistante Sociale - Educateur Spécialisé et Moniteur Educateur).

Tous les derniers discours officiels, articles, ou circulaires (septembre 1993) traitant de la for­mation des travailleurs sociaux, évoquent un mot clef, un thème récurrent : la TRANS-VERSALITE. Qu'en est-il vraiment ?

Notre expérience de quelques mois, nous per­met seulement de dégager quelques réflexions, quelques pistes, quelques observations.

Le champ de l'action sociale d'aujourd'hui ne cesse de se complexifier, et de s'élargir.

Les nouveaux métiers du social sont en pleine arborescence, et aux dispositifs légaux (ciblés sur les droits sociaux, ou sur des populations types) se surajoutent les nouveaux dispositifs d'inser­tion mettant en jeu les mécanismes mêmes d'or­ganisation de la société, dans ses rapports so­ciaux.

Le travailleur social, impliqué dans une relation d'aide et le «psycho-éducatif» ne peut plus faire face seul à la montée des exclusions et des frac­tures individuelles ou collectives du lien social.

Le décloisonnement et le désenclavement du so­cial deviennent alors une nécessité, une condi­tion de survie du travail social dans notre so­ciété, pour aborder la «question sociale» de notre époque c'est à dire «l'insertion».

La transversalité des formations en est en quel­que sorte le «précurseur».

Substituer à une formation enfermée sur elle même, qui se nourrit de son histoire, de ses propres expériences, de ses disciplines, une for­mation ouverte vers les autres, c'est déjà créer de la transversalité.

La transversalité ce n'est pas se replier défensivement et frileusement sur son identité professionnelle, mais c'est paradoxalement l'ex­poser, la confronter, la construire en rapport, et avec, les autres professions, afin de mieux la cerner et l'approfondir.

Cette construction se réalise dans la différence et dans la référence commune, elle permet de repérer les rôles et les territoires de chacun, et

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

de se situer dans la complémentarité et le parte­nariat.

De même les savoirs issus des sciences sociales, entre autres, font l'objet d'un apprentissage en transversalité qui permet aux différentes identi­tés professionnelles, en voie d'édification, de se construire par osmose et par opposition. C'est ce balancement qui rend possible la confrontation à la fois des étudiants face aux savoirs consti­tués, mais aussi entre eux. Chacun selon son choix professionnel s'empare plus aisément de tel ou tel concept.

Cette transversalité, des savoirs, débute par une approche pluridisciplinaire, sur des thèmes problématisés. Comment en effet former les es­prits au décloisonnement, et demain à l'adapta­bilité des différentes logiques de terrain (logi­que des décideurs, des administratifs, des usa­gers, des militants associatifs etc...), dans des champs de savoirs clos et globalisants.

La pédagogie de l'alternance n'est-elle pas le pre­mier étage de la transversalité des savoirs, ou chaque concept est interrogé par les pratiques, et chaque pratique traversée de concepts ?

Cela se retrouve surtout dans les groupes «d'ana­lyse des pratiques)> où l'on doit essayer de parve­

nir, à un moment de l'analyse, à identifier ce qui est de soi, ou de l'autre, dans la relation.

La transversalité dans les formations initiales, c'est l'ouverture maximale aux différentes disci­plines, aux intervenants, aux questionnements multiples. C'est la connaissance et reconnaissance de l'autre au travers de ses représentations et de ses motivations.

Nous pensons que la transversalité ne se limite pas à la transprofessionnalité. Elle va bien au delà. Ce processus, cette dynamique qui met en synergie, toutes les forces vives et les représen­tations du social, s'élabore dans le creuset des savoirs.

C'est dans le jeu de proximité et de distance que la transversalité, en tant que processus formatif et pédagogique prend place et valeur. C'est un système complexe qui dépend, selon nous, des besoins du travail social d'aujourd'hui.

**Marie Françoise Gerard**

Responsable de la Direction Antenne Seine et Marne

**Joëlle Garbarini** Formatrice **Michel d'Aspe** Formateur **Yves Ballanger** Formateur

Publicité

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

FORMATION INTER ETABLISSEMENTS

Rôle des travailleurs sociaux : la recherche du dialogue

1 au 3 juin 1994

Insertion socio-relationnelle et exclusions sociales

6 au 9 juin 1 994

La gestion des conflits

13 au 15 juin 1 994

Le bilan de compétences
  
sur rendez-vous

*Pour tous renseignements : 85 bis, route de Grigny - 91130 Ris Orangis - Tél 69.06.10.11*

**4111,. INSTITUT DES PRATIQUES SOCIALES**

FORMATION INTRAETABLISSEMENT

Connaissances des populations africaines immigrées en France
  
Réussir le Contrat d'Insertion
  
Le logement des jeunes
  
L'écriture dans le travail social

**LA GARANDEIE FORMATION**

**UN ATOUT *POUR*R LA**

**ROFESSIONINELLE ?**

*Antoine de la Garanderie, l'un des auteurs actuellement les* plus *lus par les enseignants, peut-il être «utile»* pour *des travailleurs sociaux lors de leur* formation ?

Notre homme est le fondateur de ce que l'on ap­pelle «la gestion mentale». Il s'agit d'une manière d'appréhender mentalement ce qui se passe dans notre tête chaque fois que l'on se trouve confronté à une situation d'apprentissage : faire un exposé, résumer un bouquin, apprendre le crawl, gérer son temps...

On ne peut rien comprendre à cette découverte si l'on n'explique pas quelques éléments de la trajec­toire d'Antoine de la Garanderie. Né en 1920 en Mayenne dans un milieu privilégié à plusieurs ti­tres, il souffre d'une scolarité malheureuse qui lui gâche la vie. Mais il ne réagit pas comme tant d'autres élèves par la fuite de l'Ecole, par l'évite­ment de toute situation gênante; au contraire il se bagarre et passe ses journées d'enfant à travailler comme un forçat pour tenter d'apprendre. «A force de zèle, accompli dans la peur de mal faire, il faut le dire, je parvenais à m'en tirer...». Il rabâche ses leçons «comme une brute». En réalité... il est pres­que sourd, mais ni ses parents ni ses enseignants ni même le médecin de famille ne s'en aperçoi­vent. On croit qu'il joue les malades imaginaires pour se rendre original. De son malheur il saura tirer profit. Il prend alors conscience que «l'atten­tion pour entendre ne lui laissait pas de disponibi­lité pour comprendre». S'abrutir dans un effort perceptif n'est guère payant car les apprentissages effectifs se déroulent ailleurs que dans la simple contemplation des données. De son enfance il ti­rera deux postulats :

* Les handicaps auditifs sont escamotés dans les établissements scolaires et les enseignants doivent donc les débusquer. Dépistage moins facile que pour la vue alors que les conséquences scolaires sont féroces car, «un texte que l'on a mal vu, on peut le relire mais un cours que l'on a pas entendu disparait à jamais».
* Il ne sert à rien de contempler des heures un objet de perception (une poésie à apprendre, un graphique à mémoriser) si on ne fait pas une opé­ration mentale particulière pour arriver à la main­tenir en mémoire et la restituer le jour où il faut y parvenir.

Il y a certes un travail à faire sur la perception (et le champ éducatif occidental ne fait pas suffisam­ment travailler les 5 sens...), mais il faut surtout comprendre qu'entre la perception et la restitution se trouve une étape intermédiaire qui est celle de l'évocation.

**Vue, ours, odorat, loucher, goût
  
PERCEPTION**

**EVOCATION**

**Imagos mentales auditives
  
Imagea mentales visuelles**

T

**RESTITUION**

*La langue pAdagogique*

Les hasards de la vie vont conduire Antoine de la Garanderie à se retrouver professeur de philoso­phie, dans un établissement où il y a des classes préparatoires visant à la réussite de concours pres­tigieux. Au lieu donc de devoir s'affronter à des élèves en situation d'échec scolaire ou/et à des chahuteurs il est, lui, confronté à une classe de brillants élèves. Il fait ses cours d'une manière tout-à-fait traditionnelle mais en même temps, il essaie de faire réfléchir ses bons élèves quant à leur ma­nière de faire. Il leur demande «comment vous y êtes-vous pris pour réussir ce devoir ?...» Les forts en thème n'ont guère l'habitude de parler de cela. Pour eux c'est naturel, «on a toujours fait ainsi» depuis l'enfance. Certains se moquent de ces ques­tions et ne veulent pas parler mais d'autres étu­diants, au contraire, se piquent au jeu et ont envie d'en savoir plus sur ce qui se passe dans leur tête au moment où ils apprennent un cours.

La Garanderie découvre alors qu'il n'y a pas mille façons de réussir. Les procédures qui fonction­nent bien sont «de véritables lois de l'adaptation scolaire». Il découvre que dans notre société qui attache tant d'importance aux performances sco­laires, les drames identitaires ont souvent trait à des situations d'échec en classe. Certes il y a des

*25*

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

drames dans les familles mais, si l'on parvient à aider le développement de ses compétences sco­laires chez un jeune, certains problèmes disparais­sent !

La Garanderie fait donc échanger les jeunes cracks sur «le comment ils s'y prennent». II instaure dans ses classes des moments particuliers où il ne les gave pas de connaissances comme des oies mais au contraire favorise la réflexion collective sur «la façon dont ils ont appris leur leçon hier soir». Il met en place un dispositif qu'il appelle la com­munication des moyens. Il s'aperçoit que ce n'est pas du temps perdu car, au contraire, ce dispositif permet aux étudiants d'améliorer encore leurs ré­sultats !

**OR, QUE DISENT CES CRACKS ?**

Ils insistent tous sur le caractère déterminant du premier succès qu'ils ont vécu face à une difficulté identique à celle qui se présente aujourd'hui à leurs yeux. Et ceci non point sur le registre de satisfac­tion affective mais de procédures mentales (j'avais fait un plan avant d'écrire, j'ai fait un dossier de presse sur la question...). Ils montrent bien que tout travail intellectuel est difficile car il nous sort de nos habitudes paresseuses et rien ne permet de faire l'économie de ces difficultés. Mais ces dif­ficultés sont pour eux... plaisir. Ils auraient pu paraphraser Hobbes lorsqu'il affirme «la vie hu­maine est une course. Quand on arrête la course, on meurt. Les tensions apportent le bonheur».

Surtout ils indiquent qu'au moment d'apprendre, ils ont imaginé les conditions de la restitution dans laquelle ils vont se trouver plongés. La clé de leur réussite résiderait dans leur capacité de s'imaginer

26 un futur tout-à-fait concret : celui de la restitu-
  
tion des connaissances acquises. Cette anticipa­tion qui est facile pour les cracks l'est sans doute infiniment moins pour d'autres car, (les travailleurs sociaux le savent mieux que quiconque) «il est une manière de vivre le présent dans l'instant qui le coupe de l'avenir et qui l'empêche d'en faire un passé»... Mais la pratique qu'il met en place sous le nom de dialogue pédagogique («entretien toujours sollicité pour évoquer les procédures d'un être afin de lui permettre de développer ses capacités») est un moyen de faire parler du présent afin de l'arti­culer à un futur envisageable. Il affirme que les aptitudes scolaires ne dépendent pas tant de l'am­biance dans la classe ou de celle de l'établissement, de la rue ou du quartier mais de ce qui se passe dans la tête des gens, de ce qu'il appelle les pro­cessus mentaux ou les habitudes mentales. On agit toujours de la même façon devant toute tâche qui se présente à nous.

**AVEC CES CRACKS,
  
QUE CONSTATE-IL ?**

La Garanderie découvre des élèves «répétitifs» qui ont besoin de réitération verbale pour apprendre leur leçon : «Ils opèrent par formulation d'un lan­gage intérieur», «ils ont besoin de se commenter ce qu'ils lisent» et d'autres élèves qui, au contraire, ont besoin «de se représenter les choses sous forme d'images» et réclament des rythmes lents pour com­prendre. La Garanderie affirme alors que nous codons mentalement les informations plutôt sous une forme auditive ou plutôt sous une forme vi­suelle. Nous nous créons des images mentales d'un certain type. Et si nous avons tant d'efforts à faire pour restituer des connaissances c'est qu'on nous a insuffisamment donné les moyens de repérer se­lon quel type d'images nous codons les informa­tions de tel ou tel type. Il y a des assemblages subtils d'images selon les niveaux des tâches re­quérants plus ou moins d'attention ou de créati­vité pour chacun qui forge des profils pédagogi­ques. Notre auteur montre alors comment tra­vailler le type d'image mentale que l'on laisse en jachère et prouve que si l'on y parvient, on amé­liore sensiblement l'ensemble de nos façons de faire.

Certains taxent la méthode de La Garanderie «d'effet Placebo», de manipulation d'esprits fragiles : ce n'est pas en affirmant que chacun pourrait utiliser mieux son cerveau -si on en connaissait le fonc­tionnement- que cela marcherait automatiquement mieux ! D'autres affirment que la méthode ne se donne pas les moyens expérimentaux d'adminis­trer une preuve quelconque. Le seul interêt alors est de se faire une idée en testant soi-même si le travail proposé par la gestion mentale permet ou non une remédiation cognitive ! Il faut en tous les cas, en formation comme ailleurs, éviter de fétichiser une seule approche qui deviendrait un dogme rigide. La gestion mentale ne saurait bien évidemment prétendre marcher à tout coup, et en toutes circonstances. Dans notre ouvrage : Com­prendre la Garanderie, nous consacrons un chapi­tre à en dresser les limites.

Mais continuer à ignorer cette réflexion dans le champ de la formation professionnelle, surtout pour des jeunes qui ont été parfois eux-mêmes con­frontés à de cuisants échecs scolaires est une hé­résie...

**Patrick Tapernoux\***

Maitre de conférences à l'Institut Supérieur de Pédagogie

\*Auteur de Comprendre La Garanderie, Privat, 1994

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

|  |  |
| --- | --- |
|  | N |

*En quoi «décortiquer» et*

*analyser les pratiques*

*quotidiennes d'écritures*

*participe de la*

*formalisation des* savoirs *et*

*des savoir-faire du travail*

*social* mais *aussi d'une*

*construction personnelle et*

*professionnelle ou* auto-

*formation.*

A partir de ma réflexion sur la spécificité des pratiques professionnelles d'écriture, je me suis attachée à rendre compte de certains modes de production d'écritures professionnelles.

Je pars de l'idée qu'éclairer ses pratiques profes­sionnelles, c'est bien sûr mettre en valeur un certain nombre d'exercices quotidiens de mon «métier» d'assistante sociale mais c'est surtout mon­trer l'intérêt heuristique qu'il existe à les décrire, car elles sont fortement ancrées dans notre quo­tidien et qu'elles attirent rarement notre atten­tion (1).

Bien sûr l'écriture participe d'une plus grande visibilité sociale de notre professionnalité. Elle nous est enseignée dans notre cursus de forma­tion initiale comme un outil fonctionnel, comme une compétence nécessaire à l'expression de no­tre activité. Tout cela ne permet pas de com­prendre ni de créer de l'intelligibilité sur ce que fabrique ou ce que reproduit telle pratique d'écri­ture. Il est évident que ces pratiques n'ont pas la même efficacité et les mêmes fonctions selon leur mode d'expression dans le champ du travail social.

Se poser la question de l'écriture comme produit d'une culture professionnelle c'est chercher en

quoi elle contribue à construire des savoirs, des clefs de compréhension nécessaires à la lecture de nos pratiques. On le voit les objectifs et les enjeux de l'écrit en travail social sont complexes et multiples mais écrire c'est aussi consolider une pensée singulière et personnelle, grandir profes­sionnellement !

En modifiant la perspective courante d'analyse des pratiques professionnelles (2), ma démarche consistera à montrer combien écrire produit de l'intelligibilité sur notre rapport aux pratiques et au monde professionnel, sur notre rapport aux usagers et à l'institution.

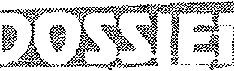
Ecrire sur ce que l'on écrit dans sa pratique pro­fessionnelle, écrire sur la manière dont on l'écrit, mettre en mots sa pratique d'écriture et pouvoir transmettre aux autres «comment je fais pour faire» voilà l'exercice difficile auquel je me suis livrée pour construire ce texte!

Cette réflexion m'a conduite à regarder de plus près mon rapport professionnel à l'écrit, à pren­dre conscience du regard de l'autre sur mes pro­ductions écrites, à éclairer les diverses formes d'écrits du quotidien professionnel par une mise à distance nécessaire et par une analyse «sur» la pratique. Rédiger et construire ce travail, com­muniquer cette réflexion n'a pas mobilisé les mêmes ressources que celles qui participent de l'activité d'écriture mise en scène professionnel­lement.

A y regarder de plus prés, il semble que les travailleurs sociaux aient accès à une variété de mises en scène du langage écrit, qui, une fois analysées renvoient à un rapport au monde oral ou à un rapport au monde écrit.

Il est important de souligner ici que très peu de ces exercices d'écriture que nous pratiquons tous les jours nous ont été enseignés sous forme de savoir. Ce qui relève de nos formations est une infime partie des compétences que nous déve­loppons. Dans ce contexte la connaissance que nous avons de nos formes professionnelles d'écri-

PEPS n° 45 janvier-mars 1994



tures reste fondée sur notre expérience, elle est empirique. Bien qu'objective, elle ne permet pas de faire figurer l'écriture au rang de savoir ou de savoir-faire codifié légitimé et inscrit dans un corpus de connaissances professionnelles. Cela nous renvoie à l'importance de la formalisation et de la théorisation de nos pratiques, théorisa­tion nécessaire pour atténuer les effets d'une cer­taine catégorie de discours tenus sur les compé­tences dans le champ du travail social, rappelons à cet égard ce qu'écrit Jacques Ion :

«Deuxième caractéristique du système organisa­tionnel en place: les métiers du terrain sont des métiers «intermédiaires», au sens que l'I.N.S.E.E. donne à ce qualificatif, à savoir des métiers dont la légitimité tout autant que la formation dépen­dent de savoirs et d'instances extérieurs» (3).

Et pourtant de génération en génération profes­sionnelle nous réitérons les mêmes pratiques d'écriture sans comprendre ce qui se passe lors­que nous produisons tel type d'écriture. Cette connaissance implicite «de l'écriture qu'il faut quand il faut» nous conduit à nous poser la ques­tion du rôle et de la fonction des diverses pro­ductions écrites , de ce qu'elles impliquent et de ce qu'elles fabriquent. Ces productions relèvent-elles d'un apprentissage en formation initiale?, d'un apprentissage professionnel ?, d'une repro­duction institutionnelle ?, d'une production per­sonnelle ?

Même en y regardant de plus près la réponse est assez complexe. Les exemples présentés ici n'ont pas la prétention de dresser une liste exhaustive des modèles d'explication, les analyses restent partielles, singulières et n'engagent que leur auteur. Mon propos n'est pas de définir chaque mise en scène du langage écrit mais d'attirer l'in­térêt du lecteur sur son propre rapport aux pra­tiques d'écritures pensées non comme la mise en forme de techniques d'expression mais comme un éclairage professionnel différent. En voici quelques modèles :

**L'ECRITURE COMME MODE
  
DE PRODUCTION
  
INSTITUTIONNELLE**

Cette écriture est sans doute celle qui est la mieux enseignée en formation initiale. Je prendrai le modèle du compte-rendu pour évoquer ce type d'écriture. Il s'agit là d'un mode de production

qui relève du principe de scription (4) il permet de reprendre un discours oral, de le transcrire et de reproduire le plus fidèlement possible un texte «dit» par un texte écrit. Cette transcription mo­bilise dans le discours que l'on rapporte tout un appareil sémiolinguistique spécifique, -guillemets, style direct et indirect...-, mais ne mobilise qu'une infime partie de la langue. Ainsi force est de constater que dans la production de compte-rendus de réunions, nous utilisons fréquemment les mêmes expressions écrites: «il dit, il ajoute, il reprend, il précise...». La seule différence entre l'oral et l'écrit se situe dans notre difficulté à reproduire du discours dans sa forme la plus «brute». Il serait vain de rechercher les traces d'un «je» dans la transcription, sans doute cela nous paraîtrait même inconvenant. Nécessité se fait, pour une meilleure compréhension des lec­teurs mais aussi pour répondre à la fois à de la communication sociale et à des cadres institu­tionnalisés de la langue, de construire un dis­cours cohérent mais surtout qui respecte le dis­cours produit oralement. De cet exercice d'écri­ture toute créativité est absente, cela permet d'éva­cuer du texte toute interprétation subjective. Cette catégorie d'écrits (compte-rendu mais aussi transcription de table ronde de conférence) fait très souvent l'objet de validation de la part des auteurs de l'intervention orale, cela lui confère à la fois un caractère d'authenticité et de rigueur. Il s'avère cependant que cet exercice n'est pas possible si celui qui traite le texte oral en texte écrit ne possède pas les codes, les savoirs et sa­voir-faire indispensables à l'exercice de repro­duction. Même s'ils sont implicites ces savoirs montrent sans doute les fonctionnements insti­tutionnels auxquels nous adhérons (5) quotidien­nement.

**L'ECRITURE
  
PROFESSIONNELLE
  
«INSTITUANTE»**

La rédaction d'articles ou de textes de présenta­tion de services ou d'actions par les travailleurs sociaux fait apparaître la singularité de la forme donnée à ces lignes. L'objectif de cette écriture reste pragmatique, il s'agit là de susciter de l'in­térêt et de séduire. Bien entendu présenter une action ou un service appelle à la présentation de ses acteurs tout en les laissant en dehors du texte, en le dépouillant d'une expression plus per-

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

Llel!»1

sonnalisée. Il y a bien ici une volonté de com­muniquer et de revendiquer une identité mais le travail d'écriture et le contexte professionnel con­traint l'auteur à produire un texte conforme à une certaine présentation. Ces «écritures rédac­tionnelles» visent à présenter les projets ou les démarches professionnelles au «grand public», elles en respectent la philosophie, les promo­teurs, les institutions qui leur ont permis d'exis­ter mais le principal objectif reste celui de don­ner l'envie de connaître.

**L'ECRITURE COMME MODE
  
D'EVALUATION
  
DES PRATIQUES
  
PROFESSIONNELLES**

Si nous examinons la transcription des discours tenus lors de rencontres professionnelles nous nous apercevons que les textes produits orale­ment (y compris les débats d'idées passionnés qui émergent de nos confrontations profession­nelles) appartiennent au domaine de l'écrit et font l'objet d'une mise en forme préalable pour être oralisés. Cette mise en scène de l'activité profes­sionnelle par exposé magistral exige de l'interve­nant des qualités d'écriture trés élaborées. Ceci suppose une construction et une compétence lin­guistique et textuelle du narrateur. Au delà de ce qui est dit l'écriture doit donc s'intéresser aux formes dans lesquelles l'énoncé se fait. Les ca­dres de présentation du texte ou «récit de prati­ques» (6) imposent au narrateur la mise en scène de son vécu (le je) et une structuration tempo­relle complexes. L'écrit se présente ici comme un message professionnel destiné à être partagé par d'autres mais aussi comme une construction professionnelle en distance avec la pratique. L'ex­posé suppose une formalisation de l'expérience, une vision globale et synthétique de celle-ci, une analyse qui fait appel tant aux cadres de la con­naissance qu'aux références culturelles et idéolo­giques dans lequel il se situe. L'écrit (exposé ou texte écrit) se présente ici comme un message professionnel et personnel destiné à être partagé par d'autres. L'intentionnalité peut permettre aux lecteurs de se reconnaître voire de s'identifier selon les interprétations qu'ils font du texte.

Cet exercice donne lieu à l'évaluation des prati­ques professionnelles, l'écrire nécessite d'être juste dans les mots et les formes que l'on emploie. Il

répond souvent à une commande institutionnelle mais la forme qui lui est donnée (il ne s'agit nullement d'un récit historique ou empirique pur) s'apparente à une construction réflexive. Il est à noter ici que les «enquêtes sociales» qui nous permettent de présenter les difficultés des usa­gers du travail social relèvent de ces construc-tion/évaluation.

Ecrire pour évaluer : décrire et justifier sa pra­tique est l'exercice le plus difficile à de nom­breux égards. Faire un bilan d'activité par exem­ple c'est un peu faire «son bilan de santé profes­sionnel»! Les écrits doivent en même temps con­sidérer la commande initiale d'activité, mesurer l'écart entre la commande ou les besoins repérés et la réponse donnée. Ces écrits sont supposés ne pas faire apparaître de déficit de fonctionne­ment, et, lorsqu'ils laissent entendre qu'il existe un écart, ils se doivent de le justifier ou de l'ar­gumenter. Trés fréquemment la logique du sa­voir professionnel ne permet pas la mise à dis­tance d'un certain nombre de pratiques et donc rend invisible dans ses textes une partie de l'ac­tivité et des savoir-faire. Ce constat ne nous ren-voie-t'il pas à nos complexes professionnels qui empêchent la compétence légitime de s'exprimer? En omettant (souvent volontairement) de faire référence à la réflexivité conduite sur nos prati­ques nous introduisons implicitement la notion de «d'incompétence à dire et à évaluer», permet­tant ainsi le doute sur nos compétences « à faire», censurant par notre silence ce qui constitue la colonne vertébrale de nos pratiques : les savoir-faire mais aussi leur conceptualisation sous forme de savoirs.(7)

**ÉCRIRE, C'EST PRODUIRE
  
DU SENS**

Pourtant nombre de travailleurs sociaux partici­pent à une sorte de «construction culturelle» (8) qui soutient et donne forme à ce qu'ils sont en­train de faire, à leurs savoirs et savoir-faire pro­fessionnels. Ces caractéristiques situent ces ac­teurs de l'action sociale dans un rapport spécifi­que au savoirs et aux écrits professionnels. Cette formalisation de la pratique participe de la né­cessité de communiquer socialement et scienti­fiquement de nouveaux savoirs. Ainsi le récit est un outil qui témoigne de ces intentions mais qui revendique aussi un «vécu professionnel». Nous pouvons le considérer comme l'un des

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

moyens indispensable à l'échange dans notre cul­ture professionnelle. Il ne raconte pas seulement une histoire heureuse ou douloureuse, il la dé­crit, il argumente les positions de chacun, les modes d'interventions, il justifie l'action. Il per­met de contextualiser des pratiques tout en res­tant singulier. Son interprétation lui confère un caractère transmissible à d'autres univers de pra­tiques. Rapporter sur sa pratique professionnelle par écrit exige que l'on détienne un certain nom­bre de compétences, et que ces dernières soient partagées par les lecteurs ou les auditeurs pour être compréhensibles.

En conclusion, écrire, dire, évaluer ou formali­ser exige que l'on «produise» de l'écrit et donc de la pensée. Ecrire c'est s'autoriser à mettre en mots l'ensemble de ses compétences mais aussi son propre rapport au monde qu'il nous implique personnellement et/ou professionnellement.

Ecrire c'est produire du sens sur la manière dont le travailleur social se situe dans la construction du fait social, c'est rompre avec l'illusion de neu­tralité professionnelle, c'est comprendre son rap­port à l'autre dans la fabrication des rapports de domination symbolique.

**Chantal Brun**

Assistante sociale, Déléguée départementale du comité de liaison et de Coordination des services

sociaux des Hauts de Seine.

NB Ce texte a été rédigé à partir de ma pratique professionnelle actuelle, il n'engage que moi!

1. Lire à ce propos Bernard Lahire, La raison des plus faibles, Lille, Presses universitaires, 1993.
2. Elle part très souvent des conditions de l'exercice professionnel ou des mutations sociales qui empêchent cet exercice.
3. Jacques Ion, Le travail social à l'épreuve du territoire, Toulouse, Privat, 1990.
4. Le principe de scription (de transcription ou de reproduction) renvoie ici à une mise en forme écrite du discours oral. Nos pratiques d'écriture sont fortement liées à notre propre rapport au monde, elles se construi­sent dans un rapport au monde oral ou écrit. Il est nécessaire de saisir ce rapport au monde car il permet la compréhension des difficultés de certaines catégories de population dans leurs rapports au temps (les rendez-vous),à l'espace (gestion de leurs déplacements) aux écrits (la gestion administrative de leur vie)..

Lire à ce propos le texte de Pierre Bourdieu «Comprendre» in La misère du monde, Paris, Seuil, 1993.

1. professionnellement
2. désignation personnelle non formalisée, ne répond pas à des cadres théoriques.
3. lire à ce propos Pierre Bourdieu, Ce que parler veut dire, Paris, Fayard, 1982.
4. voir Jérome Bruner, ...car la culture donne forme à l'esprit, Paris, Eshe1,1991.

Pour ce faire, je partirai de l'E.J.E. en situation professionnelle pour montrer comment il se place en position de formateur en devenir potentiel, puis j'aborderai le moment de la proposition de poste qui place MIE. en position de formateur potentiel, et je terminerai par la situation du formateur, caractérisée par l'ambivalence de sa nouvelle identité professionnelle en construction.

**L'E.J.E. EN SITUATION
  
PROFESSIONNELLE**

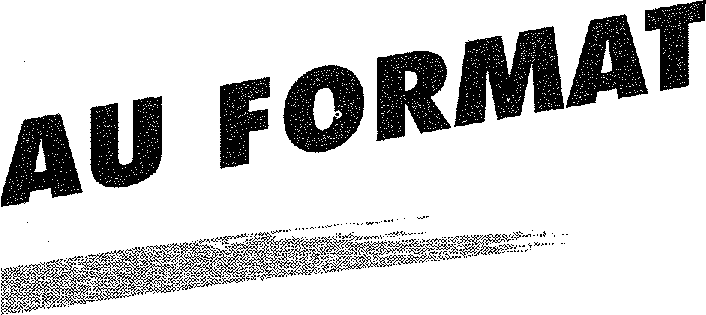
Sa spécificité, pour ce qui nous intéresse ici, est d'être habité, dès le début de son exercice, par un désir d'au-delà vis à vis de son activité pro­fessionnelle. Désir de recherche, d'approfondis­sement, d'extériorité, qui peut se traduire, entre autres, par une inscription à l'université, sans pour autant que l'E.J.E. envisage alors celle-ci comme une étape vers la fonction de formateur.

De plus les E.J.E. se sentent redevables envers leurs propres formateurs d'un réel enthousiasme intellectuel et d'une soif de savoir. Nous sommes là en présence d'un processus d'identification con­cret que nous retrouverons ultérieurement.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | C |  | U14 |

*Ce* travail, *réalisé à* partir *d'entretiens non directifs, n'a donc pas pour objectif* d'établir *un déterminisme généralisateur ; son* ambition *est de contribuer* d *une compréhension* mettant *en évidence l'articulation du sujet* d *son histoire singulière* (2).

PEPS n° 45 janvier-mars 1994



**R**

*QUELQUES PISTES DE RECHERCHE CLINIQUE SUR LE SENS DU PASSAGE DE LA FONCTION DÈDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS (EJE) A CELLE DE FORMATEUR a).*

Aux deux éléments qui sont le désir d'apprendre et la "dette de vie", j'en ajouterai un troisième que j'appelle "facteur potentiel de démotivation de l'E.J.E." ; c'est l'émergence du sentiment d'avoir fait le tour de la situation et de ne plus avoir d'inconnu à découvrir, sentiment qui génère une sensation de fatigue et d'usure. La crainte de la routine est bien présente...

N'oublions pas non plus, chez l'E.J.E., le désir d'avoir une vie professionnelle plus valorisante et plus enrichissante, au sens figuré comme au sens propre.

Mais l'E.J.E. dispose de deux espaces spécifi­ques, la crèche familiale et le monitorat de stage, qui peuvent répondre partiellement au manque ressenti ; je les interprète, en ce sens, comme des lieux potentiels de positionnement de for­mateur.

**CRECHE FAMILIALE**

**ET MONITORAT DE STAGE,**

**DEUX ESPACES PRIVILEGIES POUR
  
LE FORMATEUR EN DEVENIR.**

Le travail de l'E.J.E. en crèche familiale pré-
  
sente la particularité de pouvoir comporter des

visites au domicile des assistantes maternelles. L'E.J.E. a donc une action, sinon de formation, du moins de sensibilisation vis -à-vis des assis­tantes maternelles, sensibilisation qui peut, à mon avis, devenir formation si l'inscription institu­tionnelle est suffisamment forte.

D'autre part, quelque soit le type de structure dans lequel travaille l'E.J.E., le monitorat de stage, par lequel il acueille une étudiant E.J.E. pour quelques semaines, représente un autre outil pour se positionner (même à son insu) en tant que formateur en devenir.

C'est sous l'angle de l'E.J.E. moniteur de stage que je présenterai les enjeux de ce positionne­ment. En effet, pour occuper la place de moni­teur de stage, l'E.J.E. doit se reconnaître et être reconnu comme professionnel suffisamment com­pétent et comme référence fiable. Il est donc confronté à la question de l'autorisation, laquelle met en scène une problématique narcissique.

On pourrait d'ailleurs poser l'hypothèse selon la­quelle la place de moniteur de stage est une place logique pour l'E.J.E. qui a une bonne image de lui-même et qui est habité du désir d'apprendre. C'est pour lui le moyen d'être reconnu par l'insti­tution "centre de formation" et un outil d'évolu­tion qui va lui permettre d'intégrer une part sup­portable du désordre dans l'ordre établi dans sa pratique professionnelle. Intrigant ballet que cette rencontre entre stagiaire et moniteur de stage appelés sur la voie de l'extériorité pour s'apporter mutuellement des morceaux de savoir...

Reconnaissance et désordre transmis par le sta- *31*

giaire et, au-delà, par le formateur en visite de stage, voix nommante de l'institution mère (3).

La diversité, la polyphonie des stagiaires accueillis est alors pour l'E.J.E. la source d'un questionne­ment sur la façon dont il va appréhender son rôle de moniteur de stage. Paradoxe apparent que l'unicité de chaque rencontre ne vaille que par la multiplicité de celles qui lui sont adjacen­tes... C'est le début d'une recherche ayant pour objet la formation, et qui présente la spécificité d'être placée dans le cadre d'un lien avec le centre de formation. Je pense que ce lien joue un rôle im­portant dans ce qui semble être un mode fré­quent de recrutement des formateurs, à savoir la cooptation par l'équipe de formateurs en place.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**LE FORMATEUR POTENTIEL :**

**ON ME PROPOSE,**

**JE ME PROPOSE...**

Sans vouloir réduire à une même problématique ces deux facettes de la proposition, il me semble qu'elles présentent des caractères communs, en ce qu'elles sont la source, chez l'E.J.E., d'un ques­tionnement introspectif sur ses compétences à exercer la fonction de formateur, d'après la re­présentation qu'il se fait de cette dernière.

Ce questionnement peut l'amener, par exemple, à vouloir combler les manques dont il se sent porteur à l'égard de l'omnipotence du formateur "supposé savoir". La nature de ce savoir supposé s'articulant autour de trois pôles : Un savoir-faire (la compétence professionnelle), un savoir théorique (en l'occurrence lié à une formation universitaire), et un savoir-être (la maturité pro­fessionnelle en lien avec la connaissance de soi).

Mais il semble que l'E.J.E. ne prenne conscience de la représentation qu'il se fait du formateur que dans l'après coup, c'est à dire une fois fran­chi le passage dans la réalité de sa nouvelle fonc­tion.

Autres enjeux de la proposition : les notions de séparation et de perte, qui sont d'ailleurs au coeur de la problématique de l'apprentissage. Appren­dre, c'est sortir de soi-même pour se couper de son propre savoir, c'est prendre connaissance de l'envers qui nous constitue. Pour apprendre il faut donc accepter de perdre et de se mettre en danger ; et c'est là qu'apparaît le péril narcissique qui peut être ressenti de façon suffisamment forte par l'E.J.E. pour l'empêcher de basculer vers la fonction de formateur.

**LE FORMATEUR :
  
AMBIVALENCE DE LA NOUVELLE
  
IDENTITE EN CONSTRUCTION**

Il s'agit bien en effet, pour le nouveau formateur de se forger une nouvelle identité profession­nelle et il ne peut le faire que contre l'ancienne ; c'est à dire à la fois en s'y opposant et en prenant appui sur elle. C'est là une dialectique entre per­manence et changement, lesquels, selon Piera Aulagnier, sont "les deux principes du fonction­nement identificatoire" (4). Et si l'identification est "ce processus intersubjectif par lequel un su­jet assimile un trait, une propriété, un attribut

de l'autre, se transformant ainsi partiellement" (5) elle n'est pas réductible à l'imitation, ni à la répé­tition.

Perdre sans se perdre, pouvoir conjuguer per­manence et changement, telles sont les convic­tions dont doit être habité l'E.J.E. qui effectue le passage à la fonction de formateur.

C'est dans cette conjugaison que le formateur est amené à élaborer un travail de deuil, qui peut ne pas être facilité par les deux éléments suivants :

D'une part la visite de stage, qui fait partie de l'activité professionnelle du formateur et par la­quelle celui-ci peut-être confronté à la résur­gence de son objet d'attachement.

D'autre part, l'absence d'un temps ritualisé qui fasse pont entre le statut d'E.J.E. et celui de formateur. En effet, le passage n'est pas marqué par un espace intermédiaire tranché tel qu'il peut exister par exemple pour les infirmières souhai­tant accéder au statut de cadre, ou encore pour les rites d'initiation, qu'A. Van Gennep a étudiés au début du siècle et pour lesquels il distingue trois phases : la séparation du monde antérieur, une phase de marge et enfin une phase d'agréga­tion au monde nouveau (6).

Car il s'avère que la formation universitaire sui­vie par les formateurs que j'ai interviewés n'a pas été la conséquence d'une volonté délibérée d'ac­céder à cette nouvelle fonction. En quelque sorte, ces E.J.E. ont effectué un parcours qui les a menés, à leur insu, à l'activité de formateur.

Pour conclure, on pourrait se demander si le passage de l'éducateur au formateur n'a pas quel­ques liens, de par le cursus universitaire qui est un élément constitutif, avec celui de l'acteur à l'auteur. Ce passage ne serait-il pas une mise en mouvement, une "nomadisation" du corps vers le texte ?

**Joël Besnard**

1. Joël Besnard, Mémoire de maîtrise en sciences de l'éducation, Université de Paris VIII, Sept 1993.
2. Il faut donc bien comprendre ici que les expressions génériques "L'E.J.E.", "Le moniteur de stage", "Le formateur" ne prétendent pas concerner tous ces professionnels ; elles ne sont qu'une commodité d'écriture.
3. Notons que la fonction de moniteur de stage n'est reconnue ni par une décharge de temps de travail auprès des enfants, ni par une indemnité compensatrice.
4. P. Aulagnier, Un interprète en quête de sens, Paris; Ramsay, 1986.
5. B. Charlot, E. Bautier, J.Y. Rocheix, Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs , Paris, A. Colin, 1992, P. 117.
6. A. Van Gennep, Les rites de passage, Paris, Picard, 1981.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**DES VRAIES-FAUSSESOMATION**

**RAISONS**

**rDE REFORMER 111 F**

*Un des effets du* rapport *de*

l'APCG (1), *dans la suite du*

*rapport Blocquaux,* fût *de*

*braquer les projecteurs sur*

*la formation des Assistants*

*Sociaux (A.S ), plongeant*

*du même coup dans*

*l'obscurité les questions*

*soulevées* par *le*

*mouvement des* A.S.

A ces interrogations sur des choix de société ont répondu les chants technocratiques ; il s'agi­rait de réformer méthodes et organisation pour apaiser le «malaise social» (remise en cause de la polyvalence de secteur, invasion du manage­ment) ; il s'agirait de refondre la formation sus­pectée voire accusée de produire des profes­sionnels obsolètes, dont l'échec se lirait dans le chaos grandissant vécu par les populations qu'ils accompagnent. Cette mise en avant de la for­mation opère de fait une réduction et un dé­centrage des enjeux en s'appuyant sur un pos­tulat de pertinence «naturelle, de bien-fondé originel» des politiques sociales qui seraient comme perverties par l'inadéquation des agents chargés de les mettre en oeuvre. Incriminer la formation revient à ignorer les enjeux les plus urgents du travail social. Nous réaffirmons nos

revendications en ce qu'elles sont porteuses d'une autre conception de ce travail. Une réforme de la formation, dont nous n'excluons pas l'idée, ne saurait raisonnablement s'engager en faisant l'éco­nomie d'une réflexion sur la fonction idéologi­que du travail social, sur les moyens qu'on lui consent et sur les statuts des personnels.

**LES ENJEUX**

Soulignons la concomittance du discours sur une refonte de la formation et l'émergence d'une pseudo «Nouvelle pensée sociale» clairement explicitée dans le XIe plan et le discours des gouvernants (2). Les travailleurs sociaux cons­tituent un appui stratégique, «instrumentalisable» dans l'application d'une politique d'accompagne­ment de l'inéluctable crise économique et so­ciale. Il s'agit bien d'éviter une explosion sociale, sur fond de société duale qu'il conviendrait d'ap­prendre à gérer. Vecteurs de cohésion sociale, les A.S. risquent fort d'avoir à flirter avec des missions plus proches du maintien de l'ordre. Elles se profilent comme simples opératrices de dispositifs sociaux dont la superposition anar­chique ne peut nous faire oublier l'absence d'une politique sociale à la mesure des enjeux pré­sents.

Solidement encadrées par des coûts budgétai­res «maîtrisés», nos politiques sociales oscillent dangereusement vers un retour à l'assistance, à la charité et au bénévolat. Le travail social et secondairement, la formation, encaissent les on­des de choc des multiples contradictions, ques­tions et incertitudes qui agitent le champ so-

PEPS no 45 janvier-mars 1994

cial, profondément bouleversé par la décentra­lisation et ses enjeux politiques voire... politi­ciens. Les AS sont comme pris en otage dans une lutte qui oppose les différents échelons de l'intervention publique. Prenant appui sur une repolitisation de l'action sociale via la décentra­lisation, les élus-employeurs remettent en cause sans sommation et sans débat contradictoire, la construction historique de références et prati­ques professionnelles, dans une tentative très offensive d'acculturation des travailleurs sociaux.

**QUEL TRAVAIL SOCIAL ?
  
POUR QUELLE SOCIETE ?**

Notre intervention s'inscrit, historiquement, dans un champ spécifique, désigné et reconnu. Nous revendiquons une approche qui intègre la com­plexité et la superposition des territoires ethni­ques, culturels, géographiques, économiques..., et qui tente de les articuler dans une perspec­tive productrice de lien social. Cet espace où se pense et s'engage l'intervention du travailleur social n'est autre que celui de l'autonomie tech­nique. Il doit être clairement dissocié de l'action directe et légitime des élus auprès de la popula­tion, se dégager d'une identification possible et paralysante au champ politique. En tout état de cause, une alternative doit être trouvée à cet enclavement grandissant du travail social dans une subordination stérilisante aux élus-em­ployeurs. Le travail social peut conjuguer sa légitimité à celle des élus dans une contribution technique à l'élaboration et à l'évaluation de po­litiques sociales plus transparentes.

**L'USAGER, SUJET DE DROIT**

Emergeant de pratiques caritatives et disper­sées, le service social s'est défini (3) à partir d'idéaux humanistes et démocratiques, en phase avec une évolution sociétale. Ces valeurs sont l'essence même du travail social et fondent sa déontologie. Elles placent l'usager au centre de l'action sociale en privilégiant la relation à l'indi­vidu et son accompagnement dans la manière singulière qu'il a de s'inscrire dans un dispositif social. Le travail social intervient dans des tra­jectoires humaines, individuelles ou collectives, et non sur des catégories de problèmes. C'est

pour cette raison qu'il ne peut se satisfaire d'une simple ventilation des usagers sur des disposi­tifs partiels en référence à un étiquetage préala­ble : RMIste, sans-abri, femmes seules. Le tra­vail social, porteur et acteur de changement, oeuvre à la promotion de chaque individu, de chaque citoyen, en facilitant l'accesssion aux droits sociaux et à leur exercice. Restaurer un individu dans une position de sujet implique nécessairement pour le travailleur social que soit respectée sa propre position de sujet.

**LES STATUTS**

Cette ambition passe par une reconnaissance des niveaux de qualification et de compétence, par un respect des règles déontologiques et ga­ranties statutaires et par une revalorisation sa­lariale (et non par des primes personnalisées au «mérite»).En matière de formation,nous réaffir­mons la nécessité de maintenir une cohérence entre la durée des études (Bac+3 ou Bac+4) et le niveau de qualification (Niveau II ou Ni­veau I).

La question de la formation, aujourd'hui placée au centre des débats, ne pourra véritablement se traiter qu'en intégrant une réflexion sur les enjeux idéologiques du travail social, sur les con­tenus professionnels et, enfin, sur les statuts des personnels. Car, d'ores et déjà, apparaissent les limites de l'enquête du CEREQ, commande du ministère, qui n'abordera que l'évolution des compétences professionnelles. Nous devons en­trer dans ce débat sur la formation, tout en réaffirmant nos revendications et les principes définis dans la dernière pétition nationale de la CONCASS (4). Il s'agit bien pour nous d'antici­per une évolution très alarmante du travail so­cial et de conserver une certaine maitrise du devenir de nos professions.

**Collectif des Assistantes Sociales**

**du Rhône**

CAS 69 - CONCASS

1. Rapport commandé par l'APCG, Janvier 92
2. Simone VEIL, discours à l'IRTS de Lorraine , 22.11.93
3. Définitions de la profession part' ANAS, la Fédération internationale des assistants sociaux, l'ONU (commission des affaires sociales)
4. Pétition unitaire du 30.11.93.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | EN |  |

*En 1991, la coordination régionale des Centres de* Formation *au* Travail Social *du* Nord avait *mené une* lutte importante pour maintenir *le dispositif de* formation *et exiger de* l'État *une meilleure* attention *d une région soumise d* la *montée de l'exclusion et a* la *désorganisation du* travail *social.*

L'action pour défendre les centres de formation était en parfaite unité avec la CONCASS et avec les revendications régionales CGT-CFDT (un accord paritaire régional avait permis un dépassement des quotas d'éducateurs et moni­teurs-éducateurs).

En novembre 1993, la coordination est repar­tie : Ce n'était plus une école menacée et les autres en difficulté, le Conseil Général du Nord annonçait la couleur : «Le plus dur reste à faire» : attaquer les conventions collectives et les hé­bergements sociaux trop coûteux pour les col­lectivités territoriales. Pour commencer, il annonçait qu'il n'avait pas les moyens de finan­cer l'avenant 235 de la CC66 accordant une prime des dimanches et jours fériés.

Cette remise en cause du secteur social «classi­que» était en parfaite harmonie avec la déclara­tion de l'APCG... Les assistants sociaux étaient peu matures et perdaient du temps dans la rela­tion aux personnes en difficulté. Les éducateurs étaient trop payés pour un travail d'héberge­ment et d'accompagnement d'enfants en diffi­culté sociale et de personnes ayant un handi­cap.

Il nous fallait donc être vigilants, participer certes à l'action syndicale unitaire et récupérer provi­soirement le financement de cet avenant mais aussi rentrer activement dans le débat sur le devenir du social et des centres de formation. Nous avons rencontré trois fois la DRASS autour de trois revendications :

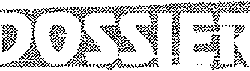
- le maintien des centres de formation s'appuyant sur des objectifs professionnels axés sur la ca­pacité à être acteur social.

* le droit d'expression des travailleurs sociaux en formation et des personnels dans les instan­ces des centres de formation.
* le droit des moniteurs-éducateurs à poursui­vre ou reprendre une formation d'éducateur dans des conditions respectant leur cursus profes­sionnel.

Il nous paraît évident que la revue «P.E.P.S» pousse utilement à une réflexion nécessaire et en même temps quasiment impossible sur les enjeux de la formation.

NECESSAIRE : tout le monde voit bien qu'il y a une brusque surchauffe du SOCIAL. Il s'était occupé des marges de la société en croissance jusqu'à la fin des années 1970... Les dispositifs

PEPS n. 45 janvier-mars 1994



sociaux mis en place pendant les années 80 es­sayaient, à côté du travail social classique, de répondre aux territoires et populations en marge...

On rentrait certes dans la gestion de l'exclusion, mais il y avait toujours un espoir d'insertion. Devant la montée massive de l'exclusion (le rap­port Chassériaud ne fait que confirmer ce que vivent quotidiennement les travailleurs sociaux), l'Etat maintenant pleinement libéral, semble ar­rêter une autre orientation : nous n'avons plus à dépenser de l'argent pour un travail d'accompa­gnement de personnes en difficulté, pour une insertion tout à fait utopique. Nous devons clai­rement avoir une politique de gestion de l'ex­clusion.

Ainsi, à l'anniversaire des soixante ans de l'École d'A.S, du boulevard Vauban, un brillant éco­nomiste expliqua clairement ceci : dans la crise de 1930, on espérait avoir de nouveau besoin des chômeurs : il était donc utile que les A.S, formées dans cette École, aident ces chômeurs pour qu'ils puissent reprendre le travail dans de bonnes conditions. Aujourd'hui, nous avons dé­finitivement trois millions de personnes actives en trop, l'Etat n'a donc plus d'intérêt à poursui­vre un travail social d'insertion. Vous devrez, jeunes A.S., démontrer votre efficacité en don­nant, grâce à votre créativité et à votre imagina­tion, une occupation aux exclus.

L'Etat n'a donc plus intérêt à développer ces professions d'A.S. et d'éducateurs que Michel Autès appelle les «bricoleurs du lien social», pour deux raisons :

* leur niveau de qualification coûte cher (les petits boulots du social de Martine Aubry, c'est tellement plus adorable) ;
* leur technicité est trop centrée sur le service des usagers (en pleine privatisation toute no­tion de service public est intolérable).

Le Ministère de la Santé et des Affaires Socia­les, les présidents de Conseils Généraux, les Maires des grandes villes ont intérêt à dévelop­per des experts en gestion, formés dans les fa­cultés, à comprendre les dogmes de l'économie et les relations politiciennes pour gérer les bud­gets de l'exclusion.

Ils pourront en plus, dans la haute lignée de la formation des directeurs de l'Ecole de Rennes, savoir gérer une masse de «fantassins» du social peu payée, mal formée et sans grandes garan­ties.

Le Ministère maintiendra cependant un discours humaniste dans le social en appuyant le secteur caritatif et en faisant un prêche télévisuel.

QUASI IMPOSSIBLE : les directions de nos écoles sont englouties dans la gestion quoti­dienne, la course aux subventions et au fric (pour remplacer l'argent défaillant du Ministère) et les amitiés concurrentielles et politiciennes de leurs confrères.

Les équipes pédagogiques sont elles aussi pri­ses dans un travail quotidien important auprès d'éducateurs et d'A.S, en formation avec des cursus très différents et souvent centrés par leur direction sur la seule défense de leur École. Quant aux éducateurs et aux A.S, en forma­tion, ils vivent avec des objectifs peu élaborés et se recentrent aussi sur un parcours indivi­duel de formation.

Cette réflexion nécessaire et quasi impossible ne peut être portée dans les écoles qu'en lien avec ceux qui, prenant conscience de cette ex­clusion massive, ne veulent pas y répondre en termes de gestion, en mettant «au premier plan de leur réflexion et de leur action la promotion de la citoyenneté sociale».

Et cela ne s'apprend ni en fac, avec des objectifs de gestion, ni dans des pratiques professionnel­les d'assistance dont les écoles sont en partie le reflet.

«Dans le social, on ne peut raisonner unique­ment de manière gestionnaire ou technique, on est obligé de se poser les questions du genre : qu'est-ce qui est juste ? qu'est-ce qu'il est légi­time de faire ?»

C'est donc une pratique professionnelle centrée sur des objectifs de citoyenneté sociale que nous défendons autour de nos trois revendications portées à la DRASS.

**Coordination Régionale des Centres de Formation de Travailleurs Sociaux**

22, Rue Halevy, 59 000 Lille.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***P r cz t i 4 et es socia les***

|  |  |
| --- | --- |
| La **BOUTI UE**  **UN CENTRE d'AccuEil dE** pRoximiTE  *Ouverte en juin 1993, La Boutique, centre d'accueil de proximité de l'Association Charonne, se situe au 84 rue Philippe de Girard dans le 18ème arrondissement de Paris. Il offre de façon expérimentale un accueil de type nouveau pour les consommateurs de drogues.* |  |
| Le jardin d'EDEN à rlle de la Réunion : "Ce chadron de cuivre servit à la cuisson de la nourriture des esclaves. Nous y avons planté du Zamal (cannabis Satina). Car la drogue est un véritable esclavage". Ph D. Mabiala |

Il s'agit de toucher une part crois­sante de la population toxicomane qui reste repliée sur elle-même dans des modes de vie très margi­nalisés n'accédant pas ou très peu aux dispositifs de prise en charge spécialisés.

Dans une logique de prévention ­autant de la toxicomanie que du Sida et des Hépatites- la Boutique se veut une structure à seuil bas, c'est à dire ouverte sur la rue. C'est un centre installé au coeur d'un quartier très touché par les problè­mes de la consommation des dro­gues, le dix-huitième arrondisse­ment. L'accueil a lieu le jour, sans exigence particulière, de projet thé­rapeutique défini, de sevrage préa­lable. Elle tente de mettre en place une pédagogie d'accueil, d'accom­pagnement et d'orientation pour une population qui ignore les mo­des de fonctionnement des struc­tures spécialisées et ses propres besoins socio-sanitaires.

Le contact prolongé dans le temps avec cette population permet de mieux faire passer des messages de prévention qui vont dans le sens de la réduction des risques. De plus ce type de relation est suscep­tible de les faire évoluer ultérieure­ment vers des démarches de soins plus approfondies.

Au 30 Décembre 1993, La bouti­que a reçu plus de 3000 visites concernant 450 visiteurs. En effet,

depuis l'ouverture de ce lieu d'ac­cueil, le nombre de visiteurs n'a cessé d'augmenter. Il est passé de 5 à 10 visites par jour les toutes premières semaines, à plus de 30 visites par jour actuellement.

Il s'agit d'une population qui con­somme des drogues (héroïne, co­caïne, crack et médicaments). La grande majorité de cette popula­tion est en situation d'errance (SDF, squatteurs....)extrêmement dému­nie et profondément touchée par le sida. L'âge des personnes reçues à La Boutique varie entre 17 et 45 ans. La majorité des sujets de sexe féminin sont généralement des tra­vailleurs sexuels consommatrices de drogues.

La Boutique offre :

1. Un accueil de jour pour une population locale (ou de passage) se caractérisant par son usage de drogues sous toutes ses formes (sans critère de sélection lié aux formes de dépendance) et par sa marginalité socio-économique et culturelle, la boutique est ouverte du lundi au vendredi de 13 heures à 19 heures.
2. Des prestations qui répondent à des besoins élémentaires (douche, lessive, alimentation, boissons) qui permettent d'installer un dialogue indépendant d'enjeux tels que l'ad­mission dans une structure ou l'ob­tention d'aides médicales diverses

(médicaments, ordonnances...), ou financières.

1. Une présence infirmière est en­visagée en raison de l'état physi­que particulièrement critique de certains d'entre-eux, afin de leur offrir les premiers soins, d'urgence et d'amorcer un dialogue sur la démarche de soins, voire un ac­compagnement.
2. Un lieu de repos (avec 3 lits), ouvert dans la journée afin de ré­pondre à des situations d'urgence pour les sujets les plus fragiles, fatigués ou démunis, est en cours de mise en place.
3. Des actions de prévention du Sida et des hépatites, par des in­formations systématiques et per­manentes sur les modes de stérili­sation des seringues, sur la sexua­lité protégée, un échange de serin­gues, des fournitures de préserva­tifs et d'Eau de Javel.

La boutique en tant que centre d'accueil pilote joue enfin un rôle au niveau de la formation de tra­vailleurs sociaux. En effet, depuis la mise en place de cette structure, de nombreuses équipes viennent voir sur place le fonctionnement du centre. La Boutique a également accueilli des stagiaires pour des périodes allant d'une semaine à un mois.

**Perlette Petit**

Directrice Association Charonne

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*P* ***7-eitiques 1 e s***

Dans le cadre du D.E.A. deParis 8: «Droit, Economie et Sociologie de la Décision Médicale», deux étu­diants: Zubeide et Anouar ont par­ticipé entre novembre 93 et février 94 au séminaire intitulé: «Enquê­tes sur des problèmes de psycho­pathologie sociale.» assuré con­jointement par Georges Lapassade et Mohamed Toussirt. L'originalité de ce séminaire rési­dait dans le fait qu'il opérait un lien entre la théorie et la pratique, per­mettant une approche plus directe de la réalité. Une séance hebdo­madaire de régulation se déroulait à l'Université de Saint-Denis, mais la partie la plus importante était sur le terrain c'est à dire à la Bou­tique.

Nous avions rendez-vous le 13 Novembre 1993 à 13 h au 84 rue Philippe de Girard à Paris 18 ème. Voici les premières impressions de Zubeide et Anouar.

Au sein d'un pâté d'immeubles, nappé de grisaille, la Boutique a ses stores baissés, nous avons l'impression que les gens nous dévisagent.

Pourtant, Zubeide s'était prépa­rée minutieusement à cet instant, elle avait mis au point des scéna­rios, des comportements vis à vis des consommateurs de drogues, elle avait cru utile de laisser ses bijoux à la maison et de remplacer sa jupe par un vieux jean.

Quant à Anouar, depuis la veille il se pose des questions: les fami­

liers de la Boutique - sur lesquels il n'a que de vagues idées - vont-ils répondre à son attente?

Nous ne sommes plus seuls, un jeune homme nous a rejoint dont le sourire chaleureux nous ras­sure: c'est Jérôme, un éducateur. Enfin 13 h l'ouverture de la Bouti­que. Nous sommes huit person­nes dont trois consommateurs de drogues (deux hommes, Charlie et Marc, et une femme) trois édu­cateurs et nous deux. Charlie s'empresse d'allumer le poste de radio, alors que Marc prépare du café. La jeune femme se précipite vers la salle de bains car elle veut aller dormir et la règle veut que l'on procède, dans ce cas, à une toilette préalable.

Jérôme et Malika descendent au sous-sol pour remonter immédia­tement avec des serviettes pro­pres. L'arôme du café se propage dans la pièce et nous invite à nous diriger vers le comptoir, c'est ici que l'on prépare le café et les céréales. Cette ambiance nous rappelle les cafés autogérés des maisons de jeunes.

Tasses à la main, nous descen­dons au sous-sol, par un escalier qui longe le comptoir, laissant nos amis discuter et plaisanter. Là, se trouve un local faisant office de secrétariat: téléphone, télécopieur, minitel, deux tables de travail.

La Boutique paraît bien équipée et approvisionnée en denrées ali­mentaires: plusieurs stocks de

cartons de lait et de jus de fruits, des cartons de corn-flakes sont entreposés dans un petit local at­tenant.

Nous nous installons en atten­dant M. Toussirt

Au téléphone, Saki, un éduca­teur, essaie de se procurer des prestations de service auprès d'autres organisations ou asso­ciations, telles que des nuitées d'hôtel.

Monsieur Toussirt, notre «guide», arrive et nous donne le feu vert. Nous remontons et nous nous mettons à une table pour tenter de lier conversation avec l'assistance. La salle commence à se remplir de gens... et de fumée! Certains rentrent et sortent à leur guise. Ici la clef est sous la porte.

On joue aux cartes (poker, tarots), et même au scrabble. On peut discuteren Français, en Arabe, en Créole etc... ou encore danser sur un fond musical qui va de Bob Marley à la «Dance Music».

Des femmes se maquillent, se parfument, se choisissent des vê­tements, dons des voisins du quar­tier ou d'associations. Malika les conseille dans leur choix.

La boutique est, sans nul doute, un lieu convivial mais aussi un lieu d'informations, de prévention à l'in­tention des consommateurs de drogues, les murs sont pourvus de panneaux d'affichage relatifs aux règles de fonctionnement : horaires, machine à laver, dou­ches, ainsi que des affiches de campagne de prévention et de lutte contre les épidémies liées à l'usage de la drogue. Sur la table un panier est garni de seringues neuves et de fioles d'eau de javel. La Boutique, hâvre de paix mais aussi triste réalité, révélatrice d'une société impuissante face à la dro­gue. Qu'importe! Charlie, Max, Aimé, Caroline la niçoise, Caro­line la parisienne, Jessica trou­vent un peu de douceur dans leur vie de galère.

**Zubeide Iskender Anouar Guelaiem**

**APRESMIDI**

**A «LA EOUTIJE»**

*Dans le n° 44 de PEPS p.41, Mohamed Toussirt signalait l'existence d'une structure d'accueil des consommateurs de drogues la «boutique»*

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***Regard sur les lePro\_fe.ssiopts***

**DiplomES ÉTRANgERS**

LE poiNT SUR 1A RECONNAISSANCE dEs diplomEs dE SERVICE SOCIAL

HISTORIQUE

Créée en 1976 à l'initiative d'un groupe de réfugiés politiques et avec le concours de l'Ecole Nor­male Sociale, la Formation d'Adap­tation a permis à de nombreux professionnels d'exercer comme assistant de service social en France.

A l'Ecole Normale Sociale, un son­dage fait en 1988 met en lumière les données suivantes : sur 172 des anciens élèves ayant répondu au questionnaire, 102 sont d'ori­gine latino-américaine, 43 euro­péens, 27 d'autres origines. Une grande majorité est dotée de for­mation de niveau bac + 4 ou plus. Leurs réponses à l'enquête confir­ment leur intérêt pour une forma­tion visant à connaître tous les aspects structurels (droit, politi­ques sociales, etc.) du service social en France et à accompa­gner leur intégration profession­nelle. Ils jugent donc le cursus d'adaptation essentiel et ce quelle que soit l'origine, européenne ou non européenne.

La construction européenne, fon­dée sur le principe d'une libre cir­culation des travailleurs, a conduit les autorités françaises à rema­nier la réglementation de cette for­mation. Il existe désormais deux cas de figure selon la nationalité du candidat étranger : ressortis­sant de l'Union Européenne (dé­cret n° 91-745 du 16 août 1991, arrêté du 21 octobre 1991) et non ressortissant (arrêté du 22 octo­bre 1991).

**LES RESSORTISSANTS
  
DE LA C.E.E**

La reconnaissance de droit des
  
diplômes correspond à «un cycle
  
d'études post-secondaire d'une

durée minimale de trois ans ou d'une durée équivalente à temps partiel» est posée comme prin­cipe à travers la C.E.E. Quand il s'agit d'un diplôme non européen reconnu par un pays de la C.E.E., la même règle s'applique (sous certaines conditions).

Toutefois, quand la formation est «substantiellement différente» d'un pays à l'autre, l'Etat d'accueil peut exiger, après étude du dos­sier individuel du candidat, que la personne prouve son aptitude pro­fessionnelle à exercer. Elle devra choisir entre une «épreuve d'apti­tude» et un «stage d'intégration». Si la France reconnaît la formation d'assistant de service social dans le cadre de la directive européenne (3 années d'études), elle prévoit la «substantielle différence» entre les formations nationales. En effet, il existe d'énormes différences en­tre les systèmes de protection sociale et entre les mentalités des usagers et des professionnels.

Les différentes études entrepri­ses depuis la directive (Conseil Supérieur en Travail Social, Asso­ciation Nationale des Assistants Sociaux, Comité National des Eco-les de Service Social) montrent également des divergences im­portantes quant à la nature de la formation suivie. On relève no­tamment, que plusieurs pays ne distinguent pas les professions d'éducateur et celle d'assistant social. D'autre part, la formation française comprend 50% de temps consacré aux stages : niveau le plus élevé de toute l'Europe.

En conséquence de ces considé­rations, l'arrêté du 21 octobre 1991 organise les modalités de traite­ment des dossiers individuels (en confirmant le délai légal maximum de 4 mois entre réception du dos­

sier et réponse du Ministère) des termes de la directive européenne. Le candidat peut alors choisir un stage tel la «formation d'adapta­tion européenne» proposée par l'Ecole Normale Sociale qui se déroule en alternance entre ter­rain et école à partir de janvier et pour une période de 6 mois. Il lui est possible de préparer l'épreuve d'aptitude en bénéficiant égale­ment d'une formation dont les modalités peuvent être négociées individuellement. Dans les deux cas de figure (stage ou épreuve d'aptitude), le candidat doit pas­ser des examens organisés par la DRASS avant de recevoir son autorisation à exercer.

**LES NON**

**RESSORTISSANTS**

Restée inchangée pour les non ressortissants, la formation d'adaptation est soumise à une habilitation préalable du diplôme étranger. Cette habilitation est demandée par l'intermédiaire de l'école de formation en service social.

Une fois l'habilitation accordée, le candidat suit une formation théori­que et pratique de 9 mois aboutis­sant au diplôme d'État Français par voie d'adaptation(\*).

L'Ecole Normale Sociale dotée d'une longue tradition d'accueil des étrangers et d'activités sur le plan international (voyages d'étude, jumelage ...) mise sur la diversité des origines et des par­cours de formation. La présence de stagiaires étrangers peut, éga­lement, créer une dynamique nou­velle et des remises en question utiles. Favoriser l'échange et la modalité des professionnels du service social ne peut qu'enrichir la profession et par là améliorer le service rendu à l'usager.

John Ward

Responsable des Formations d'Adaptation E.N.S.

(\*) Pour de plus amples informations sur ces formations, contacter John WARD - Ecole Normale Sociale, 2 rue de Torcy 75018 Paris. Tél : 42 05 85 66 - Fax 46 07 26 19

39

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***Regard sur les pro\_fessions***

**MONiTEURS;ÉdUCATEURS**

**QUELLES PASSERELLES ?**

*En s'appuyant sur les contrats
  
de qualification, un nouveau
  
développement de la profession
  
de Moniteur-éducateur est*

*dorénavant possible.*

S'appuyant sur les deux accords paritaires régionaux concernant le personnel éducatif ont permis, le développement d'une qualification utile aux besoins de la région, mais en même temps, autorise une certaine exploitation. Bien des Moniteurs-éducateurs ont un poste éducatif fort peu différent de celui de l'éducateur.

Il nous semble opportun (en paral­lèle d'ailleurs avec l'action menée par les Moniteurs-éducateurs de la région de Bordeaux), de défen­dre à la fois le statut et la formation du Moniteur-éducateur ainsi la passerelle à laquelle ce statut autorise.

Le fossé entre moniteur et éduca­teur souhaité par certains em­ployeurs relève pour nous d'une opération de gestion financière issue d'une vision taylorienne du travail peu adaptée à la pratique sociale et éducative des Moni­teurs-éducateurs.

Voilà pourquoi nous sommes in­tervenus une nouvelle fois à la DRASS, le 10 février 1994.

MOTION dE LA COORdINATION ÉTUdIANTE d ES TRAVAILLEURS SOCIAUX

L'enjeu de la passerelle

La passerelle est l'instrument per­mettant l'appropriation d'un «sa­voir faire» professionnel et d'un «savoir-être» lié à l'expérience personnelle.

Elle a pour objectif d'accéder à un diplôme d'État dans une poursuite

logique du C.A.F.M.E. C'est une réelle voie promotionnelle qui s'ins­crit dans un cursus, évitant toute exclusion et permettant le droit à la formation pour tous. C'est dans une logique de promotion sociale et professionnelle que tout moni­teur éducateur doit pouvoir s'il le désire, faire la passerelle et béné­ficier d'allégements pour ne pas être pénalisé, soit par le temps, soit par le contenu de la formation pour l'obtention du D.E.E.S.

La passerelle permet de poursui­vre dans la continuité des acquis théoriques obtenus pendant les deux ans de formation C.A.F.M.E. Elle permet de garder le bénéfice de ces atouts. Il faut aussi tenir compte des motivations profes­sionnelles des individus (recher­che de reconnaissance par exem­ple) et accepter tout l'idée d'un trajet individuel de formation pour tous.

La réalité du terrain fait que la distinction entre éducateur spé­cialisé et moniteur éducateur est vraiment minime, si ce n'est au niveau du statut et de la rémuné­ration.

Cette réalité de travail demande aux moniteurs éducateurs des compétences souvent supérieu­res à celles qui étaient deman­dées auparavant. C'est dans le sens d'une nouvelle perspective de travail (la réalité de travail d'hier n'est plus la réalité d'aujourd'hui) que des moniteurs éducateurs ont besoin de « faire la passerelle » afin de s'adapter à de nouvelles

formes de travail social pour mieux répondre à une montée de l'exclu­sion.

Laisser à l'éducateur le travail de projet autour des besoins de l'usa­ger et au Moniteur éducateur le suivi de ce même usager, c'est promouvoir une division du travail «qui morcelle la clientele du so­cial».

Le statut joue un rôle non négli­geable dans la crédibilité d'un pro­jet. La passerelle est UN DROIT à la formation pour les moniteurs éducateurs, scandaleusement freiné par la politique d'austérité du social installant des quotas, et par un financement insuffisant des centres de formation qui diminuent les formations en cours d'emploi.

- Droit à l'enrichissement person­nel (la recherche du sens est utile!), droit à l'appropriation d'un savoir professionnel,

- Droit à la promotion sociale, en acquérant le diplôme d'éducateur.

Enfin la passerelle est à l'image du travailleur social qui cherche à jeter des ponts entre différents métiers.

C'est pourquoi notre démarche s'inscrit dans l'intégation à de nou­veaux métiers afin de faciliter les transversalités.

Coordination Régionale des Centres de Formation de Travailleurs Sociaux

22, Rue Halevy, 59 000 Lite.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***kegara 5747' les professions***

**LE MOUVEMENT**

**dES HCORRESpONdANTS"**

*Les missions locales (M.L.) et les Permanences d'Accueil, d'information et d'Orientation, créées en 1982, doivent faire face depuis* ***1993*** *à une lourde diminution de leur budget Crédit Formation ldividualisé (1). L'association Nationale des Permanents des M.L. et P.A.I.O. rend compte des actions menées depuis un an.*

En janvier 1993, l'Etat annonce la diminution du budget CF1(cré-dit formation individualisé), CLD (chômeur longue durée), PAQUE (préparation active à la qualifica­tion et à l'emploi). A Paris et en Ile de France, cette diminution a pour conséquence la suppres­sion de postes de correspon­dants.

Un collectif se constitue pour dé­finir des moyens d'action :

- Une lettre est envoyée à Martine Aubry pour dire Non

- Une journée d'action et de grève s'organise le 4 mars. Une délé­gation nommée est reçue par des représentants du Ministère du travail.

Insatisfait des réponses de la DFP (Délégation à la Formation Professionnelle) et de la DRFP (Direction Régionale de la For­mation Professionnelle), le Col­lectif écrit au Préfet de Région pour demander le maintien des postes dans toutes les structu­res d'accueil.

Un état des lieux des postes de correspondants s'effectue sur

I'lle de France. Des commissions de travail doivent se mettre en place mais le mouvement s'es­souffle. Le maintien des postes et de l'enveloppe budgétaire sont accordés par la DRFP, mais le changement de gouvernement et donc, d'interlocuteurs sont autant de raisons qui amènent la mise en veille du mouvement. En conclusion, fin mars 1993, le Collectif des correspondants a gagné de ne plus rester dans l'ombre, d'obtenir un budget sup­plémentaire, même si ce n'est qu'un pansement au vrai pro­blème, et de recommencer l'ac­tion à tout moment.

Le 16 octobre 1993, une Asso­ciation Nationale des Personnels des ML (Mission locale) et PAIO (Permanence d'Accueil d'Infor­mation et d'Orientation) se crée. L'objectif est de fédérer les per­sonnels, de travailler sur une convention collective et d'être un observatoire de la politique de formation professionnelle et d'emploi jeunes.

Le 4 Décembre, se décide une nouvelle journée d'action et de

Catherine Charbonnier

Conseillère PAIO

1. cf lettre adressée à Martine Aubry, ancien ministre du travail, in PEPS No 41, mars 93 p59
2. le n°1 de la lettre du Réseau d'Accueil / Jeune - Région Ile de France appelé ENJEUX. Mars 1994

Cette publication traite les questions relatives au mouvement des personnels des ML et PAIO : politique de formation professionnelle et d'em­ploi jeune, l'insertion des jeunes en danger, le statut des conseillers.

Pour tous renseignements,

s'adresser :16 (1) 45 79 37 03

grève en date du 11 janvier 94 pour protester contre les consé­quences du Plan Quinquénal qui sera voté le 20 décembre 93, en direction des Réseaux d'Accueil jeunes et des Professionnels. Aujourd'hui, 23 février 94, le Col­lectif appelé à présent groupe­ment, a gagné de se structurer, de créer une section régionale Ile de France qui se rattache à

l'Association Nationale, de créer 41
  
un journal (2), de réouvrir les commissions et projette une ma­nifestation en mai 94.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***1Z e g ta e à .e u r*** *tee projfeesions*

**LE TRAVAit** SOCIAL

**EN CORCOUE**

*Les 7 et 8 octobre 1993 s'est
  
tenu le Colloque «Prospective et
  
Travail Social» dans le campus de
  
l'Université de Toulon et du Var.*

Organisé à l'initiative de trois or­ganismes locaux : l'Ecole de Ser­vice Social de la Croix-Rouge Francaise, le Centre de Recher­che et d'Etudes Sociales du Var (C.R.E.S.V.) et l'Institut de Re­cherches et d'Innovations Sociétales (I.R.I.S.). Ce Collo­que a reçu le soutien actif de la Mairie et de l'Université de Tou­lon.

Plus de 400 participants en pro­venance de toute la France, et aussi d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas, du Québec, ont as­sisté à ce Colloque. Venus d'ho­rizons très différents, se sont cotoyés pendant deux jours des travailleurs sociaux, des respon­sables d'associations, des chefs de service, des responsables administratifs, des formateurs, des directeurs, montrant ainsi la diversité des acteurs impliqués aujourd'hui dans l'action sociale. Les organisateurs avaient pour objectifs :

- De favoriser un lieu de confron­tation de tous les acteurs de l'in­tervention sociale, tant au niveau local que national et européen.

* D'analyser les mutations socio-économiques en cours et de com­prendre les tendances du futur.
* De connaître et analyser le sens des modifications intervenues dans le travail social, ses prati­ques, ses méthodes, sa théori­sation, et de déterminer les pers­pectives qui lui sont offertes.

Il s'agissait, pour le Travail So­cial de sortir du discours sur la crise par une réflexion sur les perspectives ouvertes à partirdes

différentes innovations
  
recencées dans les pratiques ; pour l'ensemble des acteurs de l'action sociale, de repérer les transformations en cours au ni­veau socio-économique.

La première journée du Colloque a porté sur les mutations en cours, sur les tendances qui se dessinent aussi bien dans l'Eco-nomie, les liens sociaux, les po­litiques sociales que dans le tra­vail social. La journée s'est clôtu­rée par une note artistique car la troupe du Théâtre de la Gar­gouille (lieu d'insertion et de création pour des personnes en

provenance d'itinéraires divers, R.M.I, S.D.F., handicapés, bé­névoles) a présenté une comé­die «Lisysrata» d'après Aristo­phane.

La deuxième journée s'est ouverte par un exposé de Ma­dame Brigitte Bouquet articulant passé et présent du travail social et montrant les convergences et fractures entre l'histoire et le de­venir. Une présentation des ate­liers a été faite par Madame Cristina De Robertis. Les ate­liers concernaient les change­ments du travail social.

Ceux de l'après-midi ont surtout traité de la théorisation des pra­tiques, de leur modélisation, bref de la construction des savoirs ainsi que de leur transmission entre autres dans le cadre des formations.

**Christina de Robertis**

Pour tout renseignement supplémentaire ; École de Service Social de la Croix Rouge Française - 37, Avenue Lazare Carnot, 83000 Toulon.

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*r t s e t c l t u e*

**Au u OUL**

**DE VOUS ',P,s< E**

**SUR GRAND ECRAIN**

**CiNEMA** EspAgNol

|  |  |
| --- | --- |
| *Il n'est guère facile, depuis Paris, d'ap-préhender le Cinéma Espagnol qui n'a jamais vraiment embar­rassé nos écrans.* |  |
|  | MACMO (Espagne/France/Italie) de Bigas LUNA, |

Nos voisins Ibériques ne produi­sent plus, il est vrai, qu'une tren­taine de films par an alors qu'il y a une dizaine d'années seulement, leur production annuelle s'élevait à plus d'une centaine de longs métrages.

Le grand public connaît les noms-phares, Luis BUNUEL (1900/1983) dont les films ressortent régulière­ment, et Carlos SAURA dont CRIA CUERVOS, son plus grand suc­cès en 1975, correspondait à la mort du Caudillo, FRANCO.

Son dernier film, AY CARMELA (1990) avec Carmen MAURA nous racontait justement l'Espagne de la Guerre Civile, traversée par une troupe de comédiens.

Le cinéaste prépare aujourd'hui un film sur les derniers jours du peintre espagnol, Francisco GOYA , mort à 82 ans à Bordeaux en 1828.

Aujourd'hui, PedroALMODOVAR représente-t-il l'Espagne moderne, débarrassée des tabous sexuels et religieux ? Son humour corrosif, ses outrances de toutes les cou­leurs, ressemblent bien à un dé­capage radical et permanent des mentalités.

Le succès public a répondu aux provocations de l'enfant chéri de la Movida Madrilène. TALONS AIGUILLES sorti en janvier 1992 est toujours sur les écrans pari­siens et régulièrement des cycles réunissant ses films anciens sont affichés dans les salles.

Son dernier né, KIKA privilégie toujours les personnages au détri­ment de l'histoire et s'attaque joyeusement à la "Société du Spectacle" avec ses comédiens habituels dont Victoria ABRIL, in­croyable reine de "réality-shows". On peut regretter l'absence de la délicieuse Carmen MAURA qui

donnait tant de prix à plusieurs de ses films dont l'hilarant FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (1987).

KIKA ressasse les mêmes théma­tiques où sexe, meurtre et pas­sions forment un mélange sans surprise. (sortie le 19 janvier 1994).

La virilité et le machisme ibères sont loins d'être morts, en particu­lier avec les films du Catalan Bigas LUNA: JAMBON,JAMBON, Lion d'Or au Festival de Venise 1992 a remporté un succès appré­ciable ainsi que MACHO (sortie le 2 mars 1994) où un séducteur machiste, Bénito, exprime ses ambitions et ses volontés de nou­veau riche en désirant tout en dou­ble, deux femmes, deux montres rollex en or, deux chiens... à l'image de ses deux "cojones"... Il finira frustré et prostré aux pieds d'une garce qui le trompe avec

*43*

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

***r ts*** e *c*etl *t et r* ***e***

son jardinier dans un taudis de Miami.

Derrière les audaces sexuelles de Bigas LUNA, se cache cepen­dant toute une foule de détails passionnants sur la vie péninsu­laire et sur la mentalité espagnole. Les prudes seulement doivent s'abstenir.

Autre film, autre cinéaste débar­quant sur nos écrans (le 16 février 1994) et provenant du Festival de Cannes 1993, L'ECUREUIL ROUGE, second long métrage de Julio MEDEM où un jeune suici­daire rencontre une jeune fille devenue amnésique après un accident de moto. Il s'inventera une nouvelle vie en se glissant dans celle de la femme à qui il fera croire qu'ils sont amants depuis plusieurs années...

Ce mensonge entraîne l'histoire dans une spirale entre réalité et fantastique où la mise en scène et le jeu des comédiens nous intri­guent en permanence.

Enfin, BELLE EPOQUE de Fer­nando TRUEBA confronte un jeune déserteur à un vieux pein­tre désabusé, en 1931, alors que la République Espagnole se pro­file à l'horizon. Le peintre (I' ac­teur-cinéaste Fernando FERNAN-GOMEZ, célèbre partout sauf en France où ses films ne sont pas distribués) a quatre filles plus bel­les les unes que les autres. Le jeune déserteur (Jorge SANZ déjà vu dans AMANTS de Vicente ARANDA en 1993 ) va connaître sa "Belle Epoque"... (à partir du 9 février 1994).

L'Espagne a enfin franchi les Py­rénées. On peut espérer qu'elle s'installe durablement sur les écrans Français.

James IVORY, cinéaste anglo-américano-indien.

James IVORY est un cinéaste à part, inclassable. Près d'une tren­

taine de longs métrages derrière lui !

Ses films sur l'Inde et l'Occident portent le regard d'un homme partagé entre deux mondes, pas­sionné par les interpénétrations des civilisations et des cultures. SHAKESPEARE WALLAH (1965), le film qui révèle IVORY, confronte les communautés an­glaises et indiennes à travers les pérégrinations d'une troupe de comédiens britanniques ambu­lants parcourant l'Inde et oppose deux formes artistiques : le théâ­tre qui n'attire plus les specta­teurs et le cinéma alors en pleine ascension auprès du public. L'An­gleterre Shakespearienne d'an­tan et l'Inde d'aujourd'hui n'ont plus rien à se dire. Les riches colons anglais comme les maharadjas appartiennent à un monde disparu, définitivement éteint...

James IVORY reviendra réguliè­rement à l'Inde avec ses habi­tuels complices, le producteur Ismail MERCHANT, musulman de Bombay et la scénariste Ruth PRAWER JHABVALA, native d'Allemagne et épouse d'un ar­chitecte indien.

CHALEUR ET POUSSIÈRE (1983) offre un double tableau de l'Inde à travers deux époques et deux femmes différentes. Tou­jours le même balancier passé-présent chez cet esthète cosmo­polite qui navigue avec le même bonheur de son Boston natal au Paris de Montparnasse des an­nées 1920 (QUARTET 1980 avec Isabelle ADJANI et Alan BATES) et aux milieux underground et ar­tiste de Manhattan (ESCLAVES DE NEW YORK 1989 avec Ber­nadette PETERS).

La trilogie anglaise CHAMBRE AVEC VUE (1986), MAURICE (1987), et RETOURA HOWARDS END (1991) d'après le romancier Edward Morgan FORSTER (1879/ 1970)constitue sans doute l'abou­tissement du talent de James IVORY, " le réalisateur le plus british du cinéma américain".

L'hypocrisie post-victorienne de l'Angleterre est dans ces trois films, épinglée avec jubilation et un sens stupéfiant du détail juste, précis et révélateur.

Que ce soit la découverte de l'Ita­lie sensuelle par une jeune an­glaise de la meilleure société du début du siècle dans CHAMBRE AVEC VUE, les préjugés de l'An­gleterre Victorienne pour une his­toire d'amour au masculin dans MAURICE ou les tableaux cruel­lement nostalgiques des moeurs et coutumes bourgeoises dans le Londres de la fin du XIXè siècle dans RETOUR A HOWARDS END, le raffinement esthétique du réalisateur ne porte jamais pré­judice à l'histoire. Il travaille et sert formidablement bien l'intri­gue...

VESTIGES DU JOUR (sortie le 23 février 1994, distribution CO­LUMBIA TRISTAR) adapté d'un roman du japonais Kazuo ISHIGURO, nous ramène à l'An­gleterre contemporaine cette fois et nous semble presque familière. Anthony HOPKINS et Emma THOMPSON déjà présents dans RETOUR A HOWARDS END sont les comédiens rêvés de ce film obsédé par l'ordre et la tradition à travers le monde clos d'un major­dome anglais qui ne verra de la vie que la satisfaction apportée à son maître. Celui-ci, Lord Darlington (James FOX) a des liens étroits avec les Nazis. Miss Kenton, (Emma THOMPSON), la gouvernante ne parviendra pas à ébranler son impassibilité coutu­mière ni à lui offrir un autre ave­nir...

Le film magistralement interprété est superbe ! Trop long, trop lent sans doute, diront ses détracteurs. Ces deux êtres qui se sont four­voyés ne sont cependant jamais schématiques ni ennuyeux.

James IVORY mériterait une ré­trospective complète de ses films qui mettrait brillamment en lumière la cohérence de l' oeuvre.

**Guy Jouannet**

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**A r *ts e t*** *r* ***e***

**MÉgAlopoLE, TAq**

**ET rta ÉqA 1.0 MAN i E**

*Chacune de ces inscriptions,
  
apposées sur les surfaces de la cité,
  
agit comme un catalyseur d'émotions,
  
d'impressions, et ce autant pour celui
  
qui en est à l'origine que pour celui
  
qui ignore tout du phénomène.*

Le passant ne cherche pas, à la vue d'un tag, à en décrypter sa signification sémantique.

Ce comportement n'est pas en contradiction avec le point de vue de l'auteur du tag. Pour ce­lui-ci, l'inscription se vide pro­gressivement de son sens à force de répétition, comme ce serait le cas pour n'importe quel mot. Une fois fondu l'enrobage de la signi­fication, érodée par l'usage, on peut percevoir le sens profond du tag, sa fonction de support à l'expression.

Cet étiolement du sens à force de répétition, on le retrouve dans l'environnement spécifique au tag : la ville. Les masses de gens qu'elle draine dépersonnalisent l'individu. Chaque être, dans toute sa complexité unique, est réduit à l'état de bovin, de chair ambulante. En allanttravaillerj'ai croisé mille personnes, mais je n'ai croisé personne. La mégapole isole, le tagueur ba­lise. Il balise par l'écriture -ex­pression on ne peut plus person­nelle- le labyrinthe d'acier, de verre et de chair qui l'entoure. Le réseau uniformisé, informatisé, régulé, aseptisé dont il fait partie, dont il subit l'inexorablefonction-

nement. Comme la publicité dé­bile qu'on nous assène cons­tamment, cette mascarade gro­tesque, tellement gigantesque qu'on ne la voit plus. On ne la conteste pas, elle fait partie du système.

**MÉTRO,**

**«L'ESPRIT VIDE»**

Le tagueur utilise les mêmes sup­ports, les détournant ainsi de leur utilité première, les reprenant à son compte. Il utilise les mêmes logiques, il impose, il est proprié­taire de sa marque ; il dépose un nom, en fait la promotion, il le multiplie afin de lui donner de la valeur, il devient connu et re­connu.

Le tagueur et son pseudonyme existent au sein d'une commu­nauté, celle des tagueurs. Com­munauté qui ne doit son exis­tence qu'à celle de la mégalo­pole et l'absence de vie commu­nautaire qui lui est propre. Le tag ne va pas à l'encontre du sys­tème. Il naît en son sein, s'y développe et s'y accroche. Ses créateurs constituent un micro­cosme qui fait partie des myria­

des de sous-cultures propre à la mégalopole.

Le jeune en quête d'aventure urbaine jouit en transformant la ville, qui écrase son identité, en un diffuseur de son identité. La force de sa démarche est pro­portionnelle à l'importance de la ville qui l'entoure. Dans son en­treprise le tagueur considère la mégalopole et ses artères comme autant de veines dans lesquelles doit couler son sang, sa personne, portée par son pseudonyme.

Ainsi, le wagon de métro n'est pour lui qu'un globule auquel il attribue une mission : diffuser son logo tatoué sur ses flancs. Chaque métro, chaque camion­nette, chaque store s'exécutera docilement.

Le tag, et donc virtuellement l'in­dividu qui en est l'auteur, seront imprimés sur tous les supports captant des images de la ville. Ils seront ainsi diffusés à l'échelle de la planète. Ils existeront aussi longtemps que la " civilisation " elle même.

5

**Etienne RACINE**

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**LOGEMENT,**

**LE DROIT DES**

**EXCLUS**

PAR QUENTIN WODON, LES EDITIONS OUVRIERES, COLLECTION : LE SOCIAL EN ACTE, 1992, 176 PAGES.

*Il y a 40 ans, l'Abbé Pierre lança un appel de solidarité aux sans-abri. Que constatons-nous aujourd'hui ?*

*Les gens meurent autant de froid, les exclus (du logement) sont de plus en plus nombreux ; comme l'actualité récente nous le rappelle.*

*On estime à 10% la part de la population française mal logée, dont 400 000 sans-abri et 500 000 vivant dans un habitat insalubre. C'est le constat que fait Quentin Wodon, ingénieur commercial, maître en sciences économiques et licencié en philosophie. Ancien cadre d'une multinationale américaine, il a rejoint le volontariat permanent du Mouvement ATD Quart Monde en janvier 1989.*

*Préfacé par Louis Besson, ancien ministre délégué au logement, cet ouvrage est un regard saisissant sur un monde à part, celui des familles les plus défavorisées en quête d'un logement. Leur expé­rience révèle que la recherche d'un toit constitue un véritable parcours du combattant. Ces familles sont avant tout guidées par un souci de dignité; en effet la notion de la dignité n'est-elle pas le seul point de référence si l'on veut vraiment supprimer les obsta­cles qui empêchent les droits de l'homme (dont le droit au logement) d'être vraiment inaliénables ?*

*C'est ainsi que le voit le Père Wresinski dans son approfondissement du lien entre le droit au loge­ment et les autres droits ; l'absence de logement débouche inévitablement sur l'absence des droits économiques, sociaux et culturels et paralyse d'em­blée la vie associative, la participation syndicale et politique.*

*Pourtant, dans une societé aussi avancée et «civi­lisée» qu'est la société occidentale, n'est-on pas en droit de s'attendre à un droit au logement décent pour tous ?*

*Exploitant largement les matériaux constitués par le mouvement ATD Quart Monde, cette étude se compose de deux parties : la première relate les récits basés sur les expériences réelles des sans-abris ; la seconde décrit les mécanismes mis en place, l'arsenal des moyens d'actions, la trousse à outils créée par la loi Besson du 31 Mai 1990 confirmation du droit au logement. Elle nous éclaire sur les facteurs contribuant à la naissance de cas*

*d'exclusions (dispersion des niveaux de décisions, attitudes de rejet social etc.) ; elle passe en revue les textes de loi ou les politiques pratiquées.*

*En fin de compte, le but de cet ouvrage est de déclencher un réel engagement du pays qui aille au delà des déclarations d'intention et des actions « en marge « de nos institutions.*

*C'est grâce à un exercice de parternariat avec les plus pauvres qu'une telle politique peut aboutir vu que cette partie de la population n'est pas entendue dans les enceintes où sont consultés les parternaires sociaux officiellement reconnus; Pour ce faire, il faudrait créer une représentation authentique des citoyens les plus pauvres, et former le personnel en place au dialogue avec eux pour contrôler l'applica­tion des droits qui leur sont dûs.*

***D. Mabiala***

**DE FREINET**

**A LA PEDAGOGIE**

**I b1STITU.710NNELLE**

**OU L'ÉCOLE**

**DE GENNEVILLIERS**

PAR AHMED LAMIHI, 1994, 160 PAGES,
  
EN VENTE CHEZ L'EDITEUR : IVAN DAVY
  
EDITEUR, LA BOTELLERIE
  
49320 VAUCHRETIEN.

*«La pédagogie institutionnelle consiste à remettre entre les mains des élèves tout ce qu'il est possible de leur remettre, c'est-à-dire non pas l'élaboration des programmes ou la décision des examens, qui ne dépendent ni de l'enseignant ni des élèves, mais l'ensemble de la vie, des activités et de l'organisa­tion du travail, à l'intérieur de ce cadre. Les élèves, non seulement peuvent travailler ou ne pas tra­vailler, mais de plus ils peuvent décider eux-mêmes de leurs rapports, c'est-à-dire de leurs relations «ici et maintenant», de leurs activités communes, de l'organisation de leur travail, des objectifs qu'ils entendent poursuivre. Ils détiennent donc entre leurs mains les institutions de leur classe qu'ils peuvent, selon les cas, laisser en suspens, consti­tuer sur de nouveaux modèles, constituer sur des modèles traditionnels, etc. »*

*Le présent ouvrage retrace, à partir, de textes essentiels devenus pratiquement introuvables et de témoignages inédits, l'évolution de la pédagogie Freinet vers la pédagogie institutionnelle autoges­tionnaire.*

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

**SOCIOLOGIE DU**

**TRAVAIL**

PAR MARCELLE STROOBANTS, NATHAN
  
UNIVERSITE, «COLLECTION 128», 1993.

*Ce volume expose les fondements, les orientations et les objets de la sociologie du travail. il récapitule les épisodes caractéristiques de la mise au travail depuis l'industrialisation, les techniques d'organi­sation de la production et leurs modes d'emploi, au-delà des entreprises. ll restitue les analyses des divisions et des points communs entre les tra­vailleurs. Il confronte les identités professionnelles à la dynamique des conflits et des tensions du marché de l'emploi.*

*Sont ainsi mis en lumière les acquis, les débats classiques et les prolongements actuels de la so­ciologie du travail, indispensables pour évaluer les changements et les continuités des structures du salariat.*

*En 128 pages, cette collection, conçue en priorité pour les étudiants du premier cycle universitaire, propose des manuels de synthèse des connaissan­ces et une gamme d'ouvrages de référence, de méthodologie d'entraînement.*

**COMPRENDRE LA**

**GARANDERIE**

PAR PATRICK TAPERNOUX, PRIVAT, COLLECTION, FORMATION PEDAGOGIE, 1994, 160 PAGES.

*L'influence de la pensée pédagogique d'Antoine de La Garanderie auprès des enseignants est unani­mement reconnue. Si la plupart de ses ouvrages sont largement accessibles, il manquait une intro­duction à l'homme et à l'oeuvre, permettant d'en mieux apprécier l'originalité.*

*Cet ouvrage retrace tout d'abord sa formation et son itinéraire intellectuel et expose les grandes lignes de sa pensée pour le replacer enfin dans le contexte des autres méthodes cognitives.*

*Une place toute particulière est donnée à la mé­thode de la gestion mentale qu'il a popularisée dans le monde enseignant. Celle-ci vise à rendre l'élève conscient de son propre fonctionnement intellec­tuel et à lui permettre ainsi d'améliorerses aptitudes et ses performances.*

*Un livre à utiliser pour la formation des travailleurs sociaux.*

**SOCIOLOGIE DE LA**

**FAMILLE**

**CONTEMPORAINE**

FRANÇOIS DE SINGLY, EDITION NATHAN, UNIVERSITE, COLLECTION 128, 1993.

*Livre agréable à lire qui fait le point, de façon très pédagogique et synthétique, sur l'état actuel de la recherche, dans le domaine de la sociologie de la famille.*

*Malgré les apparences, les traits de la famille que décrivait Durkheim à la fin du 19ème siècle, se retrouvent cent ans après.*

*Des changements intervenus se concrétisent es­sentiellement par une privatisation de la famille et une plus forte intervention de l'Etat qui contrôle et régule les relations des membres de cette famille.*

*Cette famille contemporaine est caractérisée par trois grands changements :*

1. *Une plus grande dépendance vis-à-vis de la sphère publique*

*Constat qui ne supprime pas l'existence de ten­sions, de luttes ou de contradictions :l'Etat comme substitut économique du mari (allocation de pa­rents isolés) et soutien des transformations de la famille (autorité parentale, concubinage), l'école se substitut aux parents pour l'orientation profession­nelle...*

1. *Une plus grande indépendance vis-à-vis des cercles de la parenté*

*Cette autonomie s'exprime par un repli de la famille conjugale, par de nouvelle stratégies matrimonia­les dans le choix du conjoint, par des liens de parenté différents et de relations affectives plus marquées dans la famille.*

1. *Une plus grande indépendance des hommes et des femmes vis-à-vis de cette famille*

*Depuis les années 60, la baisse du mariage, et l'augmentation des unions libres et des familles monoparentales, ou «recomposées», la diminution du nombre des enfants et enfin la généralisation du travail scolaire des femmes, ont transformé la fa­mille.*

*Si dans la recherche de cet équilibre, hommes et femmes revendiquent une autonomie, un accord sur le partage entre zones communes et zones protégées semble difficile ; de fait, si le degré de dépendance féminine a changé (professionnelle­ment), le maintien des fonctions domestiques per­siste.*

*Tous ces changements introduisent une fragilité conjugale et familiale. Donc, livre à lire.*

*E.A* ***uger***

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*47*

**ACTES MANQUES**

**DE LA RECHERCHE**

PAR RENE LOURAU, EDITION PUF,
  
COLLECTION LA POLITIQUE ECLATEE,
  
1994, 235 PAGES.

*La matière essentielle de cet ouvrage, c'est le rapport impliqué à l'écriture dans différentes situations.*

*Les implications dans l'acte de recherche font sou­vent de ce dernier autre chose que ce que le chercheur voulait ou croyait : Un acte manqué.*

*Selon Lourau, outre l'institution scientifique, l'insti­tution éditoriale offre, avec Flaubert et Artaud, le vertige d'autodestruction de l'auteur et de l'homme lui-même devant la peur de ne pas accéder à l'existence littéraire.*

*Les implications traitées dans ce livre concernent notamment celles de la théorie de l'enquête de John Dewey, la "folie d'Auguste Comte", les actes manqués de Lucien Lévy-Bruhl, de Freud et les rapports des auteurs à l'institution éditoriale.*

*Chaque chapitre du livre est suivi d'extraits du journal de René Lourau dans le temps où il prépare et produit ce livre, dont la lecture sera d'une grande utilité tant pour les étudiants que pour les décideurs en matière de travail social.*

**L'ACCUEIL**

**TEMPORAIRE DES**

**PERSONNES AGEES -**
  
**LE DROIT AU REPIT
  
DES FAMILLES**

PAR : D. ARGOUD, M.-J. GUISSET ET A.
  
VILLEZ SYROS, COLLECTION UNIOPSS,
  
1994, 224 PAGES.

*S'appuyant sur une étude réalisée auprès de 17 structures d'accueil temporaire, sur les enquêtes menées auprès des professionnels et de 73 fa­milles, l'UNIOPSS et la Fondation de France défi­nissent l'accueil temporaire des personnes âgées comme un moyen de maintenir les personnes âgées dépendantes au coeur des générations et de la vie sociale. Cette formule permet en même temps aux familles, aidant un parent dépendant, de relâcher temporairement cette tension qui caractérise le plus souvent leur accompagnement.*

*Cette philosophie de prise en charge communau­taire, de convivialité, est désormais sortie de la confidentialité, mais elle doit être en mesure de s'adapter à l'évolution de la demande. Ouvrage très intéressant sur ce sujet.*

**TROIS COULEURS**

BLEU,
  
Le ciel de Sarajevo, là-bas, en ce matin d'hiver,
  
et un film, ici,
  
pour adoucir peurs et inquiétudes.

BLANC
  
Le chemin et le toit des maisons.
  
Là-bas, tout comme ici,
  
des enfants jouent, rient, chahutent dans la neige.

ROUGE
  
La tache qui, là-bas, éclabousse le ciel et la neige,
  
le sang qui comme toujours, coule du front des victimes.
  
Et ici, dérisoires,
  
l'indignation impuissante et la colère étouffée.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ ?
  
Ici et là-bas ?
  
Mais dans combien de temps ?
  
Mais dans combien de morts ?

Catherine Boulenger

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*FORUM*

*Dans le prolongement des «Etats généraux des éducateurs», et après «Educ'acteur»,*

*LIEN SOCIAL organise son prochain forum FORMATION ET LUTTE DES PLACES*

*Aujourd'hui quelle formation, pour quel éducateur et au service de quel projet ?*

*13 et 14 octobre 1994 à Toulouse Inscriptions et programmes sur de­mande à Lien Social à compter du 1er mars 1994*

*Tarifs : 850 F avant le 10/07/94, 1050 F après*

***Lien Social - 31031 Toulouse*** *Ce­dex* ***- Tél : 61 80 28 66***

*DIGA*

*Une mémoire plurielle, présente ses bases de données regroupant 5 pô­les (A, B, C, D et E).*

*A (Politiques publiques), B (Société civile, Vie associative, Jeunesse), C (Marginalités, Délinquances, Dé­viances, Excusions), D (International, Interculturel), E (Information, Docu­mentation, Médias-Communication).* ***Pour toute information : Réseaux Duriez - B.P. 84 - 14602 Honfleur Cedex. Fax : 31 89 34 34.***

*ASUD JOURNAL*

*Le numéro 5 de ce journal qui se veut auto support des usagers et ex-usa­gers de drogues vient de sortir. ASUS Journal est une publication entièrement conçue, réalisée et dis­tribuée par des usagers et ex-usa­gers de drogues, pourles usagers de drogues.*

*ASUD Journal est diffusé gratuite­ment et publie les témoignages, des­sins, poèmes, remarques et critiques des gens intéressés par la question de la drogue.*

***Pourtout renseignement : 45, Rue, Rébéval, 75019 Paris.***

*UN MONDE
  
PARTICULIER A
  
DECOUVRIR, DEUX
  
MANIFESTATIONS A
  
VOIR ...*

*INSTITUT NATIONAL DE JEUNES*

*SOURDS DE PARIS*

*254, Rue Saint-Jacques,*

*75005 Paris*

*BICENTENAIRE*

*Le 5 avri11994,jourpourjour,11.N.J.S. de Paris fêtera le bicentenaire de l'entrée des élèves dans les murs du bâtiment historique.*

*Cette commémoration sera accom­pagnée de deux manifestations pu­bliques :*

*- l'exposition «A corps et* à *cri» du 6 avril au 27 mai 1994 ;*

*- le festival de cinéma «Images, si­gnes et ponctuation» les 29 et 30 avril 1994.*

*Pour la première école publique d'éducation pour enfants sourds, ce sera l'occasion d'une réflexion sur la spécificité d'une pédagogie à l'heure de l'intégration scolaire, mais aussi un moyen d'informer sur la surdité et de s'interroger surl'avenirde la com­munauté sourde.*

*A côté des partenaires institution­nels, les manifestations du bicente­naire ont pour marraine Emmanuelle Laborit, comédienne sourde, meilleure révélation théâtrale, Mo­lière 93 pour la pièce «Les enfants du silence», et pour parrain Paul Reinmud, ancien élève de l'I.N.J.S. de Paris et grand sportif sourd qui a participé aux premiers Jeux Mon­diaux Silencieux à Paris en 1924. Pour tout renseignement :*

***Contact presse : Brigitte Le Guern -Tél : 40 38 20 43 -Télécopie : 40 38 20 64.***

*Commissaire de l'exposition : Didier Séguillon.*

*Responsable du festival de cinéma :* ***Guy Jouannet - Tél : 43 29 24 00 - Télécopie : 46 34 78 76.***

*FACULTE LIBRE D'ANTHROPOLOGIE DE PARIS*

*83 Rue Lamarck, 75018 Paris, Organise les Conférences-débats suivants :*

*- Samedi 7 mai 1994, 14h. 30 -16h. 30 (Lecture du mythe : anthropologie de la Grèce Antique-C. Barbé). 20h - 23h (Place de l'image dans le monde contemporain-lecture de l'image).*

*- Dimanche 8 mai 1994, 14h. 30 - 17h (Le langage comme construction -J. Halbronn).*

*- Samedi 25 juin 1994, 15h (Violen­ces et situations à risque).*

*Lieu : 6, square Caulaincourt, Paris 18ème.*

***Renseignements et inscriptions : Lierre et Coudrier FALAP, B.P; 54, 75861, Paris, Cedex 18, Tél : 42 55 00 27.***

*L'ASSOCIATION DE GERONTOLOGIE DU XIIIEME*

*(Centre de Formation) - 1, Rue de la Butte aux Cailles-75013 Paris, Tél 45 80 15 25.*

*propose des stages de formation aux professionnels afin de se rencontrer autour d'un thème : en 1994: Vivre en institution (26 avril), La personne âgée et sa famille (24 mai), Le bien être (14 juin), La dépression (27 sep­tembre), La santé et l'équilibre (18 octobre), L'agressivité-La violence (22 novembre), L'accompagnement en fin de vie (13 décembre).*

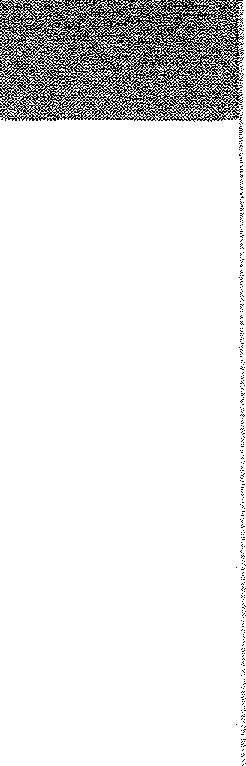
*En 1995: La mémoire (24 janvier), Les crises (21 février).*

*I.N.E.F*

*(Institut National de l'Enfance et de la Famille) - Formation Continue orga­nise à Paris un cycle de trois confé­rences:*

*«Les responsabilités des travailleurs*

MI 1 I 1 1 :1



*49*

PEPS n° 45 janvier-mars 1994

*sociaux face à la maltraitance» -Jeudi 24 mars 1994 -14h à 17h (La décentralisation et ses con-séquen­ces)*

*- Jeudi 26 mai 1994 - 14h à 17h (Le secret professionnel)*

*-Jeudi 29 septembre 1994 -14h à 17 h (Les responsabilités civile, pénale, salariale, administrative des tra­vailleurs sociaux).*

*Renseignements et inscription : I.N.E.F, 91, Rue du Fauboug St-Martin, 75010 Paris, Té!: (16-1) 42 45 75 49*

*JOURNEE
  
NATIONALE
  
D'ETUDE 1994*

*(4-5 et 6 mai 1994 - Paris UNESCO) Avoir 20 ans en 2001 ! - Quel avenir pour l'action sociale et le travail so­cial ?*

*- Crise sociale ou changement de société ?*

*- Le système scolaire face aux inéga­lités*

*- L'Europe sociale, une opportunité pour l'intégration des jeunes ?*

* *La décentralisation : construction ou destruction d'inégalité ?*

*- La cité de l'an 2001*

*- L'avenir du travail social*

*- Le rôle des associations.*

*Renseignements et inscription : AFSEA 94 -Service Formation, 28, place St-Georges, 75009 Paris. Té!: 48 78 13 73 - Fax : 40 23 98 05.*

*STAJ*

*ILE-DE-FRANCE*

*(Service Technique pour les Activi­tés de jeunesse)*

*Association Régionale-148-150, ave­nue Jean-Jaurès 93500 PANTIN Tél : 48 43 00 40 - Fax :48 45 36 60 Un lieu de rencontre*

*STAJ lle-de-France, partenaire des associations depuis son origine, se veut un espace privilégié où chaque projet peut trouver un lieu d'expres­sion et d'échange,* avec *la possibilité de confronter et d'évaluer ses prati­ques.*

*Un moyen*

*La mise en relation avec des projets de même type, des personnes res­sources (professionnels, bénévo­les,...).*

*STAJ Ile-de-France souhaite par ses actions favoriser l'émergence de pro­*

*jets collectifs et leur mise en réseau avec des partenaires.*

*Accompagnement de projet*

*STAJ apporte son soutien aux pro­jets (méthodes, techniques, connais­sances, ...) permettant une réelle autonomie de réflexion et d'action ainsi que le développement de dyna­miques sociales et culturelles. Quelques actions spécifiques*

* *Aide à l'élaboration des statuts d'as­sociations,*
* *Formation d'animateurs et direc­teurs de centres de vacances et de loisirs,*
* *Vacances et formations,*
* *Formations spécifiques
    
  (interculturel, animation de quar­tier,...),*
* *Echanges européens de jeunes, d'associations,*
* *Organisation de séjours de vacan­ces,*
* *Productions de documents (asso­ciation, formation, animation) et d'études/recherches,*
* *Formation de cadres associatifs (gestion, communication, vie asso­ciative, ...),*

*Mais aussi des actions organisées avec ou pour des associations de jeunes, de quartier, des centres so­ciaux, des collectivités territoriales,...*

*RECTIFICATIFS*

*Suite à l'article «I.S.I.S.-C.R.E.A.I., une école pilote ?» paru dans le numéro 43 (Assistantes sociales : un mouvement*

*CONCASS), la directrice de la formation de l'Institut Supérieur d'Intervention Social, nous a adressé le rectificatif*

*suivant :*

*«pour la promotion 90-93 (1 ère session de la nouvelle formule), la note école* a *été evaluée comme suit :*

*- moyenne des notes obtenues pour les matières à double validation (U. F. D. E.A. S et A.E.S.)*

*+ moyenne des devoirs de synthèse (12 sur les 3 années)*

*+ note de groupe attribuée pour le «stage découverte de la commune» et faisant l'objet d'une monographie*

*- Stage réalisé sous la responsabilité d'un formateur en 1ère année.*

*Les étudiants ont bénéficié pour l'accompagnement des stages, incluant la préparation à l'épreuve D.E.A.S. de*

*situation sociale, de Groupes d'Analyse des Pratiques Professionnelles (G.A. P.), ceci pendant les 3 années. C'est*

*bien évidemment dans ces groupes que se réfléchissent les aspects déontologiques de l'exercice professionnel».*

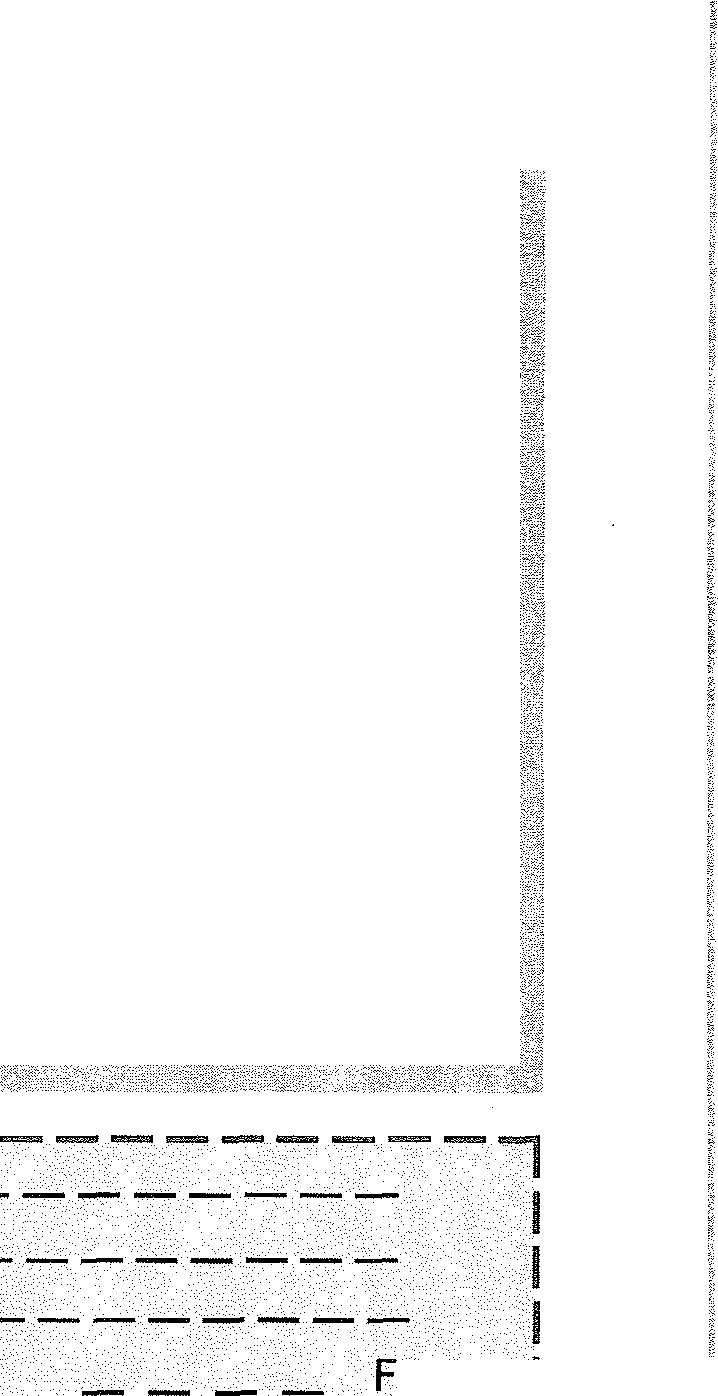
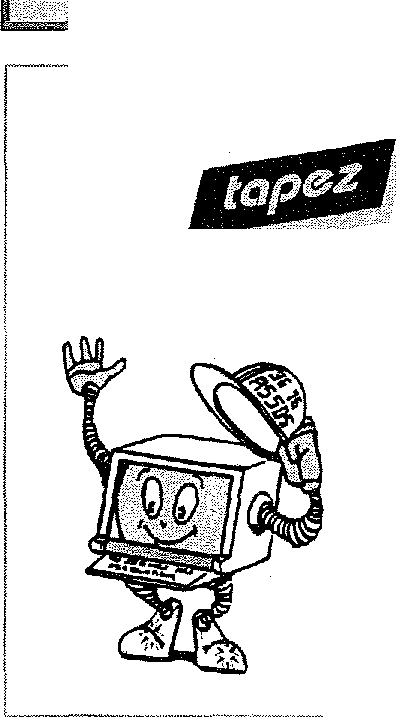
*Dans le numéro 44 (La place de l'écriture dans le travail social), deux articles ont été victimes d'une erreur technique assez complexe :*

*- L'un intitulé «Mes Écritures», signé par Michel Taleghani les guillemets précisant les citations de son article ont été supprimés.*

* *L'autre intitulé «La lepénalisation de la drogue» signé par Charles Segalen : certains paragraphes ont été répétés deux fois.*

*Ces erreurs viennent d'une opération de transfert de disquettes informatiques. Si d'autres erreurs ont été commises, le comité de rédaction regrette vivement ces anomalies et assure les auteurs de sa grande sympathie.*

PEPS n° 45 janvier-mars 1994



L'association Paroles et Pratiques Sociales est née en 1982 de la nécessité ressentie par un groupe de travailleurs sociaux de se donner un espace de rencontre et de réflexion, en dehors des réponses des spécialistes qui ne se situent pas directement dans la pratique quotidienne.

Elle est composée aujourd'hui de militants (animateurs, assistants de service social, éducateurs, mais aussi de formateurs et d'universitaires) qui par l'échange, veulent questionner leurs expériences.

Que ce soit dans la revue ou dans des manifestations plus larges (colloques ou journées d'étude), P.E.P.S entend :

- se faire l'écho de tout ce qui bouge et de tout ce qui change dans le champ du travail social,

- être un lieu d'inscription d'une mémoire sans laquelle il n'y a pas de traces visibles des expériences professionnelles,

- être un outil critique et formateur cherchant à analyser et à théoriser le savoir-faire des travailleurs sociaux.

Convaincu que chacun dans sa pratique professionnelle a quelque chose à dire, l'écriture nous apparaît comme un des moyens efficaces pour construire ce lien entre une Parole et une Pratique.

Une écriture respectueuse de la liberté d'expression de ceux qui, témoins privilégiés de l'exclusion et des pauvretés sans cesse grandissantes, peuvent rendre compte d'une certaine pensée sur le «social». Pour ne pas rester des observateurs silencieux face aux politiques sociales qui placent souvent les travailleurs sociaux dans une impasse, l'association et la revue Paroles et Pratiques Sociales ne peut se développer qu'avec l'adhésion et le soutien de chacun de ses lecteurs, ses sympathisants, et toute personne travaillant directement ou indirectement dans le champ social.

Collectif **P.E.P.S.**

**Pour tout Mo%**

**PEPS sur PEPS**

*Vous trouverez :*

***0*** *La présentation complète de la revue*

***0*** *Le sommaire du dernier numéro*

***0*** *La liste des anciens dossiers*

***0*** *Les tare d'abonnement*

*Et aussi d'autres services : annuaires d'associa­tions, calendriers d'activité, milliers d'adresses...*

**0 A Et C) N E (4 Noe + 2 GRATUITS)**

**Etudiant\* (130 Frs), Individuel (160 Frs), Institutionnel (250 frs), Soutien (300 Frs)**

* **NIJMEFtO**

**45 Frs (port payé)**

**OCAsse-r-re vir)c)**

**"Banlieue Cent Visages" 150 Frs (+ 20 Frs de port**)

**\*photocopie de la carte d'étudiant**

**Nom/Prénom**

**Adresse**

**Je désire prendre abonnement(s)**

**Je commande les numéros suivants : Je commande la vidéo Banlieue Cent Visage : (chèque à l'ordre de PEPS)**

**NUMEROS**

1. **TRAVAIL SOCIAL ET TRAVAIL POUR LA PAIX**
2. **LES FORMATIONS INITIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX**
3. **LE DEVELOPPEMENT SOCIAL EN MILIEU RURAL • 23 :LE CODE DE LA NATIONALITE**
4. **QUE DITES VOUSAPRES AVOIR DITTOXICOMANIE ?**
5. **TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX**
6. **LIBERER LES IDEES POUR SORTIR DES PRISONS 27 :FORUM SUR LE R.M.I.**
7. **BANLIEUE CENT VISAGES**
8. **REUSSITE SCOLAIRE**
9. **TRAVAIL SOCIAL ET BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION**
10. **INSERTION DES HANDICAPES ETTRAVAIL SOCIAL**
11. **LES CULTURES DE LA RUE**

**37 : EPUISEMENT PROFESSIONNEL DANS LE TRAVAIL SOCIAL 38: LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DOIVENT-ILS DISPARAITRE ? 39 :'IMMIGRATION', dans quel sens?**

1. **Femme immigrée, d'une rive à raulre**
2. **LES FIGURES DE L'INSERTION**

**42 :"SENS DU TRAVAIL SOCIAL ET PROJETS POUR L'AVENIR',**

**43 :'Assistantes sociales : un mouvementCONCASS'**

**44 : La place de récriture dans le travail social**

**TOTAL :**

**rs**

**Frs
  
Frs
  
Frs**

**Dans 3616 ASSOS**

**Io mot olé**

**A retourner à PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS**

r

**LES NOUVELLES SOLIDAF \_TES**

*Face à une marginalisation grandissante de population de plus en plus hétérogène, à une chronicisation du chômage source de précarité des revenus des familles, le travail social, dans ses formes traditionnelles, est de plus en plus impuissants à traiter les problèmes sociaux récurrents . De fait, les travailleurs sociaux interviennent le plus souvent quand ily a eu défaillance des réseaux primaires de solidarités des individus .*

*Si la famille reste le principal lieu de sociabilité et de solidarité, les changements profonds qu'elle subit modifie quantitativement et qualitativement la solidarité intergénérationnelle . Si en plus, le travail manque, les réseaux d'entraide des individus se rétrécissent .*

*De son coté, la «solidarité nationale», avec l'essoufflement de l'Etat Providence, n'est plus suffisante pour remédier aux phénomènes d'exclusion sociale .*

*Dès lors, quand la solidarité familiale et professionnelle font défaut, comment l'individu peut il s'inscrire dans le tissu social ?*

*C'est dans ce contexte de crise que le travail social est interpellé par les nouvelles formes de solidarité . Quelles sont elles et comment fonctionnent- elles ?*

*On assiste avec le développement des organisations humanitaires et l'engouement pour les associations d'entraide, à une institutionnalisation des solidarités dont le rôle s'accroît au fil des années dans le champ de l'action sociale .*

* *Comment les travailleurs sociaux prennent ils en compte les expériences des bénévoles ?*

*- Quelles sont les représentations qui entrent en jeu dans les relations entre bénévoles et professionnels ?*

* *Comment se constituent les réseaux de solidarité ?
    
  - Quelles fonctions les réseaux de quartier peuvent ils remplir ?*
* *En quoi les nouvelles formes de travail collectif (de groupe, communautaire ou de réseaux) sont elles encore pertinentes ?*
* *Existe t-il d'autres approches de résolution des problèmes sociaux ?*

*Si vous êtes intéressés par cette réflexion, si vous avez vous même une expérience à partager, prenez contact avec la revue avant fin Avril 1994*

**PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél 40 02 09 56**